

LUTTE CONTRE LE COVID-19

Chenine : «nécessité de lever les doutes des citoyens sur l'efficacité du Vaccin»

P. 3

POLITIQUE NATIONALE

Belhimer : "le Hirak populaire, une référence et un rempart impénétrable à toute tentative d'infiltration"

P. 24

ORGANISATION NATIONALE DES ENFANTS DE CHOUHADA

«Le rapport de Stora, un "prolongement" de la loi française glorifiant la colonisation»

P. 3

JUSTICE

Affaire Walid Nekkiche : le parquet général ordonne l'ouverture d'une enquête préliminaire

Le parquet général près la Cour d'Alger a ordonné dimanche au procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais d'instruire une enquête préliminaire sur les faits avancés par le citoyen Walid Nekkiche et chargé la police judiciaire compétente de cette mission. La démarche du parquet général fait suite à l'examen de documents attestant « que l'accusé Nekkiche a déclaré lors de son procès, en réponse à une question qui lui a été adressée par sa défense, avoir été victime durant sa garde à vue de violences et d'agressions sexuelles de la part des éléments de la police judiciaire en charge de l'enquête préliminaire », indique le communiqué du parquet.

P. 24
DKnews



GAZ NATUREL

Entrée en exploitation du projet Boosting III de Hassi R'mel (Sonatrach)

P. 6

TOURISME

"Nécessité d'inclure les sites historiques dans les circuits touristiques"

P. 4

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

L'élaboration des programmes finalisée et le document transmis

P. 4

SANTÉ

ÉPILEPSIE Pourquoi il faut dédramatiser

P. 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (12^e JOURNÉE)

Médéa ne lâche pas le leader, la JSS sur le podium

P. 21



INTERNET

"La bande passante internationale sera doublée en 2021 en Algérie"

P. 17

PROCÈS EN APPEL DE L'EX-WALI D'ALGER ZOUKH

Verdicts le 15 février (Cour de Tipasa)

P. 24

ACCIDENTS DE LA ROUTE 6 morts et 143 blessés ces dernières 24 heures



Six (06) personnes ont trouvé la mort et 143 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs wilayas au cours des dernières 24 heures, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, 4 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Ghardaïa et Naâma ont été secourues par les éléments de la Protection civile qui leur ont prodigué les soins de première urgence avant leur évacuation vers des hôpitaux.

GHARDAIA Quatre membres d'une même famille sauvés d'un incendie

Quatre personnes d'une même famille, retrouvées dimanche soir inconscientes suite à un incendie qui s'est déclaré dans leur appartement à Berriane (45 Km au nord de Ghardaïa) ont été sauvées par les éléments de la Protection civile, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cette institution.

L'incendie s'était déclaré en fin d'après-midi dans l'appartement suite à un court-circuit électrique, favorisé par la présence d'une moto à réservoir plein de carburant selon le premier constat.

Alertés par les voisins, les éléments de la protection civile sont intervenus rapidement pour éteindre les flammes, découvrant dans l'appartement quatre personnes piégées dans une chambre, qu'ils ont immédiatement sauvé et éteint le feu, précise la même source. Les quatre victimes sauvées de sexe féminin et de la même famille âgées entre 03 mois et 30 ans ont été transférées vers l'Hôpital de Berriane le plus proche du lieu de l'incendie qui n'a fait aucune victime ni blessé parmi les voisins.

Une enquête a été ouverte par les autorités compétentes pour déterminer les causes exactes de cet incendie.

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE Reprise des activités de loisirs et de pêche dans les ports d'Alger



La Direction de la Pêche et des Ressources halieutiques de la wilaya d'Alger a annoncé dimanche, dans un communiqué, la reprise des activités de loisirs et de pêche à travers les ports d'Alger.

Conformément aux instructions du wali d'Alger, les activités de loisirs et de pêche ont repris à travers les ports d'Alger, a précisé la direction, appelant les professionnels du secteur au respect des conditions sanitaires et des mesures relatives à la prévention et la lutte contre la propagation du Coronavirus.

Le non-respect des mesures de santé et de prévention en vigueur entraînera des sanctions prévues par la loi, a mis en garde la direction.

AADL Travaux de réparation suite à la chute d'un revêtement en béton d'un bâtiment à Alger



L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a annoncé le lancement des travaux de réparation des dégâts matériels causés par la chute, vendredi soir, d'une partie du revêtement en béton d'un bâtiment sis au site Zaatria dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (wilaya d'Alger).

La chute du revêtement en béton d'un mur au dernier étage d'un immeuble AADL au niveau du site de Zaatria a détruit plusieurs parties d'un véhicule qui était garé près de ce bâtiment.

A cet égard, la Direction générale a affirmé qu'une indemnisation avait été versée au propriétaire de la voiture pour le préjudice subi.

"L'opération d'indemnisation des dommages causés au bâtiment et au propriétaire du véhicule, sera couverte par la compagnie d'assurance-habitation, conformément à la loi en vigueur".

SKIKDA Les anciens directeurs de l'habitat et de l'Aggrfu condamnés à six ans de prison ferme



Le tribunal de Skikda a condamné dimanche les anciens directeurs de l'Habitat et de l'Agence locale de gestion et de régulation foncières urbaines (AGRUFU) à six (6) ans de prison ferme, a-t-on appris auprès d'une source judiciaire.

La même juridiction a prononcé un verdict condamnant à trois ans de prison ferme la sœur et la femme d'un parlementaire du parti du Rassemblement national démocratique (RND).

Un officier d'état civil à la commune d'Ouled Fayet a également été condamné à deux ans de prison ferme, tandis qu'une peine de six mois d'emprisonnement ferme a été prononcée à l'encontre d'un fonctionnaire à la direction de l'habitat de la wilaya de Skikda.

Le procureur de la République près le tribunal de Skikda avait requis une peine de 7 ans à l'encontre des directeurs de l'Habitat et de l'Agence locale de gestion et de régulation foncières urbaines (AGRUFU), et une peine de 5 ans à l'encontre des autres accusés dans l'affaire.

LAGHOUAT Campagne de vulgarisation de la plateforme numérique de la CNAC



La Caisse nationale d'assurances chômage (CNAC) de Laghouat a lancé une campagne de vulgarisation pour faire connaître sa nouvelle plateforme numérique permettant l'enregistrement en ligne des porteurs de projets, a-t-on appris dimanche auprès de cet organisme.

Ce support électronique, qui permet aussi de disposer d'une base de données électronique visant à organiser l'Emploi, s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'administration et épargne aux souscripteurs les aléas des déplacements vers le siège de la Caisse pour le suivi de leurs situations, notamment ceux vivant dans des zones éloignées du chef-lieu lieu de wilaya, a affirmé le directeur de la CNAC-Laghouat, Cheikh Achour Brahim.

La plateforme en question est mise à la disposition des porteurs de projets pour faciliter leur enregistrement et le dépôt de leur dossier à distance, a-t-il expliqué, ajoutant qu'elle favorise, outre la transparence, une souplesse dans le traitement et le suivi des dossiers, mais aussi la consultation par les porteurs de projets de données concernant leur dossier.

COMMERCE Le ministre du Commerce reçoit des représentants des boulangers



Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a reçu dimanche, en compagnie du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, le président de la Fédération nationale des boulangers (FNB), a indiqué un communiqué du ministère.

"Le ministre du Commerce a reçu en audience le représentant de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens (UNCAA), Youcef Guellat et celui de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Amer Ammar, ainsi que des membres des deux organisations", lit-on dans le communiqué.

La rencontre, qui a eu lieu au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres supervisées par le ministre du Commerce avec tous les partenaires professionnels, a ajouté la même source.

Par la même occasion, le ministre a écouté les différentes préoccupations des représentants de l'UNCAA et de l'ANCA sur les problèmes auxquels se heurtent les boulangers, soulignant "la disposition de son département ministériel à continuer à travailler ensemble afin de trouver des solutions aux différentes préoccupations concernant son secteur".

LUTTE CONTRE LE COVID-19

Chenine : «nécessité de lever les doutes des citoyens sur l'efficacité du Vaccin»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a appelé dimanche à Alger à associer tous les acteurs de la société à la campagne de vaccination contre la Covid-19 pour "lever les doutes des citoyens sur l'efficacité du vaccin".

Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'une journée d'étude sur les dispositions relatives à la vaccination anti-Covid-19, organisée par la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'APN, M. Chenine a souligné que "toutes les parties concernées doivent assumer pleinement leur rôle dans la sensibilisation des citoyens à la nécessité de se faire vacciner pour dissiper leurs doutes sur l'efficacité et l'intérêt du vaccin".

Soulignant l'engagement clair, dès le début, quant au caractère prioritaire de la santé dans les efforts de lutte contre l'épidémie en dépit d'une situation économique difficile, le président de l'APN a rappelé que l'Algérie a adopté une approche faisant primer la décision scientifique sur la décision politique et mettant les mesures à l'abri de toute politisation malgré les fortes pressions de diverses parties.

Selon lui, les résultats obtenus sont le fruit des instructions et des recommandations du Président de la République pour qui "rien n'est plus précieux que la santé".

M. Chenine a tenu, à cette occasion, à saluer les positions des pays amis, se félicitant de leur coopération avec le gouvernement algérien pour la fourniture de vaccins en quantité suffisante.

Il a, en revanche, critiqué "le système international, représenté notamment par le Conseil de sécurité, qui n'a pas su riposter rapidement et comme il se devait à la Covid-19 et a laissé les conflits géostratégiques classiques s'insinuer dans les efforts de lutte contre cette pandémie". Il a cité, dans ce cadre, "les pratiques commerciales privilégiant le plus offrant, ainsi que la spéculation qui a été parmi les points négatifs enregistrés à travers le monde lors des différentes étapes de la pandémie, qu'il s'agisse du masque ou du matériel médical", considérant que toutes ces pratiques sont un autre aspect de l'échec moral dans les relations internationales.

Ces pratiques ont poussé l'assemblée générale de l'ONU à promulguer deux décisions non contraignantes en avril 2020 relatives à la solidarité mondiale en matière de lutte contre la Covid-19 et la coopération internationale pour garantir l'obtention, au niveau mondial, des médicaments, des vaccins et du matériel médical nécessaire à la lutte contre le coronavirus, a-t-il ajouté, citant le rôle crucial de l'OMS et la coopération étroite avec celle-ci ainsi qu'avec les autres agences.

Pour sa part, le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrah-



mane Benbouzid a rappelé les moyens matériels et humains nécessaires mis en place par l'Etat pour la lutte et la prévention contre la pandémie, en consacrant plusieurs services à la prise en charge des malades au niveau des établissements hospitalier, tout en les dotant d'équipements médicaux, de produits pharmaceutiques et de staffs médicaux.

Concernant les moyens de dépistage du virus à travers tout le territoire national et des foyers de la pandémie pour réduire sa propagation, M. Benbouzid a rappelé que 82 laboratoires sont qualifiés pour effectuer le test PCR, une technique qui n'était utilisée à travers le territoire national que par

trois annexes relevant de l'Institut Pasteur.

Et pour surmonter cette crise que traverse le pays depuis près d'une année à l'image de tous les pays du monde, le premier responsable du secteur a mis en avant la stratégie de son secteur pour garantir la formule adéquate permettant d'acquiescer le bon vaccin et multiplier les chances d'approvisionnement.

Face à la demande accrue sur les vaccins les plus efficaces, Pr. Benbouzid a fait savoir que "l'Algérie est en négociation avec plusieurs laboratoires étrangers depuis août 2020 dans l'objectif d'assurer les quantités requises et d'acquiescer le vaccin en janvier 2021

conformément aux instructions du Président de la République".

Pour sa part, Dr. Djamel Fourar, porte parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, a évoqué les préparatifs ainsi que la stratégie mise en oeuvre par le ministère en vue de garantir le vaccin aux catégories ayant le plus besoin et de le distribuer équitablement sur toutes les régions du pays tout au long de l'année selon le calendrier de réception des quantités.

De son côté, le DG des structures de santé au ministère de tutelle, Pr. Lyes Rehal a mis en exergue le plan minutieux mis en place par le ministère en termes de nombre de lits, relevant quelques lacunes enregistrées lors du pic pandémique en juillet, octobre et novembre 2020. Ces lacunes ont été rattrapées permettant d'absorber la pression au niveau des établissements hospitaliers, a-t-il ajouté.

S'exprimant dans le même contexte, le DG de l'Institut Pasteur, Dr. Fawzi Derrar a évoqué les difficultés auxquelles l'Algérie a fait face durant les négociations pour l'acquisition du vaccin depuis août 2020 qui ont été surmontées grâce à nos experts chevronnés ayant assuré le vaccin à 70% des citoyens depuis trois laboratoires internationaux pour garantir une immunité collective contre le virus.

SOCIÉTÉ CIVILE

Lancement "prochain" d'une plateforme numérique pour communiquer avec les acteurs de la société civile (Berramdane)

Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a annoncé dimanche à Khenchela le lancement "prochain" d'une plateforme numérique pour communiquer avec les acteurs de la société civile. Animant à la maison de la culture Ali Souaï une rencontre de concertation avec les associations en prévision de l'élaboration de la stratégie nationale d'encadrement et de réhabilitation des capacités de la société civile, M. Berramdane a indiqué que le projet de cette plateforme "a atteint actuellement ses dernières phases" et sera "prochainement" mis en service au cours de la rencontre nationale qui regroupera les acteurs de la société civile à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Il a également ajouté que cette plateforme constituera "une carte de la société civile et du mouvement associatif sur le territoire national et à l'étranger, un espace d'échange d'idées et de propositions ainsi que de communication avec les autorités centrales qui pourront de la sorte connaître l'efficacité des associations sur le terrain". Relevant le rôle majeur de la société

civile, M. Berramdane a insisté sur la moralisation de l'action associative au moyen de la mise en place d'un cahier des charges considérant que "l'on se trouve actuellement au stade quantitative et l'on se dirige vers la phase qualitative pour ensuite atteindre la phase participative qui nécessite davantage d'organisation, d'encadrement, de coordination et de qualification". Reconnaisant la présence d'incohérences dans la loi sur les associations la rendant parfois inefficace, M. Berramdane a promis d'œuvrer à l'avenir en faveur "d'une nouvelle loi en adéquation avec la réalité et les ambitions des associations".

Il a souligné dans ce même contexte que l'intérêt que porte le président de la République Abdelmadjid Tebboune pour les associations constitue "un message à l'adresse du mouvement associatif et une valorisation de son rôle au côté de l'Etat qui a été particulièrement manifeste à travers son implication avec conscience dans les efforts de lutte contre la propagation de l'épidémie du Covid-19".

Le conseiller auprès du président de la République a aussi considéré que l'observatoire national de la société

civile procèdera à une évaluation globale des acteurs de la société civile en vue de présenter des recommandations à la présidence de la République, aux services du Premier ministre et les autres parties en rapport avec les activités de la société civile pour mieux connaître les associations actives et les collectivités locales activant avec ces associations pour parvenir à une véritable démocratie participative.

Il a aussi affirmé que l'observatoire national de la société civile œuvrera à la programmation de journées de formation au profit des associations activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour améliorer le niveau de leurs animateurs dans les domaines juridique, financier et communicationnel en vue qu'ils assurent à leur tour la formation des autres associations. Le conseiller auprès du président de la République chargé de la société civile et de la communauté nationale à l'étranger a écouté les préoccupations des représentants de la société civile et a promis de coordonner avec eux pour lever les obstacles et parvenir à une démocratie participative réelle où le mouvement associatif passe du rôle occasionnel au travail institutionnel professionnel.

HISTOIRE

Le rapport de Stora, un "prolongement" de la loi française glorifiant la colonisation (Tayeb El Houari)

Le Secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), Tayeb El Houari, a estimé dimanche à Alger que le rapport du chercheur et historien français, Benjamin Stora sur la Mémoire, était "un prolongement" des dispositions de l'article 3 de "la loi du Parlement français glorifiant la colonisation".

Lors d'une rencontre avec les membres du Conseil national pour l'installation de la Commission de préparation du 6e Congrès de l'ONEC, M. Tayeb El Houari a plaidé pour la création d'un Conseil national de sauvegarde de la Mémoire collective, "cible ces derniers temps d'attaques et de démarches négatives visant à falsifier sa véritable profondeur". Pour M. Tayeb El Houari, le chercheur et historien français Benjamin Stora "s'est inspiré des disposi-

tions de l'article 3 de la Loi du Parlement français, du 23 février 2005, qui glorifie la colonisation". Relevant que l'historien français "a mis en avant 22 points qui expriment la personnalité et la civilisation auxquelles il appartient", le SG de l'ONEC a affirmé que son rapport "est une glorification de la mémoire de son pays et non une criminalisation de la colonisation française en Algérie". Il a précisé, dans ce sens, que le document ne fait aucunement mention des nombreux crimes commis à l'encontre des Algériens depuis le début de l'occupation et jusqu'en 1962. Citant les pratiques de torture, la déportation, les condamnations arbitraires à la peine capitale et bien d'autres autres crimes, M. Tayeb El Houari a appelé à l'écriture de la mémoire collective "par les Algériens eux-mêmes". Par ailleurs,

le SG de l'ONEC a saisi cette occasion pour rappeler l'importance que revêt la commémoration des massacres de Sakiet Sidi Youssef, le 8 février 1958, "en vue de sauvegarder la mémoire collective nationale et maghrébine pour pouvoir faire face aux défis sécuritaires et à la pensée néocolonialiste et préserver l'unité des peuples du Maghreb arabe, épris de liberté, de paix, de stabilité et d'autodétermination". Les deux peuples frères continueront à commémorer ce douloureux anniversaire pour raffermir une coopération bilatérale puisant son essence et sa force dans la profondeur des liens historiques qui les unissent", a soutenu M. Tayeb El Houari réitérant "la fidélité de l'Algérie au serment des chouhada et moudjahidine de la Guerre de Libération Nationale". Le SG de l'ONEC a ap-

pelé, dans ce sens, les historiens et les chercheurs à "intensifier la recherche dans le domaine de l'Histoire, pour la préservation de la mémoire de la Nation et son enracinement chez les générations montantes, et partant être en mesure de relever tous les défis pour l'édification de l'Algérie nouvelle à laquelle aspire tout un chacun, le renforcement du front interne et l'unification des rangs en consécration des principes de la Déclaration du 1er novembre 1954. Lors de cette rencontre, un programme a été tracé pour la commémoration de la Journée du Chahid, la célébration de l'anniversaire de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et la commémoration de la disparition de son fondateur, le chahid symbole Aissat Idir.

UNIVERSITÉ

USTO : création d'un cluster technologique pour la construction et la réparation navales et d'un consortium pour l'industrie aquacole

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé, dimanche à Oran, la création d'un cluster technologique pour la construction et la réparation navales et d'un consortium pour l'industrie aquacole à l'Université des sciences et technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran (USTO).

A l'ouverture d'un atelier national sous le thème "L'évaluation et la consolidation de la mise en place du cluster technologique pour la construction et la réparation navales et du consortium pour l'industrie aquacole", organisé à l'université d'Oran, M. Ferroukhi, qui était accompagné du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a souligné que ce cluster est ouvert aux universitaires, chercheurs et opérateurs économiques activant dans le domaine de la construction navale et l'aquaculture de différentes régions du pays. Ce cluster vise à constituer une base industrielle dans le domaine de la construction et de la réparation navales et de l'aquaculture basée sur la maîtrise technologique, ainsi qu'à promouvoir les connaissances professionnelles assurant la disponibilité du produit à moindre coût et de qualité, à-t-il fait savoir. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Gouvernement (2020-2024) dans les domaines de la promotion de l'industrie navale et de la pêche en haute mer, et du développement



intensif et durable de l'activité d'aquaculture. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a affirmé que son secteur continuera à renforcer l'ouverture sur l'environnement économique et social, et œuvrera à élargir le réseau de ses relations en intensifiant les contrats de partenariat en vue de contribuer à réduire le chômage et de diffuser la culture d'entreprise en milieu universitaire.

En marge de cette rencontre, une convention a été paraphée entre l'USTO

et une entreprise privée de réparation navale. Elle concerne les domaines de la formation, de la recherche et de l'entrepreneuriat. Une cage flottante pilote aux normes internationales, fabriquée à cent pour cent localement, a été exposée par un groupe d'entreprises, qui vise à satisfaire les besoins des investisseurs locaux dans le domaine de l'aquaculture en adéquation avec la nouvelle stratégie basée sur l'encouragement du produit national et le programme du Gouvernement visant à réduire la facture d'importation.

TOURISME

Nécessité d'inclure les sites historiques dans les circuits touristiques (ministre)

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a insisté, dimanche à Mostaganem, sur la nécessité d'introduire dans les circuits touristiques, les sites historiques du pays, en particulier les lieux chargés d'histoire de la Glorieuse Guerre de libération nationale. "Tous les circuits touristiques élaborés à l'avenir devront inclure des sites historiques, notamment ceux de la Révolution de Novembre", a souligné M. Hamidou, qui a animé un point de presse à l'issue de sa visite du site historique "camp des carrières" dans la commune de Sidi Ali. "De tels sites historiques témoignent des sacrifices consentis par nos ancêtres et nos aïeux pour la liberté et l'indépendance devront constituer une destination pour nos enfants et autres visiteurs", a-t-il déclaré. Le premier responsable du secteur a visité différentes parties de ce camp de concentration créé par l'administration coloniale française en 1956 pour faire face à la glorieuse Guerre de libération dans la Daira avant d'être reconverti en musée après l'Indépendance, y compris les cellules de torture pratiquées par le colonisateur contre les Algériens.

Le ministre a également visité le site religieux du mausolée de Sidi Lakhdar Benkhalouf et inspecté le projet d'un village touristique aux normes environnementales en cours de réalisation dans la zone d'expansion touristique (ZET) de Cap Ivy dans la commune de Ben Abdelmalek Ramda ne. Il a aussi écouté les préoccupations d'artisans qui l'attendaient dans la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya, valorisant leur rôle dans la fourniture de moyens de prévention contre la pandémie de Covid-19.

tels que le tourisme reli-

COVID-19

Pas moins de 29.000 marins pêcheurs ont bénéficié de l'allocation d'indemnisation (ministre)

Quelque 29.000 marins pêcheurs ont bénéficié de l'allocation d'indemnisation des catégories impactées par les effets de la crise sanitaire du covid-19, a indiqué, dimanche à Oran le ministre de la pêche et des produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi. Intervenant lors d'une rencontre avec les professionnels du secteur, organisée au siège de l'institut technologique de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) dans le cadre de sa visite dans la wilaya d'Oran, M. Ferroukhi a souligné que le ministère a déployé ses efforts pour soutenir les professionnels du secteur en veillant à maintenir les ports ouverts dans la plupart des wilayas côtières en plus d'attribuer l'allocation à tous les marins pêcheurs inscrits. Le ministre a également indiqué que plusieurs préoccupations ont été prises en considération, notamment la carte Chiffa que les personnels du secteur ont commencé à en bénéficier depuis des mois, soulignant

que d'autres préoccupations seront prises en charge. Des travailleurs du secteur de la pêche ont soulevé, lors de cette rencontre, nombre de préoccupations liées aux conditions du pêcheur qui restent tributaires des intempéries sans aucune garantie, ce qui les fait vivre dans la précarité.

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, a effectué, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Ziane, une visite de travail dans la wilaya d'Oran, les conduisant à l'institut de génie maritime d'Es Sénia où ils se sont enquis de l'état des bassins de simulation. Ils ont également présidé l'ouverture d'un atelier national sur "L'évaluation et la consolidation de la mise en place du cluster technologique pour la construction et la réparation des navires et du consortium de l'industrie aquacole" à l'Université des sciences et technologie (USTO) "Mohamed Boudiaf" à Oran.

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

L'élaboration des programmes finalisée et le document transmis

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a finalisé l'élaboration des programmes relatifs aux spécialités prévues dans le cadre du projet du baccalauréat professionnel, dont le projet préliminaire a été transmis aux parties compétentes, d'après le bilan 2020 des activités du ministère. Le document publié sur le site du ministère fait état de la finalisation de l'élaboration des programmes de formation des spécialités prévues dans le cadre du projet du baccalauréat professionnel, dont le projet préliminaire a été transmis pour examen aux instances compétentes.

Ce projet "a été reporté jusqu'à ce que toutes les conditions objectives et pédagogiques soient réunies pour sa réussite", précise le ministère. Le projet du Plan d'action du Gouvernement prévoit "la mise en œuvre du baccalauréat professionnel, par la révision du système actuel d'orientation vers le cursus d'enseignement professionnel, la mise en place d'une ingénierie pédagogique propre au baccalauréat professionnel et la création d'un office des examens et concours de la formation et de l'enseignement professionnels".

En matière d'amélioration qualitative de la formation, le ministère avait mis en place, l'année dernière, 29 programmes pour la formation résidentielle, 23 pour la formation par apprentissage et 26 autres pour la formation passerelle. Le bilan souligne, dans

le même sens, l'actualisation de 22 programmes de formation, la réalisation de 14 manuels au profit des stagiaires et 8 programmes de formation pour les spécialités préparatoires au Brevet de l'Enseignement professionnel supérieur dans plusieurs domaines, dont la production mécanique, la maintenance des équipements informatiques et l'électronique industrielle.

En ce qui concerne la modernisation des activités du secteur, plusieurs plateformes numériques ont été développées, dont "Mih-nati" pour les opérations d'orientation et d'inscription en ligne des demandeurs de formation, outre une nouvelle plateforme d'ingénierie pédagogique des programmes et méthodologies au profit des enseignants et formateurs du secteur (Takwini).

Citant également la mise en place du système de visioconférence, la même source mis en avant l'enregistrement de 45 cours au profit des apprenants via la chaîne "El Maarifa". L'année 2020 a vu, par ailleurs, la création et l'équipement de 49 maisons d'accompagnement et d'insertion au niveau national, dans le but d'informer et de sensibiliser les stagiaires et tous les jeunes sur les mécanismes et dispositifs mis en place par l'Etat en soutien à l'emploi des jeunes et à leur accompagnement dans toutes les étapes de concrétisation de leurs projets, ajoute le document qui évoque la formation aux principes de l'entrepreneuriat en tant

que matière dans le cadre de tous les processus formatifs.

Dans le même contexte, le ministère a approuvé les demandes d'accréditation de 14 établissements privés de formation ou d'enseignement professionnels, après la révision du cadre réglementaire fixant les conditions de fonctionnement et de création d'établissements privés de formation ou d'enseignement professionnels et leur contrôle.

Afin de développer le niveau de la formation et d'enseignement professionnels, la tutelle a conclu plusieurs conventions de partenariat avec nombre de départements ministériels, dont le ministère de la Pêche et de Ressources halieutiques, le ministère de la Justice et le ministère délégué auprès du Premier ministre en charge des Micro-entreprise. La plupart de ces conventions visent à mettre en place des programmes de formation pour être au diapason des développements en cours et faciliter l'accueil des apprentis au niveau des différentes entreprises économiques.

Dans le cadre de la coopération internationale, le ministère de la Formation et l'Enseignement professionnels a programmé plusieurs projets, dont celui d'un établissement de formation dans le domaine des énergies renouvelables à Tiaret, en coopération avec l'Agence turque de coopération et de développement, et un autre de forma-

tion dans le domaine d'industrie navale (réparation et fabrication de bateaux) en coopération avec l'Agence hollandaise des entreprises.

Pour relever le rendement, le secteur a poursuivi durant l'année 2020 la régularisation de la situation des employés en pré-emploi au profit de 991 bénéficiaires avec programmation de la titularisation de 1422 autres pour l'année en cours. Concernant la contribution du secteur aux efforts nationaux en matière de lutte contre la pandémie Covid-19, le secteur s'est lancé, depuis avril dernier, dans la confection des masques et de tenues de protection au niveau des différentes wilayas du pays.

A ce effet, 1044 apprentis et stagiaires ont été mobilisés au niveau de 522 établissements de formation pour réaliser près de 8 millions masques et 52.000 tenues de protection ainsi que du gel hydroalcoolique. Dans ce cadre, plusieurs établissements de formation ont été mobilisés pour accueillir les citoyens rapatriés dans le cadre et du placement en quarantaine, souligne le document qui souligne le renforcement de la coopération avec les associations de la société civile, à l'instar de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), l'Organisation Algérienne de Protection et d'Orientation du Consommateur et de son Environnement (APOCE) et le Croissant rouge algérien (CRA).

EL-OUED

Création d'une première pépinière de canne à sucre, première à l'échelle nationale

Une pépinière pour la culture de la canne à sucre, première à l'échelle nationale, a été créée dans la wilaya d'El-Oued, ont annoncé lundi des responsables de la Chambre nationale de l'agriculture.

Ce projet, qu'abrite une exploitation agricole privée, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le secteur agricole dans le but de booster l'agriculture saharienne, notamment les cultures stratégiques, a indiqué à l'APS le président de cette instance, Mohamed Yazid Hambli.

Ces initiatives ouvriront de nouvelles perspectives en matière d'investissement agricole pour contribuer au développement de l'économie nationale, a souligné M.Hambli, en marge de sa visite à cette pépinière située dans la commune d'El-Magrane (30 km au nord d'El-Oued).

Le propriétaire de la pépinière, Ahmed Abdelkamel Belkharaz, a fait savoir que le début de la réalisation cette expérience remonte à 2017, s'appuyant sur des connaissances techniques pour cultiver ce type de plantes qui s'adapte aux conditions naturelles (sol, eau et climat) de la région.

Les "bons" résultats réalisés, avec l'appui d'un bureau d'études spécialisé indien en vue d'assurer



l'accompagnement technique nécessaire et la formation, "encourage à poursuivre le Challenge", a-t-il estimé. M. Belkharaz a mis en relief, à cette occasion, l'efficacité de l'expérience de la culture de la canne à sucre en zones sahariennes en Algérie, et son adaptation aux spécificités du sol et de l'eau, précisant que le rendement obtenu à El-Oued, de 60 quintaux à l'hectare, est, selon lui, "le plus élevé à

terranéen". Les superficies consacrées à la culture de la canne à sucre ont connu une expansion dans cette wilaya du Sud-est du pays au titre de l'actuelle saison agricole, en prévision de son intégration comme culture stratégique. Pour le moment, la canne à sucre est utilisée à El-Oued dans la préparation de jus frais ainsi que comme brise-vent freinant le mouvement des sables, afin de protéger les exploitations agricoles notamment.

ORAN

Réouverture des marchés à bestiaux d'El Kerma et de Gdyl

Les marchés à bestiaux hebdomadaires d'El Kerma (Es-Sénia) et de Gdyl ont été rouverts samedi, a-t-on appris dimanche du directeur du commerce de la wilaya d'Oran. Ces deux marchés fermés pour des raisons sanitaires préventives contre la propagation du Covid-19 ont été rouverts suite aux dernières mesures liées au déconfinement partiel, a indiqué, à l'APS, Akacha Dogueman, qui a fait observer que cette réouverture est conditionnée par l'observation scrupuleuse des règles sanitaires édictées par les pouvoirs publics. "Faute de quoi, ces deux marchés risquent la fermeture à nouveau", a-t-il averti. "À l'exception des deux marchés à bestiaux, celui de la vente de véhicules usagers d'El Kerma est toujours fermé, a déclaré M.Dogueman, faisant remarquer que le marché de fruits et légumes d'El Kerma n'a pas été fermé. Au sujet des marchés de proximité, au nombre de 21, réalisés initialement dans le cadre de la résorption de la lutte contre l'informel, le même responsable a fait part de propositions pour mettre en adjudication ces structures commerciales à l'effet de renflouer les caisses des communes et les préserver

contre les dégradations, en plus de reconverter certains pour insérer les jeunes porteurs de projets dans le cadre des start-ups. Il a rappelé, à ce propos, que des tentatives de communes et daïras concernées de la wilaya pour l'occupation de ces espaces et leur reconversion en salles de sports ou en aires de stockage sont restées vaines, déplorant "une situation qui s'est compliquée avec le temps à tel point que ces commerces ont été désaffectés et les fameuses listes de futurs bénéficiaires n'ont pas jamais vu le jour". Concernant le registre de commerce électronique, la même source, a annoncé qu'il deviendra caduc à partir du 21 février, signalant que sur une population commerçante de 114.000 dans la wilaya, seules 68.000 se sont inscrites dans le cadre de cette opération lancée depuis 2014, soit un taux de 64 pour cent. Pour susciter l'engouement, une journée d'information et de sensibilisation au profit des opérateurs économiques sur le registre de commerce électronique est prévue mardi prochain au siège de la chambre de commerce et de l'industrie de l'Oranie (CCIO), a-t-on conclu.

ILLIZI

Réception de dix projets dans les zones d'ombre de la région de Debdeb

Dix projets de développement dans les zones d'ombre de la région frontalière de Debdeb (540 km Nord d'Illizi) ont été réceptionnés en application du programme de prise en charge des préoccupations des citoyens dans ces zones, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Ciblant trois zones d'ombre à savoir Meraksène, Timerouline et des concentrations d'habitants dans les environs de Debdeb, le programme en question compte plusieurs opérations de développement. Il s'agit ainsi de la réhabilitation de l'axe routier de 4 km reliant la RN-53 au poste frontalier terrestre de Debdeb et la réalisation mais aussi la réfection de réseaux d'éclairage public dans divers quartiers des zones précitées, a affirmé à l'APS le chargé du dossier des zones d'ombre à la wilaya, Amar Kouider. D'un montant de 170 millions DA, les projets retenus ont comporté aussi la réalisation de 600 mètres linéaires de forages (eau potable) et la réhabilitation d'autres à Timerouline, a-t-il ajouté. Outre ces opérations en faveur de la région frontalière de Debdeb, sont projetées quatre (4) autres, actuellement en réalisation, dont l'aménagement urbain dans trois localités rurales et leur raccordement aux réseaux divers, la réalisation d'un château d'eau de 1.000 m³, ainsi que le revêtement de routes dans la nouvelle zone urbaine, selon M. Amar Kouider.

EL TARF

Plusieurs projets de développement dans les deux ports de pêche d'El Kala

Des projets de développement seront réalisés dans les deux ports de pêche relevant de la daïra d'El Kala (wilaya d'El Tarf), a-t-on appris dimanche du directeur local de la Pêche et des Ressources halieutiques.

Ces projets, qui seront réalisés par la Société de gestion des ports de pêche (SGPP) dans le cadre du programme de développement des ports, portent sur la réalisation de 120 cases de pêcheurs, d'un (01) garage à bateaux ainsi que sept (07) locaux commerciaux et un système de télésurveillance, a indiqué M. Abdelhamid Brahmia. Les travaux de rénovation des réseaux électriques et d'alimentation en eau potable dans le nouveau port, mis en service en 2015, ont été déjà lancés et se poursuivent à des taux d'avancement de près de 40%, a-t-il précisé, ajoutant que le coût global de s'élève à 270 mil-



lions de dinars. L'unité de la SGPP d'El Tarf qui se chargera par ailleurs de la concrétisation d'un projet de réalisation d'ateliers de réparation navale totalisant 1.290 m² pour un coût approximatif de 40 millions de dinars, prévoit également l'acquisition d'un élévateur à bateaux de 200 tonnes, a-t-on poursuivi.

Plusieurs autres projets

ont été réalisés au niveau de ce port dont la flottille se compose de 235 embarcations entre sardiniers, chalutiers et petits métiers, a-t-on rappelé. S'agissant de l'ancien port, le responsable a déclaré que des projets destinés à réhabiliter l'éclairage public, l'aménagement des terre-pleins et des réseaux y sont prévus pour un montant prévisionnel de l'or-

dre de huit millions de dinars.

Les projets de réalisation de 156 mètres linéaires de quais flottants pour l'amarrage des petites embarcations (plaisanciers) et des petits métiers en sus de 40 cases de pêcheurs et un système de télésurveillance ont été concrétisés au niveau de ce port qui compte 584 embarcations, dont 03 chalutiers, 19 sardiniers et 314 plaisanciers, a-t-il détaillé.

Le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques, qui d'autre part fait état de la poursuite des travaux d'aménagement et d'extension des quais du nouveau port d'El Kala, dont le coup d'envoi a été donné récemment, par le ministre des Travaux publics, a rappelé que l'ensemble de ces projets s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat destinés au développement des ports.

CONSTANTINE

Installation "prochaine" de 700 caméras de vidéosurveillance

Pas moins de 700 caméras de vidéosurveillance supplémentaires, seront installées "prochainement" à travers plusieurs nouveaux pôles urbains, de la wilaya de Constantine, a déclaré dimanche, le chef du service des moyens techniques relevant de la sûreté de wilaya.

Ce projet qui sera lancé au titre de l'exercice 2021, ciblera les nouvelles cités à forte densité démographique, réparties sur les villes de Constantine et d'El Khroub ainsi que la circonscription administrative Ali Mendjeli, a précisé le commissaire principal, Adel Amrani qui s'exprimait lors d'une visite guidée organisée en faveur des représentants de la presse locale, au centre de wilaya de contrôle vidéo, au chef-lieu.

"Le projet d'installation de ces équipements techniques de technologie moderne, se fera selon un planning qui sera établi par la commission de sécurité de wilaya", selon le même responsable, relevant que la démarche est inscrite dans le cadre la stratégie de modernisation, lancée par la direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Le but de l'organisation de cette opération est de garantir "une meilleure sécurisation des personnes et de leurs biens", notamment dans la ville Ali Mendjeli qui a enregistré ces dernières années "un taux élevé des affaires liées à la criminalité et une augmentation du nombre d'agressions", a-t-il affirmé.

La même source a indiqué que l'organisation et la facilitation de la circulation routière, la lutte contre les différentes formes de criminalité notamment les bandes de quartiers sont les autres objectifs de ce nouveau projet, rappelant que plus de 1.500 équipements similaires sont opérationnels depuis l'année 2014, à travers les dites villes.

De son côté, le responsable de la cellule de l'information et de la communication de ce corps de sécurité, le lieutenant Bilal Benkhelifa a souligné à l'APS, qu'il est prévu l'extension du réseau de ce type de caméras vers d'autres communes, "dans le souci de mieux contrôler les principales artères et grandes agglomérations et lutter contre le trafic de drogue, le vol ainsi que les agres-

sions". Selon les statistiques du centre de wilaya de contrôle vidéo, 4 900 interventions des patrouilles de la police ont été enregistrées en janvier dernier, suite à l'alerte donnée par le centre de contrôle dans des affaires liées à la lutte contre le phénomène de bandes criminelles, le trafic de drogue et de possession d'armes blanches, ainsi que les accidents de la route. Il est à signaler que le centre de wilaya de contrôle vidéo de la police de Constantine dispose de deux salles d'opérations et de coordination ainsi qu'un autre espace destiné à la réception des appels téléphoniques d'urgence où plus de 3.300 appels ont été recensés en janvier 2021 sur le numéro vert 15-48.

ENIE SIDI BEL-ABBES Opération de récupération de résidus électroniques

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes prévoit le lancement "prochain" d'une opération de récupération des résidus électroniques, a-t-on appris dimanche de son Président directeur général.

Abbes Mekamene a indiqué, à l'APS, que cette opération a été étudiée par le Conseil d'administration de l'ENIE dans le sens de revaloriser les résidus électroniques, soulignant que le projet sera concrétisé au niveau de l'unité de Telagh sise à 50 km de Sidi Bel-Abbes.

Le même responsable a déclaré que cette activité, la première du genre au niveau national, est basé essentiellement sur la récupération de tous les résidus électroniques, à l'instar d'ordinateurs, d'appareils téléphoniques en panne et de cartes électroniques, dans le but de les revaloriser et de les exploiter.

Il s'agit, en premier lieu, de récupérer ces résidus et de trier les différents composants électroniques qui ne fonctionnent pas, dont les parties en plastique et en métal, ainsi que le broyage des cartes électroniques, puis procéder à leur séparation au moyen d'un tapis séparateur réalisé par des chercheurs de l'université de Sidi Bel-Abbes, a-t-il dit, ajoutant qu'après la séparation, intervient une opération de stockage des résidus électroniques collectés auprès d'entreprises spécialisées du pays et de l'étranger.

En plus d'avantages pour l'Entreprise nationale des industries électroniques, cette activité permettra, une fois en service, de créer des postes d'emploi au profit des habitants de la région.

L'unité de Telagh est restée fermée durant une longue période, a rappelé le même responsable.

Cette opération verra un accompagnement dans le cadre du partenariat public-privé et avec des entreprises étrangères, afin de la développer davantage à travers des systèmes et des moyens innovants, a fait savoir la même source.

GAZ NATUREL Entrée en exploitation du projet Boosting III de Hassi R'mel (Sonatrach)

La compagnie nationale des hydrocarbures "Sonatrach" a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en service du projet Boosting III du champ Hassi R'mel (wilaya de Laghouat).

Le projet Boosting III de Hassi R'Mel est entrée en exploitation avec ses trois stations: Sud, Centre et Nord, et ce, après l'achèvement de la phase de "commissioning" de la dernière station Nord, a indiqué la même source.

"En dépit de la pandémie de Covid-19, les délais contractuels d'achèvement et de démarrage de la phase d'exploitation ont été respectés avec la qualité requise, grâce à l'engagement de l'équipe de projet avec la contribution des entreprises nationales: ENGTP, ENAC, SARPI et Cosider Canalisations", souligne la compagnie. Le projet



en question vise à maintenir un niveau de production estimé à 180 millions de mètres cubes par jour et de récupérer des réserves supplémentaires estimées à 400

milliards de mètres cubes de gaz naturel. Par ailleurs, cette réalisation permet à Sonatrach de renforcer ses capacités de production actuelles pour continuer à répondre aux besoins croissants du marché national du gaz et d'honorer aussi ses obligations contractuelles à l'export, notamment en période de forte demande de gaz naturel. Le projet a également permis, durant la phase de construction, la création de plus de 10.000 emplois, notamment au profit de la main-d'oeuvre nationale, a fait remarquer la même source.

EXPLOITATION AURIFÈRE ARTISANALE DANS LE SUD Un programme de formation au profit des micro-entreprises à Tamanrasset

Un programme de formation dans le domaine de l'exploitation artisanale de l'or, au profit des chefs de micro-entreprises a été lancé dimanche à Tamanrasset.

Le lancement du programme a été donné au niveau du Centre de la formation professionnelle "Ibn Rochd" au chef-lieu de la wilaya par une délégation ministérielle composée du ministre des Mines, Mohamed Arkab, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat et du ministre délégué chargé de l'Environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh.

La délégation ministérielle a suivi des explications sur les axes du programme de formation et les principales connaissances devant être dispensées aux stagiaires qui auront à suivre des cours dans les législations et les réglementations relatives aux mines, la définition des méthodes et outils d'exploitation, en sus d'un aspect lié à la santé et à la sécurité environnementale et des informations sur

la création et le management des entreprises. A cette occasion, le ministre des Mines a mis l'accent sur l'importance d'insister sur la détermination du périmètre d'exploitation pour chaque micro-entreprise afin d'assurer son efficacité de production. Dans le même sillage, il a souligné l'accompagnement de tous les acteurs en vue d'atteindre l'objectif de production de 250kg d'or d'ici la fin de 2021, dans cette région où la production s'élève actuellement à 58kg/an.

Il est également prévu la production de 500kg/an à l'horizon 2024 dans cette région, et relever par la suite le défi pour atteindre une tonne d'or, a ajouté le ministre. La délégation ministérielle s'est rendue par la suite au projet de réalisation d'un parc urbain à l'entrée de la ville de Tamanrasset qui s'étend sur une superficie de 12 hectares et ouvrira ses portes les prochains jours. Cet espace s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, a indiqué le ministre délégué auprès de la ministre de l'Environnement chargé de

l'environnement saharien Hamza Al Sid Cheikh, insistant sur l'impératif de consacrer des espaces pour les enfants et les jeunes. M. Al Sid Cheikh a instruit d'exploiter la surface restante de cet espace de loisir dans la réalisation de réserves animales pour la protection des races, annonçant, à ce propos, la création prochaine de cinq (05) réserves dans le Sahara pour une meilleure et diversité biologique.

La dernière halte du premier jour de cette visite était au village de Takernabit (20 km de Tamanrasset) où les membres de la délégation ont reçu des explications sur la déviation des eaux usées traitées par la station de Tamanrasset du village.

Dans ce cadre, le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien a appelé à l'utilisation de ces eaux épurées dans l'agriculture de montagne et forestière à 70%.

A rappeler que la délégation poursuivra sa visite à Tamanrasset lundi avec l'inspection de la mine d'or d'Amesmassa et l'exploration d'un site minier dans la région.

BANQUE D'ALGÉRIE Cotations hebdomadaires des billets de banque et chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 7 février 2021, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	131,35	139,37
1 EUR	157,68	167,34
1 CAD	102,57	108,87
1 GBP	178,69	189,62
100 JPY	124,86	132,49
1 SAR	35,02	37,16
1 KWD	432,94	460,58
1 AED	35,76	37,95
100 CHF	14.581,84	15.478,69
100 SEK	1.559,44	1.655,21
100 DKK	2.120,69	2.250,81
100 NOK	1.525,45	1.619,30

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	132,69	139,37
1 EUR	159,28	167,34
1 CAD	103,61	108,87
1 GBP	180,50	189,62
100 JPY	126,13	132,49
100 CHF	14.729,88	15.478,69
100 SEK	1.575,27	1.655,21

ENERGIE GEAT assurera la réparation des turbines à gaz de GE en Algérie d'ici 2024

GE Algeria Turbines (GEAT) fournira des services de réparation pour les turbines à gaz 9FA de General Electric (GE) en Algérie d'ici 2024, a annoncé dimanche l'entreprise dans un communiqué.

"Nous prévoyons de commencer à créer des solutions numériques pour le secteur de l'électricité d'ici 2021 et d'assurer des services de réparation pour les turbines à gaz 9FA de GE, pour la première fois en Afrique, d'ici 2024", a indiqué l'entreprise, en assurant que cette avancée permettra à la flotte algérienne, soit à plus de 30 unités 9FA, d'être réparées sur place au niveau de GEAT.

Le complexe de production de turbine à gaz et à vapeur GEAT, réalisé dans le cadre d'un partenariat entre la compagnie algérienne d'électricité et de gaz Sonelgaz, avec l'américain General Electric, fabrique déjà des composants tels que des conduites et des patins de turbine à gaz, assemble des turbines et des systèmes de contrôle et assure l'entretien des équipements de production d'électricité. Etablie dans la ville de Batna,

l'entreprise a déployé fin 2000 les deux premières turbines à gaz GE 9FA assemblées en Algérie d'ans le respect des normes de qualité internationales les plus élevées ainsi que celles relatives aux règles HSE. Cité dans le communiqué, le PDG du groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhras, a considéré que GEAT est "un projet stratégique pour le groupe et pour l'Algérie qui témoigne de la réussite de la politique industrielles de l'Algérie".

"Tout d'abord, parce qu'il nous permet de construire la chaîne de valeur de la production d'électricité au niveau local. Ensuite, parce que GEAT est un modèle éducatif de ce à quoi peut ressembler un transfert de savoir-faire et de technologique", a-t-il fait valoir.

Dans sa déclaration rapportée par le communiqué M. Boulakhras, a mis en avant la contribution d'un tel projet à "éliminer les zones d'ombre dans les endroits reculés du pays, à développer les régions isolées, à créer des emplois et de la richesse localement et à ouvrir la voie à d'autres projets

à venir". De son côté, le PDG de GE Gas Power pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, Joseph Anis, a estimé que GEAT est "le prolongement naturel d'un engagement de plusieurs décennies envers l'Algérie, notamment pour contribuer au développement de son secteur énergétique".

"Grâce à GEAT, nous contribuons à renforcer davantage l'écosystème énergétique du pays et à soutenir les objectifs nationaux de développement socio-économique", a assuré M. Anis cité dans le communiqué. Pour sa part, le Directeur général de GE, Samir Bouabba, a témoigné que le défi pour l'équipe était la réalisation des deux turbines à gaz à l'échéance prévue.

Pour lui, faire fleurir des turbines au milieu des Hauts-Plateaux d'Algérie ne fut pas une mince affaire.

"Cela a demandé persévérance et résilience face à de nombreux obstacles".

Le premier défi, a-t-il expliqué, consistait à achever l'usine et à mettre en place les équipements dans le respect du budget, tout en maintenant des paramètres internatio-

naux stricts en matière de qualité, d'environnement, de santé et de sécurité.

Le site de GEAT fut finalement achevé en mars 2020, après 2,7 millions d'heures de travaux de construction et d'installation des équipements.

Quant au deuxième défi, il portait sur le recrutement des équipes et le transfert de savoir-faire, a-t-il poursuivi, en tenant à préciser que les équipes qui ont récemment assemblé les deux premières turbines à gaz sont à 100% recrutées localement.

Aujourd'hui, GEAT emploie jusqu'à 140 Algériens et devrait créer jusqu'à 200 emplois supplémentaires d'ici 2024, a-t-il prévu.

Le personnel local a bénéficié de plus de 30.000 heures de formation dans les domaines de l'hygiène et de la sécurité au travail, de l'ingénierie, de la fabrication, du leadership et de la gestion dans des instituts publics et privés en Algérie, ainsi que dans les installations de GE en France, en Inde et en Hongrie, selon le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent franchit la barre des 60 dollars

Le cours du Brent a franchi lundi la barre des 60 dollars pour la première fois depuis plus d'un an, sur fond d'optimisme quant à une reprise de la demande en pétrole avec le redémarrage de l'économie mondiale.

Le baril de Brent gagnait lundi 1,26% à 60,19 dollars, au plus haut depuis janvier 2020, dans le sillage des marchés qui accueillent avec espoir les campagnes de vaccination contre la Covid-19 et les promesses d'un nouveau plan de soutien économique américain.

Voilà plusieurs semaines que le brut est orienté à la hausse, une tendance appuyée par la perspective d'un puissant stimulus budgétaire américain au moment où la situation sanitaire offre des motifs d'optimisme.

La secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, a dit



espérer un retour au plein emploi en 2022 si le plan de sauvetage de l'économie proposé par le président Joe Biden était approuvé. Les derniers chiffres indiquent

que le rythme des nouvelles contaminations au coronavirus est au plus bas depuis octobre, tandis que les campagnes de vaccination sont lancées dans de nombreux pays.

Ces espoirs à long terme ont éclipsé les chiffres faisant état d'une hausse des réserves américaines de brut.

D'après les analystes, les courtiers continuent de faire preuve d'optimisme en écoutant le récit américain d'une relance au printemps portée par l'énorme stimulus, au moment où la courbe devrait s'aplanir avec les protocoles de vaccination.

BREXIT

Chute de 68% des exportations des ports britanniques vers l'UE en janvier

Les exportations depuis les ports britanniques vers l'Union européenne (UE) ont chuté de 68% en janvier par rapport à la même période de l'année précédente, a affirmé l'Association des transporteurs routiers (RHA), qui y voit l'effet conjoint du Brexit et de la pandémie de coronavirus.

C'est dans une lettre adressée le 1er février au ministre Michael Gove, à laquelle l'hebdomadaire britannique The Observer a eu accès, que le président de l'association, Richard Burnett avance ce chiffre de 68%, tiré d'un sondage réalisé auprès de ses membres internationaux.

Selon l'hebdomadaire, M. Burnett estime que cela est principalement dû à "l'augmentation massive de la paperasse à laquelle sont confrontés les exportateurs" après le Brexit.

Il appelle le gouvernement britannique à augmenter grandement le nombre de douaniers chargés d'aider les entreprises, estimant que les 10.000 personnes actuellement déployées ne représentent "qu'un cinquième de ce qui serait nécessaire".

"Je trouve profondément frustrant et agaçant que les ministres aient choisi de ne pas écouter l'industrie et les experts", a déclaré celui qui affirme à The Observer avoir "prévenu" M.

Gove "de façon répétée ces derniers mois".

Officiellement sorti de l'Union européenne le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni a continué d'observer ses règles pendant la période de transition qui s'est achevée le 31 décembre, date à laquelle le pays est sorti de l'union douanière et du marché unique européens.

Malgré l'accord commercial signé en extremis avec son ancien partenaire, le gouvernement britannique avait prévenu les entreprises qu'il faudrait s'attendre à des "perturbations à court terme". En effet, les exportateurs britanniques doivent désormais remplir une multitude de documents pour prouver que leurs biens sont autorisés à entrer dans le marché unique européen, un alourdissement des procédures chronophage et coûteux, qui retarde le passage des frontières. Interrogé par The Observer, un porte-parole du ministre Michael Gove a affirmé ne "pas reconnaître le chiffre avancé sur les exportations" par la RHA, estimant que "les perturbations à la frontière avaient jusqu'à présent été minimes" et que "les mouvements du fret sont désormais proches de la normale, malgré la pandémie de Covid-19", qui a aussi fortement impacté le trafic.

Le directeur de l'Association des ports britanniques, Richard Ballantyne, affirme lui que ce chiffre de 68% avancé par la RHA est "globalement conforme" à ce qu'il a pu observer sur la baisse du trafic.

AFRIQUE

Créer plus d'opportunités pour les femmes africaines dans les secteurs productifs

La Banque africaine de développement (BAD) a publié sa nouvelle stratégie du genre pour la période 2021-2025 visant à créer plus d'opportunités pour les femmes dans les secteurs clés du continent.

Publiée en fin de semaine écoulée, cette stratégie prévoit pour les cinq prochaines années de "transformer les secteurs clés du continent en terrains d'opportunités accessibles, où les femmes, les filles, les hommes et les garçons, quelle que soit leur origine, bénéficient d'un accès et d'un contrôle égaux sur les ressources productives et bénéficient d'infrastructures et de services de soutien pour s'épanouir", a précisé la BAD dans un communiqué publié sur son site web. Elle a souligné, à ce propos, qu'elle mettra en oeuvre sa stratégie tout en respectant ses engagements politiques émanant du Fonds africain de développement (FAD)-15 et de l'augmentation générale du capital de la banque.

L'Institution entend dans sa stratégie de renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans ses cinq domaines prioritaires, les "High 5". Elle entend également intégrer la dimension genre dans toutes les opérations nationales et régionales et s'efforcera aussi de classer 100% de ses opérations du secteur public en utilisant le GMS (Gender marker system).

En outre, la banque réalisera les investissements nécessaires au déploiement de spécialistes de l'égalité des sexes, à la création de produits de connaissances sur l'égalité des sexes et au renforcement des capacités de son personnel pour garantir que les femmes, les hommes, les garçons et les filles bénéficient de manière égale des opérations financées par la BAD.

Une priorité sera aussi accordée aux interventions visant à renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en se concentrant de manière sélective sur les domaines dans lesquels la banque peut démontrer un avantage comparatif concret et une valeur ajoutée.

"L'approche genre dans les pays membres sera renforcée et les interventions seront réalisées en tenant compte des contextes et des priorités de chaque pays", avance la même source. La Banque affirme qu'elle continuera à investir dans la production de données et de connaissances sur le genre spécifiques aux pays afin d'améliorer sa compréhension des contraintes propres à chaque pays.

Enfin, elle entend tirer parti de son pouvoir de mobilisation dans le processus de relèvement post-Covid-19 qui a affecté de manière disproportionnée les femmes, les filles et les jeunes. Ainsi,

avec le soutien de partenaires clés tels que les institutions financières, les banques centrales, les organisations de la société civile (OSC), entre autres, elle aidera les pays membres régionaux à mieux reconstruire, à surmonter les obstacles structurels. A cet effet, elle compte soutenir le financement des interventions à court et à long terme, sensibles au genre qui placent les femmes au centre de l'action en tant que moteurs essentiels de la reprise socio-économique.

En mai 2016, la BAD avait lancé l'initiative AFAWA (Affirmative Finance Action for Women in Africa) pour combler le déficit d'accès au financement des femmes en Afrique évalué à 42 milliards de dollars. Au cours des prochaines années, l'institution prévoit de débloquer jusqu'à 5 milliards de dollars de financement dans le cadre de la mise en oeuvre de cette initiative en faveur des femmes.

La BAD souligne, en outre, qu'elle s'est engagée à renforcer les capacités des institutions financières opérant sur le continent pour les intéresser davantage à la niche des Petites et moyennes entreprises détenues par les femmes.

Elle compte aussi les aider à adapter leurs produits et services aux types d'entreprises que gèrent les femmes et les filles.

ENERGIE ÉOLIENNE

GIG et Total obtiennent une concession au large de l'Angleterre

Le groupe français Total et le fonds Green Investment Group (GIG), filiale de l'australien Macquarie, ont annoncé lundi avoir obtenu une concession sur les fonds marins britanniques afin d'y développer un projet éolien en mer de 1,5 gigawatt (GW).

"Le projet, qui sera implanté au large des côtes de la région d'East Anglia, pourrait fournir jusqu'à 1,5 gigawatt (GW) d'électricité renouvelable", ont indiqué dans un communiqué les deux partenaires, réunis au sein d'une coentreprise à parité.

"Ce projet est notre développement d'énergie renouvelable le plus conséquent en Europe à ce jour et constitue un jalon important dans notre ambition d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050", a

souligné Julien Pouget, en charge des renouvelables chez Total, cité dans le communiqué.

"Ce succès est redevable à notre expertise historique en offshore britannique et ouvre la voie à une diversification de notre offre d'énergie dans le pays, en adéquation avec notre stratégie de devenir un acteur multi-énergies", a-t-il ajouté. Le groupe est en effet aujourd'hui l'un des gros opérateurs pétrolier s et gaziers en mer du Nord britannique mais cherche à se diversifier.

Total a multiplié les annonces dans les renouvelables depuis le début de l'année.

Il a notamment pris une participation dans un gros développeur solaire en Inde pour 2,5 milliards de dollars.

ESPAGNE

Chute de plus de 9% de la production industrielle en 2020

La production industrielle a chuté de plus de 9% en Espagne en 2020, sa pire baisse depuis 2009, conséquence de la grave crise économique provoquée par la pandémie et l'un des confinements les plus stricts au monde, selon des statistiques publiées lundi.

D'après les données corrigées des variations saisonnières et calendaires, la production a chuté de 9,4% sur l'ensemble de l'année, a indiqué l'Institut espagnol de la statistique "INE" dans un communiqué.

En 2009, la production industrielle avait alors dégringolé de 15,6%.

Depuis 2014, elle était toujours en hausse (entre +0,3% et +3,2%).

Sur le seul mois de décembre, la production a en revanche progressé de 1,1% par rapport au mois de novembre, tirée par l'énergie (+9,2%).

"En raison de la situation particulière de la crise sanitaire de la Covid-19, les différents secteurs industriels ont souffert intensément en 2020 des effets de la pandémie avec des baisses prononcées dans la production, en particulier pendant les mois de mars, avril, mai et juin", marqués par un confine-

ment extrêmement strict, analyse l'INE. Pendant ce confinement, détaille l'institut, les baisses les plus importantes ont concerné les biens de consommation durable et les biens d'équipement.

Les biens de consommation non durables et l'énergie ont en revanche été les moins touchés.

La production industrielle s'est ensuite redressée à la faveur du déconfinement "de façon générale" même s'il y a eu "des inégalités entre les secteurs", relève l'INE. La reprise est assez marquée en ce qui concerne les biens de consommation durable et d'équipements, et plus légère pour les biens de consommation non durables et l'énergie. Seul le secteur des biens intermédiaire, biens utilisés lors de la production d'un autre bien, tire son épingle du jeu et parvient à dépasser les niveaux de 2019.

Le PIB de l'Espagne, l'un des pays européens les plus touchés par la pandémie de Covid-19, s'est effondré de 11% en 2020, l'un des pires résultats de la zone euro pour ce pays très dépendant du tourisme, secteur frappé de plein fouet par la pandémie.

BÉJAIA Réclamation des listes des attributaires de logements sociaux à Akbou et Taskriout

Des citoyens des communes d'Akbou et de Taskriout ont réclamé dimanche la délimitation des listes de bénéficiaires de logement sociaux, a-t-on appris de responsables locaux.

Des demandeurs de logement sociaux dans les communes d'Akbou et Taskriout ont obstrué séparément dans la matinée deux axes majeurs du trafic routier de la wilaya de Bejaia, imposant de forts désagréments aux usagers, selon les mêmes sources.

A Akbou, les manifestants ont bloqué un carrefour stratégique, à la sortie de la ville, rythmant autant les entrées et sorties vers ou en provenance du sud de la vallée de la Soummam, que celles conduisant à travers la RN 26 vers Bejaia ou inversement en direction de Bouira et Alger. Dès cinq heures du matin, les protestataires ont pris possession des lieux, jonchant la chaussée avec des objets hétéroclites et brûlant quelques pneus. Vers huit heures, un énorme bouchon s'y est constitué, favorisé par l'arrivée massive de personnels des entreprises de la zone industrielle de Taharacht, en route vers leurs lieux de travail respectifs.

Les automobilistes se dirigeant vers Bouira n'en ont pas beaucoup pâti, la plupart d'entre eux s'étant déportés depuis la localité de Biziou (Seddouk) voire Takerietz, sur la pénétrante Béjaia-Ahnif, réussissant à éviter de s'empêtrer dans ce goulot, qui a duré jusqu'à 13h00, selon le président de l'APC d'Akbou, Mouloud Salhi, joint par téléphone.

Finalement les manifestants ont daigné lever le blocus après trois heures de discussions avec le chef de daïra et le premier édile d'Akbou et au cours de laquelle "beaucoup d'équivoques et de malentendus ont été levés", a confié à l'APS, Mouloud Salhi.

Ce même responsable a mis l'accent sur une revendication majeure, celle de la libération de la liste des attributaires et des logements achevés et finis. Contrairement à ce qui a été ébruité "la liste n'est pas finalisée. La commission de logement poursuit toujours son travail et le fait minutieusement, avec l'unique souci de ne laisser sur le bord de la route aucun démunis ou méritant", a-t-il expliqué.

À l'Est, dans la région de Darguina et Taskriout, à 50 km de Bejaia, des manifestants ont également procédé à la fermeture de la RN 09 (Bejaia-Sétif) pour des motifs analogues d'attribution de logements sociaux et de libération des listes des bénéficiaires et des logements achevés. Finalement, après de franches discussions sur l'état des choses, les manifestants ont pondéré leur ardeur et levé par eux-mêmes les obstacles semés sur la chaussée. En milieu d'après-midi, toutes les routes ont été rouvertes.

OUM EL BOUAGHI Baisse "sensible" du nombre d'oiseaux d'eau migrateurs dans les zones humides

Les services de la conservation des forêts de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont enregistré une diminution "sensible" des oiseaux d'eau migrateurs dans les zones humides lors de l'opération de dénombrement hivernal, a-t-on appris dimanche de la responsable du service des espèces protégées, de la chasse et de la pêche de cette même direction.

Dans une déclaration à l'APS, Nabila Bouras a affirmé que la diminution du nombre d'oiseaux d'eau migrateurs enregistrée au cours de la période d'inventaire hivernal, qui s'est déroulé du 27 au 31 janvier à travers 16 régions humides de la wilaya, est occasionnée par la sécheresse ayant affecté ces zones en plus du manque de précipitations.

Mme Bouras a souligné, à ce propos, que le nombre d'oiseaux dénombrés lors de l'inventaire de l'année en cours s'élève à 12 867 sujets de 35 espèces d'oiseaux différents, contre 27 415 oiseaux dénombrés en 2020.

La même source a également indiqué que le plus grand nombre d'oiseaux inventoriés fin janvier dernier concerne l'oiseau Tadorne de belon, dont le nombre de sujets dénombrés s'élève à 5 097, suivi du Foulque macroule avec plus de 2 940 sujets.

Concernant le Flamant rose, Mme Bouras a déclaré que le nombre de sujets dénombrés a considérablement diminué au cours de l'année en cours, avec seulement 145 oiseaux recensés contre 8 756 en 2020, et ce, en raison du manque d'eau dans les zones humides de la wilaya. A noter que la wilaya d'Oum El Bouaghi compte 16 zones humides, dont 8 sont classées aires protégées dans le cadre de la convention Ramsar, parmi lesquelles 11 zones humides sont naturelles tandis que les 5 autres sont artificielles, à savoir des retenues d'eau et des barrages.

EXPLOSION À LA CITÉ UNIVERSITAIRE "OULED FAYET 2" "Des mesures seront prises pour éviter des incidents similaires" (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a affirmé dimanche, que son département prendra les mesures nécessaires afin que des incidents similaires à l'explosion qui a eu lieu, samedi, et qui a coûté la vie d'une étudiante à la cité universitaire à "Ouled Fayet 2" à Alger, ne se reproduisent plus.

Le ministre a déploré, en marge de sa visite qu'il a effectuée à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO), l'incident de l'université d'Alger qu'il a qualifié de "tragique", tout en exprimant sa solidarité avec la famille de l'étudiante.

Il a assuré que "des mesures seront prises dans le cas où les résultats de l'enquête révèlent un quelconque manquement", soulignant que le travail de la commission chargée du projet de la réforme des œuvres universitaires, tire à sa fin et sera remis au président de la République



et au Premier ministre. Dans le même sillage, M. Benziane a indiqué que son ministère avait pris une série de

mesures afin d'améliorer la gouvernance des œuvres sociales, faisant observer qu'il a été opéré, dans ce cadre, des changements au niveau de quelques responsables des œuvres universitaires à travers le pays.

En ce qui concerne des mouvements de protestations récentes menées par les étudiants-doctorants, le ministre a affirmé que "les portes demeurent ouvertes devant eux et devant l'ensemble des étudiants" et qu'il "répond personnellement aux préoccupations des étudiants par son adresse électronique.

CAPDEL - CHLEF Financement de quatre projets associatifs à Ouled Ben Abdelkader

Quatre projets associatifs de la commune pilote d'Ouled Ben Abdelkader (sud de Chlef) ont bénéficié d'un financement dans le cadre du Programme CAPDEL (Développement local et démocratie participative), visant le renforcement des capacités des acteurs locaux du développement, a-t-on appris, dimanche, auprès du coordinateur local de ce programme.

Selon Idris Boukersi, dans le cadre du 2ème appel de financement des projets des associations des communes pilotes concernées par le programme CAPDEL, quatre projets sur un total de six présentés par des associations locales de la commune d'Ouled Ben Abdelkader, ont été financés par ce programme, a-t-il indiqué à l'APS. Il a signalé la sélection de six projets pour intégrer l'incubateur local de formation et accompagnement.

"Une vingtaine de cadres des associations participantes ont été formées à ce titre, en matière de gestion financière et administratives des projets, avant la formulation définitive des projets et leur présentation à la commission nationale, qui a approuvé le financement de quatre parmi eux", a expliqué M. Boukersi.

Parmi les projets approuvés, le responsable a cité celui relatif au renforcement des capacités des femmes dans les

domaines de la couture et du tissage traditionnel, présenté par l'association "Al Fairouz" de formation et apprentissage de la femme au foyer. A cela s'ajoute le projet "citoyens actifs" de l'association "Erriada" des activités des jeunes visant le renforcement de la représentativité des citoyens et leur implication effective dans l'organisation des comités des quartiers et des villages.

Il s'agit également du projet "Nous sommes avec vous" de l'association des handicapés moteurs, visant le renforcement du bien être et garantir l'égalité des chances pour un enseignement de qualité au profit des personnes aux besoins spécifiques. Quant au 4ème projet bénéficiaire, il a été présenté par l'association des activités des jeunes du complexe sportif de proximité et vise l'incitation des jeunes et des femmes à la pratique sportive au sein du complexe sportif et l'aménagement d'un espace de détente. "Le coût de ces projets lancés dernièrement, est estimé à 1.970.000 DA, et leur délai de réalisation est de 10 mois, au plus", a souligné M. Idris Boukersi. A noter que le programme CAPDEL a déjà financé, au titre de son 1er appel de 2018, un projet de réalisation d'une promenade sur les berges du barrage de Sidi Yakoub, de la même commune d'Ouled

Ben Abdelkader. Cependant, le projet n'a pas encore vu le jour, en raison du non-règlement du statut légal de son assiette.

M. Boukersi a souligné, à cet effet, les efforts consentis par les autorités locales en vue d'aplanir toutes les difficultés, pour le "lancement prochain" de ce projet prometteur visant la promotion du tourisme interne et de la pêche continentale dans la région. Le CAPDEL (Démocratie participative et développement Local) est un programme promu par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec le soutien de l'Union européenne (UE).

Il cible dix communes pilotes du pays, à savoir, Ouled Ben Abdelkader (Chlef), El Khroub (Constantine), Babar (Khenchela), Djemila (Sétif), Messaad (Djelfa), Ghazaouet (Tlemcen), Djanet (Illizi), Timimoun (Adrar), Béni Maouche (W. Bejaia) et Tighzirt (Tizi-Ouzou) Ce programme vise le renforcement des capacités des acteurs du développement local, les jeunes et les femmes notamment, de même que la promotion d'une gouvernance locale concertée et participative entre les autorités publiques et la société civile.

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE La sensibilisation demeure de mise à Oran

Environ 65 opérations d'information et de sensibilisation sur les risques d'asphyxie au monoxyde de carbone ont été menées par les services de la Protection civile de la wilaya d'Oran depuis le début de la saison hivernale, a-t-on appris dimanche de son responsable de communication.

Depuis le mois d'octobre, pas moins de 65 opérations de sensibilisation ont été menées par la protection civile d'Oran au sein des établissements scolaires, des centres de formation professionnelle, des campus et résidences universitaires et des mosquées, en vue de prévenir quant aux risques d'asphyxie au monoxyde de carbone, a indiqué, à l'APS, le capitaine Bellala Abdelkader.

"C'est un combat continu que nous menons avec plusieurs partenaires à l'image de Sonelgaz, pour un hiver sans accidents et surtout sans victimes", a-t-il souligné. Les campagnes de sensibi-

lisation visent à mettre l'accent sur les dangers que représente le non respect des consignes et des règles de sécurité pour se prémunir contre les risques liés au monoxyde de carbone, a-t-il ajouté. Plusieurs thèmes relatifs à la prévention du risque d'asphyxie ont été abordés lors de ces opérations de sensibilisation, dont la conduite à tenir devant une personne incommode par le monoxyde de carbone et la méthode de réanimation à mettre en œuvre. Les accidents survenus sont la conséquence de la mauvaise aération ou de non-conformité des équipements de chauffage, a-t-on fait savoir.

A noter que les services de la Protection civile d'Oran ont enregistré 21 interventions liées à l'asphyxie au monoxyde de carbone émanant du chauffage ou du chauffe-eau. En 2020, pas moins de 19 personnes ont été secourues tandis qu'on déplore le décès de trois (3) personnes d'une même famille, a-t-on noté.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 3 décès et 169 blessés durant les dernières 24h

Trois (3) personnes sont décédées et 169 autres ont été blessées dans 149 accidents de la route enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays durant les dernières 24 heures (période du 06 au 07 février 2021), indique dimanche un bilan de la Protection civile.

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Souk Ahras sont intervenus

pour l'extinction d'un incendie au niveau de la commune de Heddada, ayant causé le décès d'une femme âgée de 30 ans carbonisée et des brûlures à une autre personne. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital local. Pour leur part, les unités de la wilaya d'Oran ont été mobilisées suite l'explosion d'un chauffe-eau dans une usine de fabrication de

bonbons dans la commune de Gdyl, pour l'évacuation de 11 personnes dont une (01) présentant des brûlures au 2ème degré. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid 19, les unités de la protection civile ont effectué durant les dernières 24 heures 42 opérations de sensibilisation à travers 05 wilayas (29 communes), rappe-

lant aux citoyens la nécessité du respect de confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale. Ainsi, 32 opérations de désinfection générale à travers 04 wilayas (17 communes), ont été effectuées touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

INDE

Au moins 14 morts et 170 disparus en Inde après la rupture d'un glacier dans l'Himalaya

Au moins cent soixante-dix personnes étaient portées disparues lundi dans le nord de l'Inde et 14 corps ont été retrouvés au lendemain de la rupture d'un glacier de l'Himalaya, qui a provoqué une crue éclair en s'effondrant dans une rivière.

"Au total, 15 personnes ont été sauvées et 14 corps ont été retrouvés en différents lieux jusqu'à présent", a tweeté le gouvernement de l'Etat de l'Uttarakhand, dans le nord de l'Inde, au lendemain de la catastrophe.

Mais au moins 170 autres personnes sont toujours portées disparues, selon les autorités. Le chef de la police locale, Ashok Kumar, avait dimanche évoqué 200 disparus dans les seules centrales électriques.

Douze personnes ont été secourues dimanche dans un tunnel, mais de 25 à 30 individus sont toujours coincés dans un autre tunnel, a précisé Piyooosh Rautela, responsable de l'aide d'Etat aux victimes de catastrophes.



ZIMBABWE

Le pays risque de perdre ses zones humides d'ici 2040

Le Zimbabwe risque de perdre la totalité de ses zones humides d'ici à 2040 si aucune mesure n'est prise pour les sauver, a mis en garde dimanche le ministre zimbabwéen de l'Environnement et du tourisme, Mangaliso Ndhlovu.

"La croissance démographique, l'urbanisation et les modes de consommation constituent des facteurs majeurs qui exercent une très grande pression sur les zones humides et les ressources hydriques", a déclaré M. Ndhlovu lors

d'une réunion virtuelle à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale des zones humides.

Pour le ministre, "la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides deviennent une nécessité de premier plan pour sauvegarder les moyens de subsistance des populations qui habitent dans ces zones.

Au Zimbabwe, les zones humides représentent environ 4% de la superficie totale du pays, y compris les barrages et les lacs, a-t-il précisé, notant que seule-

ment 21% se trouve dans une situation stable. Outre son rôle comme source de nourriture et de moyens de subsistance pour des millions de personnes et d'êtres vivants, les zones humides jouent d'autres fonctions essentielles, notamment dans la protection contre les inondations, les sécheresses et les catastrophes naturelles, a soutenu M. Ndhlovu. Par ailleurs, a-t-il signalé, ces zones disposent d'une riche biodiversité et ont la capacité de stocker plus de carbone que tout autre écosystème.

PHILIPPINES

Séisme de magnitude 6 au sud

Un puissant séisme s'est produit dimanche au sud des Philippines, a annoncé l'Institut américain de géophysique (USGS), sans qu'aucune victime

ou dégât n'ait été signalé dans un premier temps par les autorités.

Le tremblement de terre de magnitude 6 et de 24,6 km de

profondeur s'est produit à 12H22 (04H22 GMT) et son épicerne a été localisé à deux kilomètres à l'est de la ville de Magsaysay, sur l'île de Mindanao, a indiqué

l'USGS. La sécurité civile a fait état de fortes secousses dans la région qui, selon les premières informations, n'ont fait ni victimes ni dégâts.

PAYS-BAS

Une forte tempête de neige

Les Pays-Bas ont été frappés dimanche par une forte tempête de neige, la première en dix ans, perturbant le trafic ferroviaire et routier, alors qu'un front froid traversait le nord de l'Europe.

Les services ferroviaires ont aussi été affectés en Allemagne, tandis que de l'autre côté de la mer du Nord, la Grande-Bretagne se préparait à l'arrivée de cette tempête nommée "Darcy" par les météorologues néerlandais.

"C'est la première tempête de neige (dans le pays) depuis longtemps: la dernière (...) avait eu lieu en janvier 2010", selon le site internet de prévisions météorologiques Weer.nl.

L'agence météorologique néerlandaise KNMI a émis une alerte "code rouge" sur l'ensemble du pays dimanche en raison de vents qui pourront atteindre



90 km/h et d'un "froid glacial". Le gouvernement néerlandais a fermé pour plusieurs jours tous les centres de dépis-

tage du coronavirus, en raison de la sévérité des conditions, alors que le pays s'attend à traverser dix jours de températures négatives.

La plupart des régions du pays étaient recouvertes dimanche de 5 à 10 cm de neige, mais le manteau blanc atteignait 30 cm d'épaisseur par endroits, selon la chaîne de télévision publique NOS. Tous les trains étaient annulés dans le pays jusqu'à dimanche midi au moins, a annoncé l'opérateur ferroviaire NS.

Environ 85 voitures étaient sorties de la route après avoir glissé sur la neige, selon l'autorité néerlandaise des infrastructures, qui conseille aux automobilistes d'éviter de se déplacer.

Une photo tweetée par des autorités locales montrait un chasse-neige tombé dans un fossé.

ARABIE SAOUDITE

Les peines de mort de trois Saoudiens commuées à la prison

Les peines de mort prononcées contre trois Saoudiens ont été commuées à 10 ans de prison, a annoncé dimanche soir un organisme officiel.

Ali al-Nimr, Daoud al-Marhoun et Abdullah al-Zaher ont été arrêtés alors qu'ils étaient mineurs en 2012 et condamnés pour "terrorisme" pour participation à

des manifestations antigouvernementales. "Ali al-Nimr a été condamné à une nouvelle peine de 10 ans de prison, qui couvre le temps passé (en détention), ce qui signifie qu'il sera libéré en 2022", a déclaré la Commission des droits de l'homme du royaume (HRC) dans un communiqué. "Daoud al-Marhoun et

Abdullah al-Zaher ont été condamnés de nouveau à 10 ans chacun, le temps de détention inclus, et seront libérés en 2022", a ajouté la HRC. Cet organisme avait annoncé en avril dernier que le royaume mettrait fin à la peine de mort pour les personnes condamnées pour des crimes commis alors qu'elles étaient mineures

(moins de 18 ans). "Il est étrange de parler de progrès alors qu'un jeune homme a passé près de dix ans dans le couloir de la mort pour avoir participé à une manifestation pacifique, mais la décision d'aujourd'hui est clairement une étape positive", a déclaré Maya Foa, directrice du groupe Reprieve, basé en Grande-Bretagne.

YÉMEN

Des bébés siamois dans un état critique évacués en Jordanie

Deux bébés siamois dans un état critique au Yémen ont été évacués samedi en Jordanie, où ils doivent bénéficier d'une opération chirurgicale de séparation, a indiqué l'Unicef dans un communiqué.

Nés mi-décembre à Sanaa, la capitale du Yémen, pays pauvre de la péninsule arabique où les services de santé ont été dévastés par la guerre, les deux enfants se trouvaient dans un état critique.

La capitale du Yémen est contrôlée depuis 2014 par le mouvement Ansarullah (Houthis), qui combat les forces du gouvernement reconnu par la communauté internationale et appuyé par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite.

L'aéroport de Sanaa est fermé au trafic civil en raison d'un blocus aérien imposé par la coalition.

Et le conflit a ravagé les services de santé, déjà fragilisés dans ce pays.

L'ONU est la seule organisation à opérer des vols à partir de Sanaa.

"Aujourd'hui (samedi), les jumeaux ont quitté Sanaa à bord d'un avion médicalisé accompagnés de leurs parents", a indiqué l'agence de l'ONU chargée de l'enfance dans son communiqué.

"Après des semaines d'organisation, nous sommes heureux que les jumeaux soient désormais dans un hôpital en Jordanie pour être opérés", a précisé Philippe Duamelle, représentant de l'Unicef au Yémen.

"Ils sont maintenant entre les mains d'une équipe de chirurgiens experts.

Nous espérons les voir revenir à Sanaa bientôt en bonne santé", a-t-il ajouté.

L'hôpital Al-Sabein où étaient pris en charge les bébés et les autorités de Sanaa avaient lancé un appel d'urgence pour financer leur opération.

Leur transfert et opération ont finalement été rendus possibles grâce à des dons privés à l'Unicef.

En février 2019, des bébés siamois dans une situation désespérée étaient décédés deux semaines après leur naissance à Sanaa.

Selon l'ONU, la guerre a provoqué au Yémen la pire crise humanitaire en cours dans le monde, marquée notamment par la famine et les épidémies.

MAROC

Saisie de 9 tonnes de cannabis

Près de 9,2 tonnes de résine de cannabis dissimulées dans des ballots enfouis dans le sable ont été saisies au Maroc dans la région de Guelmim (sud-ouest), a annoncé samedi la sûreté nationale marocaine (DGSN) dans un communiqué.

Une enquête judiciaire a été ouverte pour déterminer les éventuelles ramifications du réseau de trafiquants qui avait déjà été ciblé par une saisie en janvier, selon la même source.

Le Maroc est l'un des principaux pays producteurs de cannabis au monde, cultivé principalement dans la région montagneuse du Rif (nord).

La production annuelle a été estimée à plus de 700 tonnes, pour une valeur de 23 milliards de dollars (19 milliards d'euros), selon une étude publiée en 2020 par le réseau indépendant "Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée".

Les autorités marocaines assurent faire des "efforts intenses et continus" pour lutter contre le trafic de stupéfiants, avec l'année dernière plus de 217 tonnes de résine de cannabis saisies et 97.564 arrestations, selon les chiffres officiels.

OUARGLA Programmation de 26 opérations chirurgicales ophtalmologiques dans la zone d'ombre de Goug

Au moins 26 interventions chirurgicales en ophtalmologie sont programmées, gratuitement, à des cas de malades issus de la zone d'ombre de Goug, dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km d'Ouargla), a-t-on appris lundi de l'association organisatrice.

Un staff médical spécialisé en ophtalmologie, relevant du secteur privé, pilotera cette action sanitaire de solidarité, et effectuera les interventions chirurgicales concernant notamment la cataracte, le décollement de la rétine de l'œil, et autres cas nécessitant une intervention médicale, a fait savoir à l'APS le président de l'association de développement pour la promotion sociale, Brahim Kherroubi.

Une liste de patients devant subir une intervention chirurgicale a été arrêtée lors de la caravane médicale organisée, durant les vacances scolaires d'hiver, dans la localité de Goug, commune de Blidet-Amor, et à laquelle avaient pris part 25 praticiens, entre spécialistes et généralistes, a-t-il précisé.

La caravane médicale avait été mise sur pied dans un objectif de rapprochement des prestations de santé du citoyen en dans les zones d'ombre de la wilaya déléguée de Touggourt et la contribution à la prise en charge sanitaire des catégories nécessiteuses en leur épargnant les contraintes de déplacement vers les structures de santé d'autres régions, a souligné M.Kherroubi.

La caravane médicale avait permis d'effectuer plus de 800 consultations médicales, en grande partie en orthopédie, et de distribuer gratuitement des lunettes médicales et des médicaments à des malades nécessiteux de la région, a révélé le président de l'association organisatrice.

MÉDÉA Début de la campagne de vaccination anti-Covid

La campagne de vaccination contre la Covid-19 a débuté, lundi, à Médéa, après la réception des premières doses du vaccin "Astra-Zeneca" qui seront administrées "progressivement" aux catégories ciblées "prioritairement" par cette campagne, a-t-on expliqué à la direction locale de la santé.

Une trentaine de citoyens, dont du personnel médical, figurent parmi les premières personnes qui ont été vaccinées, ce lundi, au niveau de la polyclinique de "Tmet-el-Hidjar", centre-ville de Médéa, ou le coup d'envoi officiel de la campagne de vaccination a été donné par le chef de l'exécutif, a-t-on constaté.

Une aile spéciale a été aménagée au sein de cette structure de santé, qui a servi, durant plusieurs mois, de centre de consultation et de suivi du Covid, pour l'accueil et la prise en charge des personnes qui se sont inscrites pour se faire vacciner. Plus de 80 points de vaccination, éparpillés à travers toute la wilaya, vont assurer la couverture de cette campagne de vaccination, dont le déroulement se fera de façon graduelle et en fonction des arrivages des doses de vaccins, a indiqué à l'APS, le directeur local de la santé, Mohamed Cheggouri.

Selon ce responsable, le premier lot de vaccins, estimé à 1100 doses, sera réparti équitablement entre les différents points de vaccination ouverts à cet effet, soulignant que le programme de vaccination élaboré par les services locaux de la santé prévoit d'entamer, dès mardi, la vaccination au niveau des agglomérations urbaines de Berrouaghia, Ksar-el-Boukhari, Beni-Slimane, Chellalet-el-Adhaoura, Tablat et Ain-Boucif.

Un effectif de 400 médecins et paramédicaux seront mobilisés, durant toute la durée de la campagne de vaccination qui, en sus des points de vaccination fixes, assureront la vaccination des populations résidents dans les zones d'ombre et les structures pour personnes âgées ou en détresse, a-t-il ajouté.

C O R O N A V I R U S

225 nouveaux cas, 179 guérisons et 4 décès

Deux cent vingt-cinq (225) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 179 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 109.313 dont 225 nouveaux cas les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2918 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 74.871, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 18 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 22 wilayas n'ont

enregistré aucun cas, alors que 8 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 25 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



COVID-19 - VACCIN

Le quota de l'Algérie dans le cadre du groupe +Covax+ oscille entre 12 et 16 millions de doses

La directrice de pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr.

Wahiba Hadjoudj a indiqué que le quota de l'Algérie du vaccin contre le Coronavirus, dans le cadre du Groupe "Covax", oscille entre 12 et 16 millions de doses, ce qui est à même d'assurer une vaccination de 20% de la population, conformément à ce qui a été convenu au sein du groupe et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Lors d'une journée d'études organisée par la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), autour des mesures relatives au vaccin contre le Coronavirus, la même responsable a affirmé que "le quota de l'Algérie du vaccin contre le virus dans le cadre du groupe +Covax+, oscille entre 12 et 16 millions de doses, dont 35% seront réceptionnés comme 1er lot, vers la fin février". Au cours de sa présentation des différentes étapes franchies dans les négocia-

tions avec les laboratoires producteurs du vaccin contre le Corona virus, depuis le 20 août 2020, soit dans un cadre multilatéral au titre des dispositifs +Covax+, ou dans un cadre bilatéral directement avec les laboratoires concernés, Pr. Hadjoudj a indiqué que ces discussions avaient été "extrêmement difficiles" et ce, a-t-elle ajouté, au regard des pressions mondiales et de la course des Etats pour l'acquisition de ces vaccins. Elle a rappelé par la même occasion les premiers contacts avec ces parties, soit en ce qui concerne le cadre collectif +Covax+ ou le second, depuis août 2020 jusqu'à la signature de ces mémorandums d'entente pour l'acquisition de ces vaccins, en passant par les négociations avec les ambassadeurs des pays producteurs du vaccin accrédités en Algérie.

Il a également été question de l'organisation de rencontres par visioconférence avec les parties concernées, lesquelles ont été couronnées par un accord d'approvisionnement de l'Algérie en un quota garantissant une couverture de 70% des catégories sociales ciblées avec des indem-

nisations dans le cadre du mécanisme +Covax+ en cas d'effets secondaire dangereux du vaccin.

Ainsi, chaque pays africain, y compris l'Algérie, bénéficiera d'une quantité de vaccins pour couvrir 15% des populations, accordée par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CACM).

De son côté, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie Faouzi Derrar a affirmé que "l'Algérie n'a pas tardé à acquérir le vaccin, contrairement aux informations colportées par certaines parties, mais elle négociait secrètement au regard de la circonstance mondiale et attendait la publication des résultats des vaccins efficaces pour les choisir".

A la lumière des données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le responsable a indiqué que "le meilleur vaccin est celui qui assure une efficacité supérieure à 50%", laquelle étant prouvée par les vaccins choisis par l'Algérie, soulignant en outre l'acquisition, tout au long de l'année, des quantités de ces vaccins, selon un calendrier de disponibilité.

ALGÉRIE - SUISSE

Signature d'un accord de partenariat et de coopération dans le domaine de la Santé

Un accord de partenariat et de coopération portant notamment sur la prise en charge des maladies non transmissibles a été signé, lundi à Alger, entre le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et un laboratoire suisse.

La cérémonie de signature a été présidée, côté algérien, par le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, accompagné du ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah et, côté suisse par le vice-président de la Confédération helvétique,

chef du Département fédéral des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, en visite en Algérie. Dans une déclaration à la presse, M. Benbouzid a indiqué qu'une "commission mixte a été mise en place pour assurer un suivi permanent de la mise en œuvre de cet accord et identifier également les projets de coopération à développer à l'avenir entre les deux pays".

Le ministre a fait savoir qu'il a évoqué, au cours de son entretien avec le vice-président de la Confédération helvétique, "les voies et moyens de développer et d'intensifier les

opportunités de la coopération dans le secteur de la santé entre les deux pays", citant entre autres l'accord de partenariat et de coopération signé ce lundi et portant, a-t-il dit, sur la prise en charge des maladies non transmissibles, à savoir le cancer, les maladies neurologiques et l'hémophilie.

Il a en outre précisé que ces maladies figurent parmi les priorités de son département. De son côté, le vice-président de la Confédération helvétique a indiqué que "la signature de cet accord, marque une coopération avec l'Algérie qui va au-

délà de la production d'un médicament et qui touche le bon fonctionnement du système de Santé".

Par ailleurs, M. Cassis a félicité l'Algérie pour avoir bien géré la pandémie du Covid-19, soulignant que les deux pays ont eu "un fructueux échange sur la question vaccinale et la stratégie des deux pays en la matière". Il a ajouté que "la signature de cet accord entre dans le cadre d'une stratégie de coopération bilatérale qui ouvre une nouvelle voie de partenariat à l'avenir dans le domaine de la santé".

JIJEL

25 pensionnaires du foyer pour personnes âgées d'El Aouana vaccinées contre la Covid-19

Pas moins de 25 pensionnaires du foyer pour personnes âgées d'El Aouana (20 km à l'Ouest de Jijel) ont été vaccinées dimanche contre la Covid-19.

L'opération a bénéficié aux 25 pensionnaires dont 20 âgés de plus de 65 ans et 5 atteints de maladies chroniques, a déclaré à l'APS, le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Rabah Aissou.

L'opération a été menée en coordination avec la direction de la santé et de la population dans le cadre du programme tracé par les autorités locales pour la protection de cette catégorie sociale contre ce nouveau coronavirus, selon le même cadre qui a précisé qu'un staff médical et paramédical de la direction de la santé a encadré la vaccination menée "dans de

bonnes conditions". L'opération de vaccination contre la Covid-19 dans la wilaya de Jijel a été lancée mercredi passé au niveau de la polyclinique El-Waha au centre-ville de Jijel après la réception par les services de wilaya d'un premier lot de 500 doses du vaccin russe "Sputnik V".

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE Au moins 2.316.812 morts

La pandémie de Covid-19 a fait 2.316.812 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi à 11H00 GMT.

Plus de 106.080.500 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 64.644.600 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Sur la journée de dimanche, 6.899 nouveaux décès et 338.275 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.447 nouveaux morts, le Brésil (522) et le Mexique (414).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 463.470 décès pour 27.007.399 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 231.534 morts et 9.524.640 cas, le Mexique avec 166.200 morts (1.932.145 cas), l'Inde avec 155.080 morts (10.838.194 cas), et le Royaume-Uni avec 112.465 morts (3.945.680 cas).

Parmi les pays les plus durement tou-



chés, l'Allemagne est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 185 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Slovaquie (174), le Royaume-Uni (166), la République tchèque (162) et l'Italie (151). L'Europe tota-

lisait lundi à 11H00 GMT 773.603 décès pour 34.583.333 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 618.817 décès (19.571.506 cas), les Etats-Unis et le Canada 484.230 décès (27.811.116 cas), l'Asie 244.713 décès (15.485.726 cas), le Moyen-Orient 99.391 décès (4.923.225 cas), l'Afrique 95.113 décès (3.673.806 cas), et l'Océanie 945 décès (31.792 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

TUNISIE 1.064 nouvelles contaminations et 63 décès

La Tunisie a enregistré 1.064 nouvelles contaminations et 63 décès liés au coronavirus, a annoncé samedi soir le ministère de la santé dans son bilan quotidien. "1.064 nouvelles contaminations par le coronavirus ont été signalées sur un total de 5232 tests effectués", rapporte le ministère, qui fait également état de 63 décès supplémentaires liés au coronavirus. Selon la même source, 1.869 malades atteints de la COVID-19 étaient hospitalisés dont 411 admis en soins intensifs et 150 placés sous respirateurs artificiels.

TURQUIE Plus de 7800 nouvelles contaminations au cours des dernières 24 heures

La Turquie a enregistré, samedi, 7897 nouveaux cas de contamination par le coronavirus, dont 618 patients symptomatiques, selon les données publiées dimanche par le ministère de la Santé. Le bilan des contaminations dans le pays a dépassé les 2,52 millions de cas confirmés, tandis que le nombre de victimes à l'échelle nationale a atteint les 26 685 morts, après que 108 décès aient été enregistrés au cours de la dernière journée. Avec 8 089 patients de plus ayant vaincu le virus, le bilan total des guérisons dans le pays s'élève à plus de 2,41 millions de cas. Plus de 30,48 millions de tests de dépistage du coronavirus ont été effectués à ce jour en Turquie, dont 137 649 au cours des dernières 24 heures. Les dernières données montrent également que le nombre de patients atteints de Covid-19 dont l'état est jugé critique s'élève à 1 337 cas.

La pandémie a fait jusqu'à présent plus de 2,3 millions de victimes dans 192 pays et régions du monde, depuis son apparition en décembre 2019, selon l'université américaine Johns Hopkins. Plus de 105,5 millions de cas et plus de 58,7 millions de guérisons ont à ce jour été signalés dans le monde.

COVID-19 - VACCIN L'OMS examine le vaccin d'AstraZeneca, questions sur son efficacité

Les experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) examinent lundi le vaccin anti-Covid-19 d'AstraZeneca et Oxford, au moment où est mise en question son efficacité pour les plus âgés et contre le variant sud-africain du virus, l'Afrique du Sud allant même jusqu'à suspendre sa campagne d'immunisation. Le vaccin AstraZeneca/Oxford, que le Royaume-Uni a été le premier à administrer massivement à sa population dès décembre, a déjà été approuvé par plusieurs autres pays et par l'Union européenne.

Mais certains gouvernements ont préféré le recommander uniquement pour les moins de 65 ans voire 55 ans, faute de données suffisantes sur son efficacité pour les personnes plus âgées.

Et dimanche, l'Afrique du Sud a suspendu le démarrage de son programme de vaccination contre le Covid-19, qui devait avoir lieu dans les prochains jours avec un million de vaccins Oxford/AstraZeneca, après une étude révélant une efficacité "limitée" contre le variant local du virus.

Selon les premiers résultats de cette étude, ce vaccin est efficace à seulement 22% contre les formes modérées du variant sud-africain.

Aucun résultat n'est encore disponible sur son efficacité contre les formes graves. "Les premiers résultats semblent confirmer que la mutation du virus détectée en Afrique du Sud peut se transmettre à la population déjà vaccinée", indique un communiqué sur cette étude de l'université du Witwatersrand à Johannesburg, qui n'a pas encore été examinée par des pairs. "Nous pensons que notre vaccin protégera quand même contre les formes graves de la maladie", a affirmé pour sa part un porte-parole d'AstraZeneca.

APB

GUÉRISONS DU COVID-19

Le bilan des guérisons dépasse les 78 millions cas (Wordometers)

Le bilan des guérisons du coronavirus à travers le monde, a dépassé les 78 millions, jusqu'à dimanche après-midi, selon la plateforme "Wordometers".

La plateforme spécialisée dans le suivi de la pandémie, a annoncé que 78 082

299 guérisons ont été enregistrées jusqu'à 13 h 00 GMT. Les Etats-Unis sont le pays qui compte le plus grand nombre de cas de guérison avec 17 268 517, suivis de l'Inde avec 10 522 601. Quant au Brésil, il est arrivé en troisième position avec 8

363 677 personnes guéries, suivi par la Russie avec 3 456 210. Cependant, le nombre total des personnes infectées par la Covid-19 dans le monde a atteint les 106 422 403, dont 2 322 026 décès, selon le même site.

INDE

84 nouveaux décès enregistrés

Le nombre total des décès liés au Covid-19 en Inde a atteint 155.080 avec 84 nouveaux décès enregistrés au cours des 24 dernières heures, selon les dernières statistiques du ministère fédéral de la Santé. Il s'agit du

troisième jour consécutif où le nombre quotidien de décès est inférieur à 100. Pendant la même période, 11.831 nouveaux cas confirmés ont été enregistrés, portant le total à 10.838.194 dans le pays.

Il y a encore 148.609 cas

actifs dans le pays, tandis que 10.534.505 malades ont quitté les hôpitaux à ce jour après leur traitement médical. Par ailleurs, 201.900.614 tests ont été effectués en date de dimanche, selon les dernières données

publiées lundi par le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR). L'Inde a lancé le 16 janvier sa campagne de vaccination contre le COVID-19. Jusqu'à présent, plus de 5,8 millions de personnes ont été vaccinées dans tout le pays.

PORTUGAL - ESPAGNE

Le Portugal rejette l'aide de l'Espagne pour accueillir des malades

Le Portugal, dont les hôpitaux sont sous tension en raison du Covid-19, a rejeté l'offre de la région espagnole de Galice pour accueillir des patients, estimant "être en mesure" de faire face à la situation, a indiqué dimanche le ministère de la Santé. Le gouvernement portugais remercie l'offre de la Galice (nord-ouest) "pour aider le Portugal et surtout le nord du pays", mais "pour l'instant les hôpitaux de la région parviennent à faire face aux besoins", a indiqué un porte-parole du ministère de la Santé, cité par des médias. Les hôpitaux du nord du pays ont même enregistré une "légère baisse du nombre de malades" ce qui a permis à la région d'accueillir ces derniers jours des patients d'autres régions du

pays et notamment de Lisbonne, a précisé le ministère. Le rythme des contagions quotidiennes au Portugal, soumis depuis la mi-janvier à un confinement généralisé, a poursuivi la baisse entamée il y a quelques jours, alors que le pays a été ces dernières semaines l'épicentre de l'épidémie provoquée par le nouveau coronavirus en Europe.

Le pays a enregistré 3.508 nouveaux cas en 24 heures et 204 décès, selon le dernier bilan de la Direction générale de santé. Malgré une hausse des hospitalisations, le nombre de patients en soins intensifs, qui avait dépassé vendredi le seuil des 900 personnes pour la première fois depuis le début de la pandémie, est retombé à 865

dimanche. La baisse de nouveaux cas ne "se reflète pas immédiatement dans les hospitalisations", a expliqué le président du collège de soins intensifs de l'Ordre des médecins, Dr José Artur Paiva, qui prévoit un pic des hospitalisations la semaine prochaine. Pour aider ses soignants, le Portugal a déjà accepté l'aide de l'Allemagne.

Celle-ci a envoyé mercredi une équipe de 26 médecins et infirmiers militaires qui auront à leur charge une unité de soins intensifs dotée de huit lits, installée dans un hôpital privé à Lisbonne. Le Portugal a également indiqué vendredi d'étudier une proposition de l'Autriche qui a offert d'accueillir une dizaine de patients afin de soulager les hôpitaux portugais.

VACCIN ASTRAZENECA

L'Afrique du Sud suspend son programme de vaccination

L'Afrique du Sud a annoncé dimanche suspendre temporairement son programme de vaccination contre le Covid-19, qui devait démarrer dans les prochains jours avec un million de vaccins développés par Oxford et AstraZeneca, après une étude révélant une efficacité "limitée" contre le variant sud-africain. Cette étude, réalisée par l'université du Witwatersrand à Johannesburg

et pas encore été examinée par des pairs, affirme que le vaccin britannique offre une "protection limitée" contre les formes modérées de la maladie dues au variant sud-africain, chez les jeunes adultes. "C'est un problème temporaire, nous devons suspendre les vaccins AstraZeneca jusqu'à ce que nous ayons résolu ces problèmes", a déclaré dimanche le ministre de la Santé, Zweli

Mkhize, lors d'une conférence de presse en ligne. Selon les premiers résultats, ce vaccin est efficace à seulement 22% contre les formes modérées du virus. Aucun résultat n'est encore disponible sur son efficacité contre les formes graves. A la traîne dans la course mondiale aux vaccins, l'Afrique du Sud, officiellement le pays du continent le plus touché par le virus avec plus de 1,5 millions de

cas et plus de 46.000 décès, a reçu sa première livraison d'un million de vaccins lundi.

Une livraison de 500.000 doses supplémentaires est attendue en février.

Il s'agit, pour la totalité, de vaccins AstraZeneca/Oxford produits par le Serum Institute of India.

Ces premières doses étaient destinées en priorité à 1,2 millions personnels de santé.

ÉPILEPSIE

DES SYMPTÔMES COMPLEXES, UN DIAGNOSTIC CHAOTIQUE

700 000 Français souffrent d'épilepsie : on fait le point sur cette maladie neurologique fréquente qui évolue par crises.

L'épilepsie n'est pas une maladie rare : les spécialistes estiment qu'elle atteint 50 millions de personnes dans le monde, dont 700 000 Français. Il s'agit de la deuxième maladie neurologique chronique la plus fréquente après la migraine. L'épilepsie, qu'est-ce que c'est ? L'épilepsie est une maladie neurologique qui évolue par crises. Ces crises sont imprévisibles, de fréquence et de sévérité variables, et souvent brèves. Elles sont provoquées par des décharges électriques excessives qui surviennent dans certaines zones du cerveau.

Attention : c'est la récurrence spontanée de crises qui définit la maladie épileptique. En clair : faire une seule crise d'épilepsie au cours de sa vie ne signifie pas que l'on est épileptique. Les experts estiment d'ailleurs que 10% de la population mondiale subira un jour une crise d'épilepsie...

L'ÉPILEPSIE, UNE MALADIE HANDICAPANTE AU QUOTIDIEN

La maladie épileptique a plusieurs visages : ainsi, certaines formes de la maladie perdurent toute la vie, d'autres sont limitées à l'enfance, d'autres n'apparaissent pas avant l'âge adulte...

Épilepsie : les symptômes. Contrairement aux idées reçues, les symptômes de l'épilepsie ne se résument pas aux crises d'épilepsie,



avec perte de connaissance et convulsions. Ils sont souvent subtils et complexes, avec une grande diversité d'expression selon la zone cérébrale concernée : tremblements involontaires, mouvements involontaires, hallucinations audi-

tives et/ou visuelles, absences, rigidité musculaire anormale, chutes, etc. On dénombre actuellement près de 50 syndromes épileptiques, chacun pouvant être accompagné de troubles neurocognitifs, psychiques, moteurs, etc. liés à la ma-

ladie et aux effets des traitements. La diversité des symptômes constitue l'une des raisons pour lesquelles le parcours aboutissant au diagnostic et à la prise en charge médicale est souvent long et chaotique. Si les symptômes (plus ou

moins impressionnants) ne surviennent que pendant les crises, l'épilepsie est une maladie handicapante dans la vie de tous les jours : les épileptiques ont ainsi un risque d'accident plus important que la moyenne, et ils peuvent avoir des difficultés sur le plan scolaire et/ou professionnel. Par ailleurs, si les médicaments contre l'épilepsie sont efficaces, ils peuvent avoir des effets secondaires importants : troubles du sommeil, problèmes de mémoire, vertiges, troubles de l'humeur...

ÉPILEPSIE : DANS 70% DES CAS, LES MÉDICAMENTS SONT SUFFISANTS

Épilepsie : le diagnostic et les traitements. Les examens-clé pour diagnostiquer l'épilepsie sont l'électroencéphalogramme (EEG), l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et le scanner cérébral (ou tomodensitométrie cérébrale, TDM). Problème : les délais pour accéder sont longs, et dépassent parfois 6 mois. Ainsi, seulement 10 % des patients épileptiques sont suivis par un neurologue. Dans 70 % des cas, le traitement médicamenteux (anti-épileptiques) suffit à équilibrer la maladie. L'alternative, en cas d'épilepsie "pharmacorésistante", c'est la chirurgie : il peut notamment être question d'une stimulation du nerf vague.

GÉRER LE STRESS RÉDUIT LA FRÉQUENCE DES CRISES D'ÉPILEPSIE

Les épileptiques qui ne répondent pas favorablement aux traitements pourraient réduire leurs crises en apprenant à contrôler leur stress.

Des techniques d'apprentissage pour aider à gérer le stress peuvent aider les personnes atteintes d'épilepsie à réduire leur fréquence des crises, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Neurology.

Les chercheurs du Montefiore Medical Center aux États-Unis ont mené une étude avec 66 participants peu réactifs aux médicaments. Alors qu'ils prenaient des traitements, tous ont continué à avoir au moins quatre crises pendant environ deux mois avant le début de l'étude. « Malgré toutes les avancées que nous avons faites avec de nouveaux médicaments contre l'épilepsie, au moins un tiers des personnes continuent à avoir des crises, donc de nouvelles solutions

sont grandement nécessaires », a déclaré l'auteur de l'étude, Sheryl Haut, auteure de l'étude. « Puisque le stress est le déclencheur de crise le plus commun rapporté par les patients, la recherche sur la réduction du stress pourrait être utile. »

Au cours de la période de traitement de trois mois, tous les participants ont rencontré un psychologue pour apprendre une technique comportementale qu'ils devaient ensuite pratiquer deux fois par jour. Les participants ont rempli des journaux électroniques quotidiens sur toutes les crises, leur niveau de stress et d'autres facteurs tels que le sommeil et l'humeur.

La moitié des participants a appris la technique de relaxation musculaire progressive, une méthode de réduction du stress où chaque ensemble de muscles est tendu et détendu, ainsi que des techniques de respiration. Le

groupe témoin a été formé à une technique appelée attention ciblée. Ils ont fait des mouvements similaires à ceux de l'autre groupe, mais sans la relaxation musculaire. L'étude a été menée en aveugle, de sorte que les participants et les évaluateurs n'étaient pas au courant de l'affectation du groupe de traitement.

Le bénéfice a été presque identique pour les deux groupes. Les participants qui pratiquaient les exercices de relaxation musculaire avaient 29% moins de crises durant l'étude qu'avant, alors que le deuxième groupe a affiché 25% moins de crises.

« Le fait d'avoir suivi une prise en charge psychologique en rapportant chaque jour leurs niveaux de stress, la qualité du sommeil et l'humeur a permis à l'ensemble des patients de mieux reconnaître les symptômes et de réagir au stress », a expliqué Sheryl Haut.



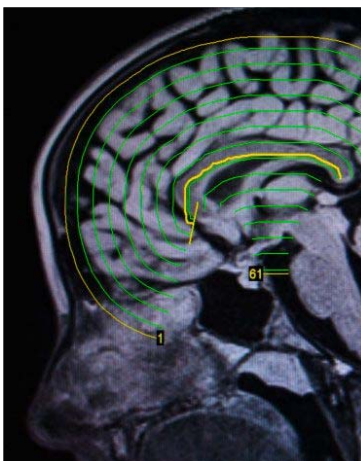
POURQUOI IL FAUT DÉDRAMATISER L'ÉPILEPSIE

Une personne qui perd connaissance, tombe au sol et est prise de convulsions : telle est le scénario que l'on se fait d'une crise d'épilepsie. Pourtant, cette maladie qui touche 700 000 personnes en France n'est pas forcément spectaculaire. On fait le point avec le Pr Philippe Derambure, président de la Ligue française contre l'épilepsie.

L'épilepsie est une maladie chronique caractérisée par un dysfonctionnement temporaire intermittent du cerveau (les crises). La maladie peut apparaître à tout âge, même si l'incidence est plus élevée chez les enfants (plus de la moitié des épileptiques le sont devenus avant l'âge de 18 ans). Mais, passé un certain âge, une partie des patients ne fait plus de crise. Les causes sont mal connues et probablement multiples. "Dans certains cas, il y a sûrement une origine génétique, ce qui expliquerait pourquoi on trouve plusieurs malades dans une même famille", estime le Pr Philippe Derambure, neurologue au CHRU de Lille et président de la Ligue française contre l'épilepsie. Des malformations ou des lésions cérébrales survenues durant la formation du fœtus peuvent aussi être en cause. Un infarctus, une hémorragie, une tumeur cérébrale, une maladie dégénérative peuvent aussi provoquer des crises, d'où l'augmentation de la fréquence de la maladie chez les personnes âgées.

LES CRISSES D'ÉPILEPSIE NE SONT QU'UN SYMPTÔME

Le Pr Derambure le souligne : "Les crises d'épilepsie ne sont que le symptôme de la maladie et surtout, elles ne sont convulsives que dans 10 % des cas." Pour comprendre leur origine, il faut savoir que le cerveau peut être comparé à un immense réseau électrique : les neurones y communiquent entre eux en propageant des signaux électriques. Chez les personnes épileptiques, une crise survient lorsqu'un groupe de neurones voit son activité électrique s'accroître de façon excessive. Cette surexcitation peut concerner l'ensemble du cerveau. On parle alors de crise généralisée. Elle se manifeste par des convulsions ou une simple absence de quelques secondes. Lorsque seule une zone du cerveau est affectée, on parle de crise partielle. En fonction de la zone touchée, les symptômes sont



très variables. Il peut s'agir de troubles du langage, d'hallucinations visuelles ou auditives, de sensations de déjà-vu, de troubles de la conscience, ou encore de mouvements involontaires, etc.

UNE CRISE ÉPILEPTIQUE NE SIGNIFIE PAS QU'ON EST ATTEINT D'ÉPILEPSIE

Si épilepsie ne signifie pas toujours convulsions, la réciproque est vraie : une crise de convulsions ne fait pas d'un enfant un épileptique. S'il a moins de 5 ans et que ces convulsions sont survenues alors qu'il avait de la fièvre, il s'agit plus probablement de convulsions fébriles, une réaction à la fièvre certes impressionnante mais le plus souvent bénigne. Si l'enfant a fait une chute ou s'il a reçu un coup sur la tête, les convulsions peuvent être

le symptôme d'un traumatisme crânien. Il faut alors consulter sans attendre. "Pour qu'un diagnostic d'épilepsie soit posé, il faut que les crises se répètent et qu'elles soient caractérisées par une anomalie électrique." Un électroencéphalogramme est donc nécessaire pour le savoir", explique le spécialiste.

ON NE PEUT PAS STOPPER UNE CRISE

Une crise d'épilepsie s'arrête spontanément et aussi brusquement qu'elle est apparue. On ne peut donc rien faire pour la stopper. "Il faut seulement attendre que cela passe, en limitant au maximum ses interactions avec la personne en crise, précise le Pr Derambure. La seule chose que l'on peut faire est de l'éloigner des situations ou des objets dangereux

(pousser un rebord de table...). Et tenter de lui faire adopter la position latérale de sécurité (sur le côté, une jambe pliée). Mais, contrairement aux idées reçues, il est inutile, et même dangereux, d'essayer de lui faire mordre quelque chose."

DES TRAITEMENTS ANTIÉPILEPTIQUES EFFICACES EXISTENT

Les épilepsies sont traitées par des médicaments antiépileptiques. Il existe une vingtaine de molécules différentes qui exercent une action sur le seuil de déclenchement des crises et, chez deux tiers des patients, évitent la survenue des crises de manière efficace. Un seul médicament peut suffire mais, parfois, il faut en combiner plusieurs. Chez une minorité de patients, ces médicaments ne fonctionnent pas. Pour ces malades, la chirurgie peut être envisagée. Un électroencéphalogramme avec vidéo permet de repérer la zone du cerveau responsable du déclenchement des crises. On peut alors l'enlever (résection) ou la désactiver (laser ou radiothérapie ciblée). À condition qu'elle ne soit pas indispensable au fonctionnement du cerveau, ou trop proche d'une zone essentielle.

ON PEUT GUÉRIR DE L'ÉPILEPSIE

Les traitements médicamenteux ne guérissent pas l'épilepsie, ils agissent uniquement sur les symptômes. La chirurgie, en revanche, permet la guérison puisque la zone responsable est supprimée. Mais, en raison de son caractère invasif et des risques liés à l'opération, elle n'est envisagée que lorsque l'échec des médicaments est constaté. Enfin, certaines épilepsies de l'enfance guérissent spontanément. "Mais comme il n'existe pas de marqueur de la guérison, on ne peut qu'essayer, après 4 ou 5 ans sans crise, de diminuer voire d'arrêter les traitements", précise le Pr Derambure.

DU SPORT POUR CALMER LES CRISSES PARTAGEZ SUR FACEBOOK

La pratique régulière du sport constitue un outil thérapeutique intéressant pour diminuer l'intensité et la fréquence des crises, souligne l'Association Épilepsie France.

Les personnes épileptiques ont pas de raison d'être sur le banc de touche en matière de pratique sportive. Au contraire, l'activité physique devrait être davantage considérée comme un corollaire supplémentaire à l'arc thérapeutique. C'est ce qu'a rappelé l'Association Épilepsie France, à l'occasion de la journée internationale de l'épilepsie lundi 8 février.

Michèle Vidal est professeure d'activités physiques spécialisées dans l'éducation sportive de patients épileptiques au centre de lutte contre l'épilepsie de la Teippe, près de Valence (Drôme). Son expérience sur le terrain l'a convaincue de l'effet anti-épileptique du sport auprès des patients qu'elle accompagne. "Pour le moment peu d'études scientifiques viennent valider les bienfaits du sport pour le patient épileptique, mais sur le terrain, on observe une réelle diminution de la fréquence et de l'intensité des crises lors de la pratique", explique-t-elle à l'AFP.

Par un mécanisme complexe, le sport agirait dans le cerveau à prévenir les courts-circuits à l'origine des crises d'épilepsie, ces décharges d'influx nerveux anormaux. "Il y a moins de crises, souvent elles sont moins sévères. Et chez certains patients, cela va améliorer des troubles qui vont accompagner l'épilepsie : des troubles anxieux, dépressifs,

du sommeil...". Juge de son côté le Pr Gilles Huberfeld, neurologue à l'Hôpital La Pitié-Salpêtrière à Paris, interrogé par Franceinfo. Les bienfaits du sport sur les patients seraient multiples. Le bien-être ressentirait diminuerait le stress, la peur et l'anxiété, facteurs de risque des crises d'épilepsie. Mais les patients gagneraient en confiance, se sentant moins stigmatisés à cause de la maladie.

Avant de se mettre à un sport, il est conseillé de demander un avis médical qui orientera vers des activités les moins à risque quand on est épileptique. Les activités sont à éviter, l'alpinisme et la plongée sous-marine sont à l'exemple. Et plus généralement toute pratique doit être encadrée par un professionnel.

La musique, un remède contre les crises d'épilepsie ?

Des chercheurs américains ont découvert que le cerveau des patients épileptiques réagissait différemment des autres. Un morceau de Mozart pourrait-t-il un jour prévenir les crises d'épilepsie ? La musique pourrait constituer une approche thérapeutique sérieuse si on croit les résultats d'une étude de l'université d'Etat de l'Ohio présentée au 123ème Congrès annuel de l'association américaine de psychologie.

La plupart des crises d'épilepsie trouvent leur origine dans le lobe temporal du cerveau. Cette partie du système nerveux central est handicapante au quotidien puisqu'elle s'accompagne de troubles de mémoire et de l'apprentissage.

Les chercheurs américains se sont intéressés aux réactions cérébrales chez les épileptiques à l'écoute de musique.

Ils ont analysé le traitement cérébral de 21 personnes épileptiques à l'aide d'un électroencéphalogramme entre septembre 2012 et mai 2014. Après un premier enregistrement des ondes cérébrales sans musique, deux sons distincts et choisis dans un ordre aléatoire ont été diffusés aux participants à savoir la sonate K.448 de Mozart et une chanson de John Coltrane. Les résultats ont montré que les cerveaux des épileptiques réagissent différemment des cerveaux de patients non épileptiques. Leur activité cérébrale était non seulement plus élevée mais les ondes cérébrales semblaient se synchroniser avec la musique. Cette synchronisation se situait au niveau du lobe temporal, sollicité lorsqu'on écoute de la musique. "Nous avions comme hypothèse que la musique et le silence étaient traités différemment par le cerveau. Mais nous ne savions pas si cela allait être différent ou similaires chez les personnes atteintes d'épilepsie", a indiqué Christine Charyton, professeure adjointe de neurologie au Centre médical Wexner de l'Université d'Etat de l'Ohio, citée par Metro.

Cette découverte pourrait constituer une piste thérapeutique pour soigner voire prédire les risques d'épilepsie. L'épilepsie touche 1 à 2 % de la population mondiale.

SOUDAN

Hamdok annonce la décision de dissoudre le gouvernement de transition

Le Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, a annoncé dimanche la décision de dissoudre le gouvernement de la période de transition, a déclaré le Conseil des ministres dans un communiqué.

"Conformément aux dispositions du document constitutionnel pour la période de transition, le Premier ministre a publié aujourd'hui une décision visant à relever les ministres et ministres d'Etat du gouvernement de la période de transition de leurs fonctions et à mettre fin à l'affectation des ministres par intérim", a indiqué le communiqué.

Selon la décision, les ministres congédiés assureront l'intérim jusqu'à la formation du nouveau gouvernement.

Plus tôt dimanche, le Conseil des partenaires de la période de transition au Soudan a accepté d'annoncer le nouveau gouvernement lundi. L'accord de paix au Soudan signé par le gouvernement soudanais et les groupes armés à Juba, au Soudan du Sud le 3 octobre 2020, stipulait l'implication des groupes signataires dans les mécanismes de décision de la période de transition, y compris le "conseil souverain, le cabinet et le conseil législatif".

ETHIOPIE

Tigré : un partenariat solide pour une meilleure réponse humanitaire

Un partenariat solide est nécessaire pour intensifier la réponse collective aux besoins humanitaires immédiats dans la région du Tigré, en Ethiopie, qui soit dirigée par le gouvernement, ont souligné samedi des représentants des Nations Unies et du gouvernement éthiopien lors d'une mission conjointe dans la région.

"Nous devons faire plus, ensemble, pour répondre aux besoins de la population", a déclaré le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, qui s'est rendu dans la région, en compagnie du ministre fédéral éthiopien de la paix, Muferihat Kamil, et de la coordinatrice résidente et humanitaire des Nations Unies, Catherine Sozi.

Depuis le début de la crise, près de 1,7 million de personnes de la région ont reçu des rations alimentaires d'urgence grâce à des efforts conjoints, selon les données du PAM.

Environ 26.000 réfugiés érythréens résidant dans deux camps ont également reçu une aide alimentaire et nutritionnelle.

Toutefois, les dernières estimations préliminaires indiquent que 2,5 à 3 millions de personnes dans la région ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, a signalé l'agence onusienne.

"Les rapports indiquent que la situation nutritionnelle requiert une plus grande attention, les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes étant les plus vulnérables", a ajouté M. Beasley.

Muferihat Kamil, le ministre fédéral éthiopien de la paix, a déclaré que le gouvernement "agit avec urgence" pour approuver les demandes de déplacement du personnel international vers et dans le Tigré, afin de garantir que les programmes d'aide humanitaire puissent être étendus.

"Plusieurs demandes de ce type ont été approuvées au cours des derniers jours et le processus d'approbation rapide et simplifié va se poursuivre.

Le gouvernement examinera également les demandes de visa pour le personnel humanitaire international de manière urgente et prioritaire", a-t-il déclaré, ajoutant que "les capacités de communication des partenaires des Nations Unies et des organisations humanitaires ayant des opérations importantes au Tigré seront renforcées".

Dans le même temps, la Conseillère spéciale des Nations Unies pour la prévention du génocide a appelé les autorités à mettre en place des mécanismes nationaux pour s'attaquer aux causes profondes de la violence ethnique, renforcer la cohésion nationale et promouvoir la réconciliation.

34^e SOMMET DE L'UA L'impératif de faire face aux défis sécuritaires souligné

L'impératif de faire face aux défis sécuritaires a été souligné lors du 34^e sommet ordinaire de l'Union africaine (UA) dont les travaux par visio-conférence ont pris fin dimanche à Addis-Abeba.

"Au cours de nos débats, il a été relevé à diverses reprises que la volonté et les efforts actuellement mobilisés pour bâtir une Afrique solide dans ses fondations, sont menacés d'être sapés dans diverses régions du Continent par le défi sécuritaire", a relevé le nouveau président de l'Union africaine, le président de la République Démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi dans son allocution de clôture des travaux.

Le successeur du président sud-africain, Cyril Ramaphosa, à la présidence de l'UA, a cité dans ce sens "la prolifération des groupes armés locaux et étrangers, ainsi que la montée en puissance des groupements terroristes auteurs de viols, de massacres, de destructions des écosystèmes et de pillage de richesses naturelles en Afrique centrale particulièrement en République centrafricaine, dans l'Est et le nord-est de la RDC, dans la zone sahélo-saha-



rienne, ainsi que dans le sud du Continent à u Mozambique".

"Ces défis constituent une vraie menace pour la paix, la sécurité et la stabilité du Continent", a ajouté M. Tshisekedi, notant que l'Assemblée des chefs d'Etat et gouvernement de l'UA a souligné "la nécessité d'éradiquer ces phénomènes et d'imposer coûte que coûte la paix".

Dans le "souci de cultiver la paix", le président congo-

lais a relevé "une la volonté de dégager des solutions innovantes qui prônent le règlement pacifique des différends entre Etats pour notamment apporter des pistes de solutions".

Les dirigeants de l'UA se sont également penchés, lors de leur sommet, sur la mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'organisation panafricaine avec un focus sur le rapport intérimaire présenté par le président rwandais, M.

Paul Kagame, mandaté en juillet 2016 par les dirigeants africains de conduire le processus de réforme institutionnelle.

Les travaux de la 34^e session ordinaire du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA se sont ouverts samedi par visio-conférence à Addis Abeba, sous le thème : "arts, culture et patrimoine : des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons".

LIBYE

Dabaiba s'engage à tenir des élections à la date prévue

Le Premier ministre intérimaire libyen, Abd al-Hamid Dabaiba, a affirmé samedi sa volonté de remplir ses obligations concernant les élections prévues le 24 décembre 2021, appelant le peuple libyen à se rassembler autour du gouvernement pour commencer un travail sérieux afin d'alléger les souffrances du citoyen".

Dans son premier discours télévisé adressé aux Libyens, M. Dabaiba a appelé le "peuple libyen à traiter positivement avec le Conseil présidentiel et toutes les institutions de l'Etat souverain pour alléger les souffrances des citoyens et améliorer la qualité des services", exprimant sa volonté de travailler "avec tous les Libyens de toutes composantes". M. Dabaiba a exprimé sa "conviction que son gouvernement et lui-même sont ca-

pables, avec le soutien de la jeunesse, des femmes, des hommes et de tout le peuple libyen, de faire progresser la patrie et les moyens de subsistance du citoyen, de transformer le page du passé et établir l'état futur".

Il a également exprimé sa volonté "d'être à l'écoute et de travailler avec chacun, avec ses différentes idées, composantes et régions pour le bien de la patrie", affirmant son "engagement à coopérer avec le Conseil présidentiel et toutes les institutions étatiques souveraines afin d'alléger les souffrances du citoyen et d'améliorer la qualité des services".

Il a souligné sa volonté d'"honorer l'engagement envers le droit électoral et constitutionnel conformément à ce qui est stipulé dans la feuille de route, l'étape préliminaire".

A propos des relations extérieures



de la Libye, il a souligné la nécessité de travailler pour le "renforcement des relations de coopération avec les pays frères et amis" et le "développement de relations fraternelles avec les pays voisins dans un contexte de respect mutuel" et de "travailler pour une Libye stable politiquement, économiquement et sur le pan de sécurité".

NIGERIA

19 personnes tuées dans deux attaques de "bandits" dans le nord-ouest

Des hommes armés ont tué au moins 19 personnes samedi dans deux attaques contre des villages de l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du Nigeria, ont indiqué les autorités locales.

Depuis près de dix ans, le nord-ouest et le centre du Nigeria sont en proie aux violences de groupes criminels surnommés "bandits", qui multiplient les enlèvements contre rançons et volent le bétail.

"Ces civils ont été tués par des bandits armés dans

le village de Kutemeshi, à Birnin Gwari, et dans le village de Kujeni, à Kajuru", a déclaré dans un communiqué le commissaire aux affaires internes de l'Etat de Kaduna, Samuel Aruwan, qui précise que le nombre de victimes s'élève à 19 morts.

"Plusieurs autres villageois ont été blessés par balle", a-t-il ajouté.

Samedi soir, des bandits sont arrivés à moto dans le village de Kutemeshi où ils ont pillé plusieurs maga-

sins, tué 14 personnes et blessé plusieurs autres", détaille le communiqué des autorités.

Le jour même, des hommes armés, également à moto, ont envahi le village de Kujeni, où ils ont tué cinq personnes et incendié des maisons, des entrepôts et une église, selon le communiqué de l'Etat de Kaduna.

Le mois dernier, des hommes armés ont tué 12 personnes et enlevé trente autres dans l'attaque de

trois villages dans la zone de Birnin Gwari et dans l'Etat voisin de Katsina.

Ces bandes criminelles se cachent souvent dans des camps dans la forêt de Rugu, qui s'étend sur quatre Etats du nord et du centre du Nigeria: ceux de Katsina, de Zamfara, de Kaduna, et du Niger. Elles sont motivées par l'appât du gain, mais certaines ont tissé des liens forts avec des groupes terroristes présents dans le nord-est.

PALESTINE

La Palestine lance une initiative pour faire valoir ses codes postaux

Les autorités palestiniennes ont annoncé dimanche le lancement d'une initiative pour faire valoir ses codes postaux, afin d'"empêcher" l'entité sioniste de saisir les envois postaux qui viennent en Palestine, rapportent des médias.

L'Autorité palestinienne a indiqué avoir demandé à l'Union postale universelle d'informer ses Etats membres de l'entrée en vigueur de codes postaux palestiniens. "Dès avril, les envois postaux qui ne portent pas un code postal palestinien ne seront pas traités (...) il s'agit de faire valoir le droit palestinien", a déclaré le ministre palestinien des Communications Ishaq Sidr lors d'une conférence de presse à Ramallah.

L'Autorité palestinienne espère ainsi que l'adoption de codes postaux palestiniens mettra fin à la saisie des envois en provenance de l'étranger, a ajouté le ministre, soutenant que six tonnes de colis restent détenus en Jordanie depuis 2018 et accusant l'entité sioniste d'avoir "entravé" l'accès à des lettres et colis dans les Territoires palestiniens. L'utilisation du nouveau code



postal "empêchera l'entité sioniste de saisir les envois postaux qui viennent en Palestine, et contribuera à une plus grande efficacité" des services, a déclaré Imad al-Tumayzi, responsable des relations internationales à la poste palestinienne. "En

2020, nous avons recensé plus de 7.000 violations du matériel postal (...) que ce soit par l'ouverture de colis, leur saisie ou la convocation de leurs propriétaires pour enquête", a affirmé ce responsable. "La question des codes postaux est plus sym-

bolique que pratique", a indiqué de son côté, un employé de la poste palestinienne "Un codage postal ne pourra véritablement être mis en place que lorsque l'Autorité palestinienne contrôlera des ports ou des aéroports", a-t-il fait valoir.

Les colonies israéliennes sont illégales et constituent de graves violations du droit international humanitaire (UA)

Les dirigeants africains ont réaffirmé dans la déclaration finale du 34ème sommet de l'Union africaine, par visio-conférence, que toutes les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Al Qods-Est et le Golan syrien, sont illégales et constituent de graves violations du droit international humanitaire et des résolutions onusiennes, rapporte l'agence de presse palestinienne Wafa. Dans la déclaration finale du sommet, les dirigeants africains ont réaffirmé leur soutien au peuple palestinien et à son re-

présentant, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dirigée par le président Mahmoud Abbas. Ils ont exprimé leur désir de trouver une solution politique juste à la question palestinienne, conformément aux principes du droit international et à toutes les résolutions des Nations Unies. La déclaration finale a également appelé à relancer des négociations crédibles entre Palestiniens et Israéliens afin de parvenir à une "paix juste, globale et durable au Moyen-Orient". Les dirigeants africains ont en outre réaffirmé la constance de la po-

sition africaine en faveur de la cause palestinienne. La déclaration finale a appelé les autorités d'occupation israéliennes à "mettre immédiatement un terme à toutes ces mesures illégales et unilatérales, y compris les provocations et l'incitation contre les lieux saints chrétiens et musulmans". La déclaration finale a condamné la "politique systématique de nettoyage ethnique pratiquée par l'occupation israélienne contre les Palestiniens à El Qods-Est occupée par les ordres d'expulsion et de la démolition de maisons".

YEMEN

L'émissaire de l'ONU Martin Griffiths en Iran pour discuter de la crise

L'assistant principal du ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires politiques spéciales, Ali-Asghar Khajji, s'est entretenu avec l'envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen, Martin Griffiths, dimanche à Téhéran, a rapporté l'agence de presse IRNA. Les deux responsables ont discuté de la crise au Yé-

men. M. Khajji a évoqué la situation difficile causée dans ce pays par la guerre et la pression économique imposée, et a appelé l'ONU et la communauté internationale à "intervenir pour arrêter la guerre et éliminer la pression sur le peuple".

Il a également appelé au "règlement de la situation au Yémen par des moyens

politiques, à la tenue de pourparlers entre les Yéménites et à la formation d'un gouvernement inclusif avec l'aide de tous les partis politiques".

La responsable iranienne d'autre part souligné la volonté de l'Iran de fournir des aides humanitaires et médicales au Yémen pour sa lutte contre le nouveau

coronavirus. Martin Griffiths, pour sa part, a souligné le rôle de l'Iran pour aider à établir la paix dans la région.

Pendant son séjour, le responsable de l'ONU participera à des discussions et échangera des idées avec des responsables iraniens sur les moyens de mettre fin à la crise yéménite.

L'ONU salue l'intention des USA de retirer les Houthis de la liste des groupes soutenant le terrorisme

Les Nations Unies se sont félicitées samedi de l'annonce de l'intention des Etats-Unis de retirer le mouvement "Ansarallah" dits Houthis de la liste des groupes soutenant le terrorisme.

"La révocation de ces désignations apportera un profond soulagement à des millions de Yéménites qui dépendent de l'aide humanitaire et des importations commerciales pour satisfaire leurs besoins essentiels de survie", a affirmé dans une déclaration publiée en réponse aux questions des journalistes samedi le porte-parole du Sec-

rétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric. "A un moment où le Yémen est exposé à un risque important de famine, il est essentiel de maintenir les importations commerciales et l'aide humanitaire en quantités suffisantes", a continué M. Dujarric, soulignant que cette révocation permettrait de faire parvenir les denrées essentielles dont les Yéménites ont tant besoin "sans retard important".

"Nous espérons que cette évolution positive contribuera aux efforts des Nations Unies pour reprendre un pro-

cessus politique dirigé et contrôlé par le Yémen afin de parvenir à un règlement négocié et inclusif du conflit", a conclu le porte-parole de l'ONU. Selon la presse, le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a informé vendredi soir le Congrès de son intention de retirer les houthis du Yémen de la liste des groupes considérés comme terroristes par les Etats-Unis. Pour rappel, les Houthis avaient été classés parmi les groupes terroristes par l'administration du président Donald Trump, la veille de la passation du pouvoir.

IRAN - ETATS UNIS Nucléaire iranien : Ali Khamenei appelle les Etats-Unis à lever toutes les sanctions

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a appelé les Etats-Unis à lever toutes les sanctions pour que l'Iran renoue entièrement avec l'accord sur le nucléaire de 2015, a rapporté dimanche l'agence de presse officielle Tasnim.

"S'ils (Occidentaux) veulent que l'Iran revienne au JCPOA (Plan d'action global commun), les Etats-Unis doivent d'abord lever l'intégralité des sanctions, non pas à l'oral mais par écrit", a indiqué M. Khamenei lors d'un événement avec les commandants des Forces aériennes de l'armée iranienne.

L'Iran vérifiera ensuite si les sanctions ont bien été levées et, une fois qu'il se sera assuré que c'est bien le cas, il reviendra à ses obligations au JCPOA, a-t-il ajouté.

Le guide suprême iranien a fait savoir que c'était là la politique officielle définitive de l'Iran, un consensus sur lequel se sont accordés ses dirigeants politiques et qui ne sera aucunement modifié. Les Etats-Unis et les parties européennes à l'accord ont violé tous leurs engagements et n'ont par conséquent pas le droit d'imposer des conditions, a poursuivi M. Khamenei. Seul l'Iran détient le droit de définir des conditions pour l'accord car il "remplit toutes ses obligations depuis le début", a-t-il insisté.

Le JCPOA a été conclu en 2015 entre l'Iran et plusieurs puissances mondiales, à savoir les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la France, la Chine, ainsi que l'Allemagne et l'Union européenne. En vertu de cet accord, Téhéran a accepté de reculer sur certaines parties de son programme nucléaire en échange d'une diminution des sanctions économiques. Washington s'est retiré de l'accord et a de nouveau imposé des sanctions à l'Iran en 2018, puis Téhéran a commencé à cesser de mettre en œuvre certains de ses engagements au JCPOA.

UE - RUSSIE Moscou "refuse le dialogue", l'UE doit en "tirer les conséquences"

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, de retour de Moscou, s'est déclaré dimanche très inquiet du refus des autorités russes d'engager un dialogue "plus constructif" avec l'UE et a appelé les dirigeants européens à "en tirer les conséquences", qui pourraient inclure des sanctions. "Les autorités russes n'ont pas voulu saisir l'occasion d'avoir un dialogue plus constructif avec l'UE. C'est regrettable et nous devons en tirer les conséquences (...) Il appartiendra aux Etats membres de décider des prochaines étapes, et oui, celles-ci pourraient inclure des sanctions", a-t-il déclaré dans un message publié sur son compte twitter à son retour de Moscou. Les ministres des Affaires étrangères de l'UE doivent se réunir le 22 février pour tirer les conséquences de la mission effectuée par Josep Borrell du 4 au 7 février et décider des suites à donner à la fin de non recevoir opposée par le Kremlin aux demandes des dirigeants européens de libérer l'opposant Alexei Navalny, et à l'expulsion de trois diplomates de l'UE durant son entretien avec le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov. La décision d'imposer des sanctions doit être décidée à l'unanimité sur une proposition des Etats membres. Le chef de la diplomatie européenne ne peut rien proposer. Il peut seulement recommander, ce qu'il a fait dans le compte rendu de sa mission.

PARUTION

"Premières pérégrinations" premier récit philosophique de Samy Assad

Dans son premier essai philosophique intitulé "Premières pérégrinations, l'apnée de l'homme véritable dans un monde énergivore", Samy Assad livre de manière didactique ses préoccupations et ses réflexions sur le monde qui l'entoure et s'adresse à la jeune génération en suggérant une autre approche et des solutions pour affronter ce nouveau monde.

Publié récemment aux éditions "Voir par le savoir", cet ouvrage de 254 pages est une invitation à appréhender le monde autrement et à vaincre le conformisme à la recherche de "l'homme véritable" sans gaspiller son énergie, capital de survie, inutilement.

Dans la première partie de l'essai, l'auteur aborde des concepts essentiels à la quête de soi et à la construction d'une philosophie de la vie comme l'estime de soi, l'affirmation de soi, l'altruisme, l'amour de la solitude, ou encore la capacité de se reconstruire dans une sorte d'introspection que l'auteur nomme "examen endogène".

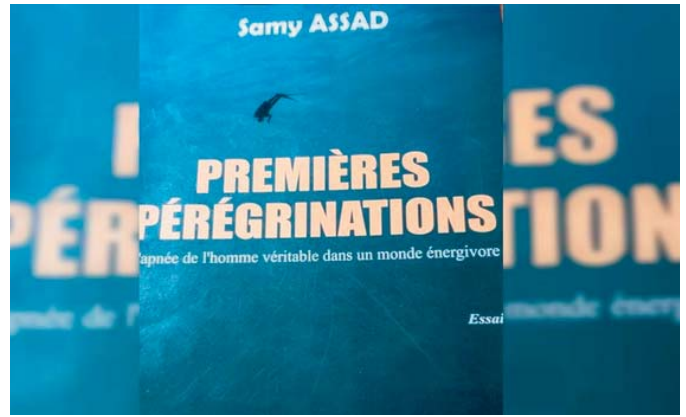
Dans ce sens il s'intéresse à la "thérapie par soi-même" et à la "quête de la bien-être" où l'énergie de l'homme tient un rôle essentiel dans un monde énergivore.

L' "homme véritable", après ce travail d'introspection passe, selon l'auteur, par une prise de conscience de sa dépendance aux technologies et aux réseaux sociaux, un conditionnement qui doit être vaincu par la primauté de l'intelligence et la compréhension de soi et de l'autre.

Samy Assad dresse une "nomenclature de l'homme" en dressant des portraits de nombreux types d'hommes en fonction

de leur comportement spontané, de leur valeur et de leur rapport à l'environnement qui les entoure. Une partie de l'essai est dédiée à l'amour, la séduction et à la dynamique hommes-femmes où l'auteur revient une autre fois sur la toxicité des réseaux sociaux dans les relations humaines et sur des portraits et des modèles de relations. Dans son essai la quête de l'homme véritable passe aussi par l'apnée, comme procédé qui soustrait l'homme à son environnement et préserve son énergie vitale, elle passe également par cloisonnement rigoureux des concepts et procédés, parfois traversés de récits à la première personne. Préfacé par Djouher Amhis-Ouksel, cet essai est également le premier ouvrage grand public publié par les éditions "Voir par le savoir".

L'établissement fondé par le poète, auteur et compositeur Abderrahmane Amalou est l'une des rares maisons d'édition algériennes spécialisée dans le livre en braille, le livre audi o, et le livre interactif à l'adresse des non-voyants. Né en 1996, Samy Assad est un professionnel du secteur du tourisme et de l'hôtellerie qui a toujours été animé d'une grande curiosité intellectuelle pour le domaine de la philosophie.



ARCHÉOLOGIE

Mila : récupération de 1113 pièces archéologiques durant l'année 2020

Les services de la sûreté de wilaya de Mila ont récupéré 1113 pièces archéologiques remontant à différentes périodes historiques durant l'année 2020, ont indiqué dimanche les mêmes services.

Il s'agit de la récupération d'une statue en bronze de 7 centimètres représentant un romain et de pièces de monnaie archéologiques en majorité, et ce, en coordination avec les services de la direction de la culture dont l'expertise archéologique a permis de déterminer l'importance des objets saisis et la période de l'histoire à laquelle ils remontent. Les pièces anciennes récupérées est le résultat de plusieurs opérations distinctes menées par les équipes de sécurité dans le cadre de la protection du patrimoine culturel, ce qui a permis de déjouer plusieurs tentatives de vente d'objets archéologiques, d'appréhender les personnes impliquées et de les présenter devant les autorités

judiciaires compétentes", a-t-on précisé. Dans ce contexte, la même source a fait état d'un "recul" du nombre d'objets anciens récupérés par rapport à l'année 2019, et par conséquent, une diminution du nombre d'affaires en relation avec la protection du patrimoine culturel enregistrés au cours de l'année 2020 a ainsi été enregistrée. Par ailleurs, les services de la sûreté de wilaya de Mila ont relevé qu'au cours de l'année 2020 plus de 7 kg de kif traité ont été saisis, en plus de 11 373 unités de substances psychotropes, 91 flacons de produit hallucinogène et 45 634 boissons alcoolisées.

Au cours de la même période, les services de sécurité ont également récupéré 30 véhicules ayant fait l'objet de vol, 41 téléphones portables, en plus de la saisie d'un total de 39 704 feux d'artifice de différents types et dimensions destinés à la vente au marché noir, a-t-on ajouté.

PATRIMOINE - PRÉSERVATION

Ghardaïa : ouverture prochaine d'une antenne de l'ONGBC pour la réhabilitation du ksar d'El-Menea

Une antenne de l'Office national de gestion des biens culturels (ONGBC) sera ouverte "incessamment" à El-Menea pour prendre en charge l'ancien ksar et la préservation contre la dégradation et la décrépidité de ce site culturel classé patrimoine national, a-t-on appris lundi des services de la wilaya de Ghardaïa.

Une équipe pluridisciplinaires de l'ONGBC, du Centre national de la recherche archéologie et d'un directeur central du ministère de la Culture ont été dépêchés sur instruction de la ministre de la Culture et des arts à El-Menea pour concrétiser l'ouverture d'une antenne de l'ONGBC, décidée lors de sa visite dans la région en janvier dernier.

L'équipe entamera également sur les lieux avec les autorités locales l'identification et le diagnostic des dysfonctionnements à l'origine de la dégradation de ce ksar classé patrimoine nationale depuis 1995, la délimitation avec précision de l'espace réel du ksar avec des propositions concrètes élaborées selon une stratégie participative avec la société civile, afin de sauvegarder le ksar et réhabiliter son patrimoine, a précisé le chargé de la culture à Ghardaïa, Mohamed Alouani. Pour faire face à la décrépidité et à l'état de précarité très avancé que connaît cette cité forteresse, le ksar d'El-Menea, une étude technique de confortement et de restauration a été lancée et achevée en 2017, avant d'être gelée pour problème de financement, a-t-il ajouté.

La restauration et la revitalisation de ce patrimoine architectural, culturel et historique permet de l'intégrer dans la dynamique de développement que connaît la région d'El-Menea, de promouvoir ses potentialités matérielles et immatérielles et d'encourager l'inves-

tissement touristique créateur de richesse et d'emplois, a estimé le même responsable.

Le vieux ksar d'El-Menea et ses superbes bâtisses en terre sèche et en pisé, témoignage d'une civilisation riche et des traditions séculaires, connaissent un processus de dégradation très avancé affectant son cadre architectural mettant, par-là, en péril ses valeurs et sa beauté, signale-t-on au secteur de la Culture.

Pour la sauvegarde de ce patrimoine de construction traditionnelle et de l'art de construire, selon les techniques ancestrales, l'étude a préconisé en premier lieu la restauration et le confortement du palais de la princesse M'barka Bent El-Khass, la mosquée de 100 m2 qui s'est effondrée il y a quelques années, les remparts, quelques habitations et le chemin d'accès au sommet du ksar, ainsi que sa tour de surveillance.

Une citadelle riche par son histoire et la splendeur des paysages l'entourant

Perché sur les hauts sommets arides et escarpés, mais superbes, à la limite de démarcation entre le grand Erg oriental et le grand Erg occidental, le vieux ksar d'El-Menea est une citadelle riche, aussi bien par son histoire et ses traditions que par la splendeur des paysages naturels qui l'entourent.

Surplombant de plus de 70 mètres l'oasis d'El-Menea enserrée dans un méandre de la RN-1, le vieux ksar d'El-Menea a été édifié au 4ème siècle et offre depuis ses remparts des panoramas spectaculaires d'une rare beauté.

Devenu le premier site culturel et touristique de la région, ce ksar, avec son architecture et ses maisonnettes traditionnelles construites sur un rocher épou-

sant admirablement la nature rocaillieuses, constitue une attraction et un endroit idéal pour les touristes et autres visiteurs de la région.

Il constitue une configuration urbaine séculaire qui témoigne d'une civilisation citadine raffinée avec ses habitations étroites marquées par une architecture simple, truffée de niches et d'étagères ainsi que de petites ouvertures pour l'éclairage et l'aération.

Sa configuration s'articule autour de la mosquée, point focal autour duquel gravite une spirale descendantes d'habitations avec un puits collectif et des sites de stockage de denrées alimentaires creusés à même la roche calcaire et qui sont une curiosité pour les nombreux touristes. Ce patrimoine se dégrade de jour en jour à cause des vicissitudes du

temps, de la cruauté des intempéries, et de la précarité des habitants. Autant de facteurs qui entachent le passé prestigieux de cette cité impériale jadis accueillante.

Pour cela, la population d'El-Menea ont appelé, lors de la visite de la ministre de la Culture dans la région, à la sauvegarde de ce site culturel (mémoire de la région) et à une intervention afin de juguler la détérioration des constructions, restaurer les cloisons, rebâtir les ruines, et valoriser ce patrimoine.

La concrétisation de la réhabilitation du vieux ksar d'El-Menea s'inscrit dans une stratégie de valorisation de cet espace patrimonial authentique, afin d'amorcer une réelle dynamique locale basée sur la promotion des secteurs du tourisme et de l'artisanat, selon les services du secteur.

ITALIE/CINÉMA

Décès de Giuseppe Rotunno, directeur photo de Fellini

Le directeur de la photographie italien Giuseppe Rotunno, collaborateur de Federico Fellini, Luchino Visconti ou encore Sydney Pollack, est décédé à l'âge de 97 ans, ont annoncé dimanche les médias italiens.

"Peppino" Rotunno, né en 1923 à Rome, était entré dans le monde du cinéma à 20 ans, appelé par Roberto Rossellini pour tourner "L'homme à la croix".

Il a ensuite travaillé avec les plus grands réalisateurs italiens dont Federico Fellini ("Casanova", "Satyricon", "Amarcord", "Et vogue le navire"), Luchino Visconti ("Nuits blanches", "Rocco et ses frères", "Le guépard"), ou encore Vittorio De Sica ("Les fleurs du soleil", "Hier, aujourd'hui et demain").

Il a aussi fait carrière à l'étranger auprès de John Huston ("La Bible"), Mike Nichols ("A propos d'Henry"), Sydney Pollack ("Sabrina"), et Terry Gilliam ("Les aventures du baron de Münchhausen").

Il avait été nommé aux Oscars et reçu un Bafta (l'équivalent britannique des Oscars) en 1980 pour "Que le spectacle commence" de Bob Fosse.

INTERNET

“La bande passante internationale sera doublée en 2021 en Algérie”

La capacité de la bande passante internationale en Algérie, d'une capacité de 2,4 Térabit/seconde (Tbps), sera doublée durant l'année 2021, permettant ainsi d'améliorer la qualité de la connectivité internet haut et très haut débit, annonce le ministère de la Poste et des Télécommunications.

“La bande passante internationale est passée de 1,7 à 2,4 Tbps (Térabit par seconde) entre janvier 2020 et janvier 2021. Cette capacité sera doublée durant l'année 2021”, précise le bilan du secteur pour l'année 2020 mis en ligne sur le site web du ministère. Le document rappelle, dans ce sens, la mise en exploitation (le 31 décembre 2020) d'une “manière effective” du système du câble sous-marin Orval/Alval (Oran-Valence) et (Alger-Valence), dont la capacité globale pourra atteindre les 40 Tbps.

Le ministère souligne, en outre, qu'en termes d'amélioration de la qualité de la connectivité internet et de généralisation de l'accès à l'internet haut et très haut débit, il a été procédé, l'année dernière, à la réalisation de 7.046,93 km de fibre optique et l'implantation de 182 sites de faisceaux hertziens numériques. Le projet d'extension du Backbone a été également poursuivi à travers la réalisation de 2 nouveaux Backbone Est et Ouest, dont les objectifs consistent en “la sécurisation du réseau de transport, l'amélioration de la qualité de service et l'augmentation de la bande passante des wilayas ciblées”. Il s'agit des réalisations à 100% de la liaison Bougtob-Saida-El Bayadh-Bechar et de la liaison Ouargla-Tamanrasset - via In Salah ainsi que des projets de “réalisation du secours du trafic Oran-Bechar via Naâma et du secours des liaisons d'Ouargla-Illizi-Tamanrasset”.

Le bilan met en avant, en outre, les efforts du secteur dans le cadre de la modernisation des réseaux de télécommunications vétustes des grandes agglomérations

pour l'amélioration de la qualité de la connexion internet au profit des citoyens.

Il est ainsi enregistré la réalisation de quelque 133.000 nouveaux accès au réseau internet haut et très haut débit en fibre optique FTTH (dont le FTTH fibre jusqu'au domicile) et la modernisation de 203.672 accès au niveau des wilayas d'Alger, Oran et Constantine.

Concernant la connectivité internet via le réseau mobile, il a été procédé, durant l'année 2020, “au réaménagement, à l'optimisation et à la rationalisation de l'utilisation de la ressource spectrale de fréquences radioélectriques visant l'amélioration de la qualité de service et de débit des opérateurs de télécommunication”.

Cette action a permis des “améliorations” sur le réseau internet mobile, affirme le ministère, précisant que l'opérateur de téléphonie mobile OTA-Djezzy “a pu atteindre 52% en couverture 4G et une augmentation de 60% du trafic de données, et le déploiement de 1345 sites, ainsi que 26 milliards de DA d'investissements consentis en 2020”.

Pour ce qui est de l'opérateur mobile WTA-Ooredoo, “les 5Mhz accordées ont été déployées dans les régions les plus importantes dont le grand Alger et l'Oranie avec le déploiement de 464 sites 4G en 2020”, indique le bilan, qui relève “une amélioration de 70% du débit pour la 4G pour les sites déployés”.

“L'opérateur (Ooredoo) prévoit, en sus, la mobilisation de 12 milliards DA d'investissements pour 2021”, ajoute la même source.

S'agissant de l'opérateur public ATM Mobilis, le ministère estime qu'“environ 40 milliards de DA ont été investis dans les zones d'ombre et le grand sud et des efforts considérables ont été déployés ayant permis d'améliorer la trafic 3G de 28% et 4G de 76%”, relevant “une progression de la qualité de service de 46% au niveau des localités concernées avec une augmentation du nombre d'abonnés de 30%”.

En termes de prise en charge des zones d'ombre, il est relevé la couverture de 482 zones sur les 508 zones enclavées recensées et éligibles au financement sur les ressources du Fonds du service universel (un taux d'avancement des travaux de couverture de l'ordre de 85%) et la réalisation de 166.800 accès 4G LTE.

La poursuite du déploiement de l'internet mobile au niveau des axes routiers dans le grand sud n'a été, possible, que grâce à l'opérateur public Mobilis qui a, selon le document, procédé à la couverture de l'axe routier reliant El Bayadh-Adrar et Adrar-Tindouf sur les tronçons El bnoud-Tinerkouk sur une distance de 302 Km, Tsabit-Tabellala sur 341 Km et Hassi-Nagat-Tindouf sur 90 Km.

L'axe routier reliant Djanet à In Aménas sur une distance de 650 km a été également couvert par l'opérateur Mobilis.

Ces actions s'inscrivent en concrétisation des engagements du programme du Président de la République, et en droite ligne des orientations directrices du Plan d'action du Gouvernement, conclut le ministère.

INTERNET

La Chine compte près d'un milliard d'internautes

La Chine comptait fin décembre quelque 989 millions d'internautes, soit plus de 70% de sa population, dans un pays où l'usage du téléphone portable est désormais quasi-indispensable au quotidien, selon une étude publiée mercredi.

Le géant asiatique est l'un des pays les plus connectés au monde et la tendance s'est accélérée ces dernières années avec l'essor du commerce en ligne et la multiplication des services à distance (réservations de voyages ou de repas, consultations médicales...). La banalisation du paiement électronique, y compris dans les coins les plus reculés, et la quasi-obligation de présenter sur son téléphone un code santé pour se déplacer à l'ère du Covid ont amplifié le phénomène. La Chine a ainsi gagné 85,4 millions d'internautes supplémentaires entre mars et décembre 2020, selon un rapport du Centre chinois d'information sur l'internet (CNNIC), un organisme officiel. La méthodologie utilisée n'est pas précisée. Le paiement en ligne est désormais une réalité pour 854 millions de personnes, détaille l'étude, soit 86,4% des internautes du pays.

Les Chinois consomment en ligne énormément de vidéos (927 millions d'habitants) et de plus en plus de vidéos courtes du type TikTok (873 millions d'aficionados). Ces vidéos divertissantes, très prisées par les plus jeunes, ont gagné 100 millions de nouveaux adeptes depuis mars dernier, selon l'étude. Les non-connectés à internet en Chine représentent désormais une minorité de quelque 400 millions de personnes.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
WILAYA DE TEBESSA

avis d'infructuosité d'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales

Identification Fiscale DJS : 097412019061722

En application de l'article 40 du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et de délégation de services publics.

La direction de la jeunesse et des sports porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre concernant :

Projet / Équipement de 07 infrastructures de la jeunesse (maison de jeunes bir mokadem ,negrine ,skanska ,salle polyvalente ;ferkan CSP kouif , acuinet cheria)
Lot 1 : Équipement maison de jeunes BIR MOKADEM
Lot 2 : Équipement maison de jeunes NEGRINE
Lot 3 : Équipement maison de jeunes SKANSKA
Lot 4 : Équipement salle polyvalente FERKANE
Lot 5 : Équipement CSP EL KOUIF
Lot 6 : Équipement CSP EL AOUNET
Lot 7 : Équipement CSP CHERIA

Vue la non qualification des soumissionnaires participées

En application de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et de délégation de services publics.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou la presse nationale contre un reçu de dépôt.

DK NEWS

Anep : 2125000578 du 09/02/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Blida
Daira de Meftah
Commune de Meftah
NIF : 096209189175705 01
N° : 03 /2021

CORRECTION AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

Conformément aux dispositions décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de Meftah informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national Ouvert avec exigence de capacités minimales N°14/2020 annoncé dans les quotidiens nationaux «اللقاء» Le 07/12/2020 et «DK NEWS» Le 08/12/2020 ainsi dans le BOMOP ayant pour objet :

❖ REALISATION DEUX STADE SPORTIFS DE PROXIMITE EN GAZON SYNTETIQUE A SIDI HAMED – MEFTAH.

La correction de l'attribution provisoire N° 02/2021 annoncée dans les quotidiens nationaux «الحياة العربية» 26/01/2021 et «l'horizon» en date du 26/01/2021 et le

BOMOP

N°	Désignation	L'entreprise	NIF	Montant en TTC	Délai	Critère
01	REALISATION DEUX STADE SPORTIFS DE PROXIMITE EN GAZON SYNTETIQUE A SIDI HAMED – MEFTAH	KERROUCH Yasmina Ain Defla	277440401266154	15 869 840.00DA	quatre (04) mois	Moins disant

DK NEWS

Anep : 2116002559 du 09/02/2021

Programme de la soirée

TF1 21:15

france 2 21:05

france 3 20:55

CANAL+ 20:05

6 20:35

S.W.A.T.



Deacon est obligé d'occuper un deuxième emploi afin de parvenir à boucler ses fins de mois. Agent de sécurité privé, il est chargé de surveiller un match de boxe de haut niveau au cours duquel l'épouse d'un des deux boxeurs est enlevée. Pendant ce temps, Darryl a bien du mal à accepter que les droits paternels d'Hondo le concernant soient aussi réduits. De son côté, bien qu'ayant peur des critiques qu'elle pourrait, Tan décide de présenter Bonnie à sa mère.

Une planète parfaite



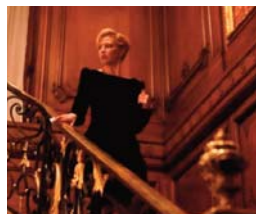
Dans l'univers, une seule planète abrite une telle richesse de vie : la Terre. Sa beauté et son extraordinaire diversité sont le fruit de la rencontre entre des forces puissantes et indomptables, comme le climat et les courants océaniques. Le ciel et les océans sont deux forces nourricières sans lesquelles la vie sur Terre ne pourrait exister. Ce sont deux forces indispensables qui font tourner le moteur de notre planète. Les forces du ciel permettent à l'eau de circuler sur toute la planète, au gré des vents dominants. Et les courants océaniques transportent les nutriments essentiels à la vie.

Alexandra Ehle



Deux moitiés de corps, collées l'une à l'autre, sont retrouvées au pied d'une falaise. Le buste est celui d'une femme blanche de 27 ans, Lola, et les jambes sont celles d'un homme noir. La légiste Alexandra Ehle découvre que le cadavre de Lola contient un taux anormal de mercure. Il a été absorbé il y a plus d'un an lors d'un voyage de Lola en Guyane. Celle-ci avait participé à un trek avec un groupe dans lequel il y avait François Kanté, un juge de 46 ans. C'est lui, l'autre victime, que sa femme n'a aucun mal à identifier. Lola et François sont sortis de cette aventure traumatisés car l'un des aventuriers, Gabriel Tourneur, a perdu la vie.

The Nest



Dans les années 1980, Rory O'Hara, un entrepreneur britannique, vit depuis quelques années aux Etats-Unis avec sa femme Allison, une américaine, qui donne des cours d'équitation, et leurs enfants, Sam et Ben. Mais l'homme d'affaires est en difficultés financières et décide de retourner à Londres avec sa famille afin de se refaire une situation, en profitant d'un nouveau climat politique et financier. La famille O'Hara emménage bientôt dans un gigantesque manoir et Allison est désormais à la tête d'un beau haras.

Maison à vendre : que sont-ils devenus ?



L'animateur est retourné voir certaines des familles qu'il a aidées depuis 2010. Leurs biens leur restaient sur les bras depuis des mois voire des années. Ils ne savaient plus comment s'en sortir. Car cette vente bloquée condamnait le plus souvent un projet d'avenir. Accompagné de ses architectes d'intérieur, Sophie Ferjani et Emmanuelle Rivassoux, Stéphane Plaza a parcouru la France pour retrouver ces anciens participants à l'émission et pour découvrir ce qu'ils sont devenus.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2651

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«L'envie de savoir est le plus puissant moteur humain»

Bernard Werber

Mots croisés n°2651

Horizontalement :
Verticalement :

- 1 - Installé pour toujours
 - 2 - Avant la boulangerie - Coïncia
 - 3 - Arrivé à point - Pas très dégoûté
 - 4 - Tumultueuses - Il peut vous faire un petit our
 - 5 - Elu normand - Train de région - Grade sur le tatami
 - 6 - Défigurerez - Mais oui
 - 7 - Ni lui, ni moi - Maisons où il y a un monde fou
 - 8 - Produits par la chaleur - Disciple de Zénon
 - 9 - Dépasser la mesure - Membre d'un vieux troupeau
 - 10 - Donc à compter - Scorsonère
-
- A - Holocauste
 - B - Spécialiste d'un système
 - C - Se prolongea - Se comporte comme une cloche
 - D - Logogriphe - Désinence verbale
 - E - Personnel - Passes juste à côté
 - F - Restes de consommation - Chauffeur de Cléopâtre
 - G - C'est nickel - Suite limitée
 - H - Remplaçantes de bébé
 - I - Très bon dans le genre - Saint-pierre
 - J - Toujours prêt pour la quille - Avant c'était fors
 - K - Ne se laissas pas faire - Application de principes
 - L - Longuement prolongées



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1351

Grid for crossword puzzle n°1351 with clues and directions. Clues include: encore une fois rendra instable, remettre debout cessera d'allaiter, résidu de flambée abandonneras, céréale en épis mit hors de lui, réussi, charge de dirigeable frôlerais, troubles s'esclafferait, diminuer, chien rapide, zone de verdure distance de coolie, cinq années unité de longueur, sommet du Jura, simule, de l'or en cornue, pureté, complète, me dirigerai personnel, hautes assemblées aisances, fait don, déposé, accouplé, aqir en premier habitudes de culte, piquant de blague prison romaine, remis en place vieille charrue l'article du chef, torrent naissant dégénérée, titane de chimiste grand lac américain, narres, téléphone, alterera, coqnes, qamin quai-leur soupe, vieille colère devan-ture, obèse meuble de salle d'attente, réitérée, début point cardinal, rivière alpine, parieras, gaz intestinal, bougeon, surveil-lance, épluca, virtuose reçues au Paradis, la joie des sup-porters, saut de patineur com-mo-de, posses-sif bien de la mariée, joueuse accord de chœur chœur, jeune monnaie siqle étoilé, bien exposé, c'est pareil neptu-nium, loque de goret, larqe chapeau, thésau-rise, matière de source.

Solution

Sudoku n°2651

Two 10x10 Sudoku grids for puzzle n°2651. The first grid shows the starting numbers, and the second grid shows the completed solution.

Mots Croisés n°2651

10x10 grid for crossword puzzle n°2651 with letters filled in. The grid contains words like INDEMONTABLE, MEUNERIE, MURIEDTARTE, ORAGEUSES, LOGEMERERDAN, ALTEREREREZSI, TOIASILESS, IGNES, ELEATE, OUTREREREURE, NEE, SALSIFIS.

Grille géante n°1351

Large 10x10 grid for crossword puzzle n°1351 with letters filled in. The grid contains words like INDEMONTABLE, MEUNERIE, MURIEDTARTE, ORAGEUSES, LOGEMERERDAN, ALTEREREREZSI, TOIASILESS, IGNES, ELEATE, OUTREREREURE, NEE, SALSIFIS, MATIERE, SOURCE.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES ÉCHECS L'AGE fixée au 6 mars

L'assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne des échecs (FADE), se déroulera le samedi 6 mars à Staouéli (Alger) à partir de 9h30, a appris l'APS dimanche auprès de l'instance fédérale.

"L'AGE aura lieu le samedi 6 mars prochain, précédée de l'assemblée générale ordinaire fixée au samedi 20 février, au cours de laquelle il sera question d'installer la commission de candidature et celle de recours", a affirmé à l'APS le président sortant de la FADE, Azzedine Brahim Djeloul, qui a décidé de briguer un deuxième mandat.

Le président sortant de la FADE, issu de la Ligue d'Oran, avait été élu président le 25 février 2017 en remplacement de Halim Bounehas. Selon le calendrier établi par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), l'AGE de la FADE devait se tenir entre le 20 janvier et le 19 février, mais elle a été reportée à entre le 20 février et le 19 mars sur demande de l'instance fédérale.

CROSS Résultats probants pour le CSM Oran en championnat régional

Le club sportif marathon d'Oran (CSMO) sera le seul représentant de la wilaya dans la course des seniors (par équipes) lors du championnat national de cross fixé au 20 février à Tizi-Ouzou, après avoir réussi à décrocher la 2e place du championnat régional disputé samedi à Tlemcen.

Cette performance a été saluée par le président du CSMO, Noureddine Abaïdia, ancien coureur international de marathon, dont le club "oeuvre pour la relance des courses de fond et demi-fond dans la capitale de l'Ouest", a-t-il dit à l'APS.

C'est notamment grâce à Youfif Hamza, arrivé en tête du cross long en championnat régional et 5e au challenge national Chahid Chelha-Boulouar, jumelé pour l'occasion avec le même championnat, que le CSMO a validé son billet pour le rendez-vous de Tizi-Ouzou.

Le même club sera également présent dans deux autres courses en individuel juniors et dames, au prix des performances réalisées à Tlemcen par Saâd Mohamed et Ana Medioudi respectivement.

Le premier nommé a obtenu la 2e place au championnat régional ainsi qu'au challenge national des juniors, alors que la seule représentante du CS MO dans la course des dames a décroché la première place pour le compte du championnat régional et la 5e au classement du challenge national.

"Nous tablons énormément sur une place au podium lors du championnat national, notamment lors de la course des juniors.

Ce serait une performance de taille pour notre club qui n'a que deux années d'existence", a poursuivi le premier responsable du CSMO, qui a profité de l'occasion pour lancer un appel aux autorités locales afin d'assister son équipe. "Nous avons bénéficié jusque-là d'une seule subvention émanant de la direction de la jeunesse et des sports estimée à 200.000 dinars. Un apport insuffisant pour un club qui aspire à réhabiliter cette discipline dans la wilaya d'Oran", a-t-il déploré.

APS

JUDO - PARTENARIAT La sélection algérienne féminine en stage en Tunisie

La sélection algérienne (seniors/dames) de judo se rendra en Tunisie "la semaine prochaine" pour y effectuer un stage de préparation en compagnie de son homologue locale, a-t-on appris dimanche auprès du Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAJ), Salim Boutebcha.

"Les Fédérations algérienne et tunisienne de judo ont signé un accord de partenariat, à la faveur duquel la sélection tunisienne masculine se prépare actuellement au Centre national de sport et loisirs de Tikjda (Bouira)", a expliqué le DTN, ajoutant qu'en retour, la sélection algérienne féminine "se rendra à partir de la semaine prochaine en Tunisie pour y effectuer un stage en compagnie de son homologue locale".

Des microcycles de préparation programmés en prévision des importantes échéances internationales à venir, dont les prochains Championnats d'Afrique et du monde.

"Au mois de Ramadhan, nous effectuerons un autre stage de préparation pour les messieurs qui, en plus de l'Algérie et de la Tunisie, verra la participation de l'Egypte", a encore annoncé Boutebcha. Concernant le stage de



Tikjda qui a débuté le 4 février et se poursuivra jusqu'au 14 du même mois, le DTN a assuré qu'il se déroule dans de "très bonnes conditions" et suivant un programme "très riche", alliant à la fois "travail physique et technique". La sélection tu-

nisienne est présente à ce stage avec dix judokas, encadrés par trois entraîneurs, dont le technicien Adel Kirat, qui s'est réjoui de l'accueil qui a été réservé à son équipe, et surtout par la qualité des moyens qui ont été mis à sa disposition. Pour sa part, la

sélection algérienne est composée de 24 athlètes, sous la houlette de quatre entraîneurs. Outre l'Algérie et la Tunisie, la Libye devait également prendre part au stage de Tikjda, mais faute d'autorisation d'entrée sur le territoire, elle a dû y renoncer.

NATATION Début des épreuves du championnat national militaire à Oran

Cent-treize (113) athlètes, dont 23 dames, participent au Championnat national militaire de natation pour le compte de la saison sportive 2020-2021, dont le coup d'envoi a été donné lundi à la piscine semi-olympique du complexe sportif de la 2e Région militaire (RM) d'Oran.

Les sportifs concernés sont issus de 12 équipes représentant différents com-

mandements, régions militaires, écoles et divisions de l'Armée nationale populaire (ANP). Cette compétition a été ouverte, au nom du général major, commandant de la 2e RM, par le chef d'état-major de la région, le général Bouhanna Nassir, qui a exhorté les sportifs participants "à redoubler d'efforts pour illustrer les progrès que ne cesse de réaliser le sport militaire en Algérie". Il

a, en outre souligné, que l'institution militaire oeuvre toujours pour "la formation d'athlètes de haut niveau aussi bien sur le plan individuel que collectif, vu que le sport contribue au développement des aptitudes physiques et de l'esprit du combattant". Plusieurs épreuves sont programmées lors de ce championnat qui prendra fin jeudi prochain, souligne-t-on.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE RUGBY Sofiane Ben Hassen réélu pour un second mandat

Le président sortant de la Fédération algérienne de rugby (FAR), Sofiane Ben Hassen, a été réélu pour un second mandat olympique (2021-2024) à la tête de cette instance, lors de l'assemblée générale électorale (AGE) tenue dimanche à Alger. Seul candidat en lice pour le poste de président, Ben Hassen et sa liste composant le bureau fédéral (12 membres) ont recolté 20 voix en leur faveur et un seul bulletin contre, parmi les 21 membres de l'AG présents (sur 23), en présence de la représentante du ministère de la Jeunesse et des Sports, Farida Bousaidène. "Je m'en-

gage à propulser cette discipline à la place qui lui sied et achever le programme déjà entamé lors du précédent mandat olympique pour le développement de la discipline dans toutes les wilayas du pays", a dit Ben Hassen à l'issue de sa réélection à la tête de la FAR. Le président de la FAR s'est dit prêt à "améliorer les conditions de travail au sein des clubs avec la mise en place de tous les moyens pédagogiques et la formation du personnel en place pour la promotion du rugby dans toutes les régions du pays ainsi que la détection des jeunes talents qui constituent l'avenir

de la discipline". "Un vaste chantier attend l'instance fédérale pour ce nouveau mandat, notamment le développement local du rugby, la concrétisation de l'adhésion de la FAR en tant que membre permanent de l'instance internationale ainsi que la qualification de la sélection algérienne au Mondial-2023 en France", a précisé Ben Hassen. Ce dernier a annoncé que la sélection algérienne affrontera probablement l'Ouganda et le Ghana le mois de juin prochain, pour le compte du premier tour des qualifications à la Coupe du monde 2023. L'instance fédérale at-

tend par ailleurs l'autorisation du ministère de la Jeunesse et des Sports pour la reprise des entraînements et activités sportives en plein air et permettre ainsi aux clubs de préparer l'entame du championnat régional et national.

La nouvelle composante du bureau de la FAR:

Président : Sofiane Ben Hassen

Membres : Mourad Guerbi, Sid Ahmed Bendaoud, Smail Brahmia, Azzouz Aïb, Khaled Kadri, Laid Yah, Saïd Ferhat, Nassima Djaout, Fella Aggab, Lehouari Ben Mouffok, Imad Akilouche, Djamel Hellal.

JM ORAN-2022 Lancement d'un concours artistique pour le design de la médaille des Jeux

Le comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022 lance un concours artistique pour arrêter le design de la médaille des Jeux, a indiqué lundi cette instance. Le concours est ouvert aux designers et artistes algériens, professionnels et amateurs, a précisé la même

source, ajoutant que le design gagnant ornera les médailles qui seront remises aux vainqueurs des différentes disciplines sportives lors de la compétition qui se déroulera du 25 juin au 5 juillet 2022. Les participants au concours auront un délai s'étalant au 21 février pour soumettre

leurs propositions en les envoyant sur concours@oran2022.com, souligne-t-on de même source, informant au passage que les créations seront triées et soumises au vote du grand public sur les réseaux sociaux et par la suite évaluées par un jury de professionnels.

LIGUE 1 (12E JOURNÉE) Médéa ne lâche pas le leader, la JSS sur le podium

L'Olympique Médéa, vainqueur dimanche en déplacement de la JSM Skikda (1-0), a conforté sa position de dauphin et revient à trois points du leader ES Sétif, à l'occasion de la 12e journée du championnat de Ligue 1 de football.



L'OM, grâce à un but de Yacine Medane (39e), confirme son regain de forme, alignant un neuvième match sans défaite, dont quatre victoires en dehors de ses bases.

Les joueurs de l'entraîneur Chérif Hadjar auront une belle occasion de rejoindre provisoirement le leader à l'occasion de la réception du NA Hussein-Dey, samedi prochain (14h30), pour le compte de la 13e journée.

De son côté, la JSMS, dirigée sur le banc par le nouvel entraîneur Fouad Bouali, peine à suivre le rythme pour son retour parmi l'élite après 33 ans d'absence.

Les coéquipiers de Kheirreddine Merzougui restent sur

une mauvaise série de quatre défaites de suite, dont deux à domicile.

Au stade du 20-Août-1955 de Béchar, la JS Saoura n'a pas trouvé de difficultés pour s'offrir la lanterne rouge Bordj Bou Arréridj (2-0), grâce à un doublé du capitaine Sid-Ali Yahia-Chérif (38e, 74e).

Le CABBA, seule équipe sans la moindre victoire depuis le début de la saison, continue de manger son pain noir, au moment où la direction tarde à nommer un nouvel entraîneur en remplacement de Dziri Billel, démissionnaire. En ouverture de cette 12e journée samedi, l'ES Sétif a conforté sa position de leader en dominant facilement le MC

Oran (4-1) dans son antre du 8-Mai-1945, alors que la JS Kabylie a confirmé sa bonne santé en dehors de ses bases, en allant s'imposer à Alger face au NA Hussein-Dey (2-0).

Les rencontres USM Alger - MC Alger et ASO Chlef - CR Belouizdad ont été reportées à une date ultérieure en raison de l'engagement du Chabab et du MCA en phase de poules de Ligue des champions, dont la première journée se jouera vendredi et samedi. La 13e journée, qui se jouera vendredi et samedi prochains, sera tronquée de quatre rencontres : MC Alger - ASO Chlef, JS Saoura - ES Sétif, CR Belouizdad - WA Tlemcen et JS Kabylie - CS Constantine.

Résultats et classement

JSM Skikda - O. Médéa 0-1
JS Saoura - CA Bordj Bou Arréridj 2-0

Joués samedi :

AS Ain M'lila - USM Bel-Abbès 1-0
NA Hussein-Dey - JS Kabylie 0-2
ES Sétif - MC Oran 4-1
NC Magra - RC Relizane 0-1
WA Tlemcen - Paradou AC 1-4
US Biskra - CS Constantine 0-1
USM Alger - MC Alger (reportée)
ASO Chlef - CR Belouizdad (reportée)

Classement :

	Pts	J
1. ES Sétif	27	12
2. O. Médéa	24	12
3. JS Saoura	23	12
4. JS Kabylie	21	12
5. CR Belouizdad	20	10
--. AS Ain M'lila	20	12
7. MC Alger	19	11
8. USM Alger	18	11
--. MC Oran	18	12
10. ASO Chlef	16	11
--. Paradou AC	16	12
12. RC Relizane	14	12
13. CS Constantine	13	11
--. NA Hussein-Dey	13	12
15. WA Tlemcen	11	12
16. US Biskra	10	12
17. NC Magra	9	12
--. USM Bel-Abbès	9	12
19. JSM Skikda	8	12
20. CABB Arréridj	3	12.

LIGUE 1 Amrani : «J'ai préféré le challenge du MCA que d'aller à l'étranger»

Le technicien Abdelkader Amrani a indiqué lundi avoir refusé l'idée d'aller à l'étranger, pour pouvoir rejoindre le MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) en remplacement de Nabil Neghiz, dont le contrat a été résilié à l'amiable.

"J'ai préféré le challenge du MCA que d'aller à l'étranger, où j'ai reçu pas mal de contacts. J'ai rapidement trouvé un accord avec la direction. Aucun entraîneur ni joueur ne peut refuser une offre du Mouloudia.

C'est un honneur pour moi de diriger le MCA", a affirmé Amrani dans un entretien accordé à l'application officielle du club algérois. Amrani (65 ans) a signé dimanche un contrat de six mois renouvelable, en remplacement de Nabil Neghiz, dont la collaboration a été rompue jeudi à l'amiable, suite à la défaite concédée la veille en déplacement face à la JS Saoura (1-0), en mise à jour de championnat.

"J'ai préféré signer un contrat de six mois, car je suis persuadé que l'avenir d'un

entraîneur chez nous est lié aux résultats. Pour moi, c'est plus un contrat moral. A l'issue de la saison, si les conditions seront réunies, je peux prolonger mon aventure", a-t-il ajo uté.

Concernant la composante de son staff technique, l'ancien entraîneur du CS Constantine a confirmé l'arrivée de l'entraîneur-adjoint Lotfi Amrouche "qui reste un enfant du club et qui va beaucoup m'aider.

Il y aura également l'arrivée du préparateur physique Kamel Boudjenane, qui se trouve actuellement en Espagne et avec qui j'ai travaillé au CR Belouizdad et au Maroc".

Concernant l'effectif, Amrani a tenu à le mettre en valeur, se montrant soulagé de pouvoir travailler avec un "bon groupe". "Je connais la plupart des joueurs, à l'image de Bensaha, Frioui ou encore Harrag. C'est un bon groupe, c'est important pour moi. Franchement, je ne me sens pas dépaysé. Lors de mon premier discours aux joueurs,

je leur ai demandé d'oublier le passé et de se concentrer sur le match important face au Zamalek en Ligue des champions".

Avant d'enchaîner : "La pression existe bien sûr dans ce genre de grands clubs.

Le plus important est de mettre les joueurs dans un environnement idéal et de faire en sorte qu'ils ne subissent pas cette pression, dont je préfère qu'elle soit plutôt sur moi". Enfin, Abdelkader Amrani n'a pas omis de lancer un message aux supporters du "Doyen".

"Je suis venu au MCA avec l'intention de réaliser un bon travail et accomplir au mieux ma mission.

J'espère être à la hauteur des espérances des supporters, à qui je demande de soutenir leur équipe surtout dans les moments difficiles", a-t-il conclu.

Avec un match en moins à disputer face au voisin USM Alger, le MCA a reculé provisoirement à la 7e place au classement avec 19 points, à huit longueurs du leader ES Sétif.

CHAMPIONNAT ÉGYPTIEN Le Zamalek solide leader avant d'affronter le MCA en Ligue des champions

Le Zamalek, vainqueur dimanche soir à domicile face à Al-Ittihad Al-Sakandary (2-0), a conforté sa position en tête du classement du championnat d'Egypte de football, à quatre jours de la réception du MC Alger, vendredi (20h00), à l'occasion de la 1re journée (Gr.D) de la Ligue des champions d'Afrique.

Les deux buts de la partie ont été inscrits par Zizo (60e, s.p) et Youssef Obama (76e).

L'attaquant international tunisien Seifeddine Jaziri (27 ans), fraîchement arrivé au Zamalek en provenance d'Arab Contractors sous forme de prêt pour une saison avec option d'achat, a été désigné par son club, meilleur joueur de la ren-

contre. Grâce à ce huitième succès de la saison, le Zamalek consolide sa place de leader avec 26 points en 11 matches joués, devançant de cinq longueurs son voisin et éternel rival Al-Ahly (21 points).

Al-Ahly, détenteur de la dernière édition de la Ligue des champions et présent actuellement au Qatar pour prendre

part au Mondial des clubs, compte deux matches de moins que le Zamalek.

Dans l'autre match du groupe D de la Ligue des champions, les Tunisiens de l'ES Tunis accueilleront samedi prochain (14h00) les Sénégalais de Teungueth FC, dont il s'agit de la première participation.

LIGUE 1 - MC ALGER Almas : «Amrani est l'homme de la situation»

Abdelkader Amrani, installé dimanche à la barre technique du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) "est l'homme de la situation" et reste capable de permettre à l'équipe de renouer avec les bons résultats, a indiqué dimanche le président du Conseil d'administration du "Doyen", Abdennacer Almas.

"Nous avons reçu plusieurs CV, entre techniciens étrangers et locaux.

Nous avons jeté notre dévolu sur Amrani, que je considère comme le meilleur entraîneur sur le plan national, avec tout le respect que je dois aux autres entraîneurs.

On l'a choisi pour sa longue expérience et sa rigueur dans la gestion du groupe.

Pour moi, Amrani est l'homme de la situation et reste capable de redresser la barre", a indiqué à l'APS le premier responsable du "Doyen".

Almas s'exprimait peu après la présentation d'Amrani aux joueurs, à l'occasion de la séance d'entraînement programmée à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Bénian (Alger).

Amrani (65 ans) a signé dimanche un contrat de six mois renouvelable, en remplacement de Nabil Neghiz, dont la collaboration a été rompue jeudi à l'amiable, suite à la défaite concédée mercredi en déplacement face à la JS Saoura (1-0), en mise à jour de championnat.

"En commun accord, nous avons opté pour la durée la plus courte.

Dans le cas où les résultats vont suivre, le contrat sera prolongé pour une saison supplémentaire", a-t-il ajo uté.

Concernant la composante du staff technique, les deux parties se sont entendues pour le maintien de l'entraîneur-adjoint Réda Babouche et de l'entraîneur des gardiens de but Lyes Benhaha.

"Nous nous sommes entendus sur le maintien de l'actuel staff pour préparer le match en déplacement face au Zamalek, vendredi prochain en phase de poules de la Ligue des champions.

Au retour du Caire, il y aura probablement un renforcement du staff technique, avec l'éventuelle arrivée de Lotfi Amrouche.

Amrani sera du voyage en Egypte", a-t-il conclu.

Avec un match en moins à disputer face au voisin l'USM Alger, le MCA a reculé provisoirement à la 7e place au classement avec 19 points, à huit longueurs du leader ES Sétif.

LIGUE 2 (1RE JOURNÉE) Trois clubs tenus de communiquer leur nouvelle domiciliation dans les délais

Le MO Béjaïa, le SC Aïn Defla et l'IB Lakhadaria, dont les stades n'ont pas été homologués, sont tenus de communiquer au plus tard 72 heures avant le match leur lieu de domiciliation, à quelques jours du coup d'envoi de la Ligue 2, fixé aux 12-13 février, a annoncé dimanche la Ligue nationale de football amateur (LNFA). "Les clubs suivants: MO Béjaïa, SC Aïn Defla et IB Lakhadaria, dont les stades ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 14 du règlement du championnat amateur, sont tenus de communiquer à la LNFA au plus tard 72 heures avant le match, leur nouvelle domiciliation sur un stade remplissant les conditions pour une homologation", a indiqué la LNFA dans un communiqué publié sur son site officiel. Le MOB affrontera lors de la première journée son voisin la JSM Béjaïa dans le derby de la Soummam, le nouveau promu Aïn Defla accueillera le SKAF Khemis-Meliana, alors que l'IB Lakhadaria recevra le CR Béni-Thour. La LNFA souligne que les clubs concernés devront communiquer leur nouveau lieu de domiciliation, "à défaut d'être sanctionnés par : match per du par pénalité et une amende de 50.000 dinars", conclut le communiqué. Après onze mois d'arrêt causés par la pandémie de coronavirus (Covid-19), la Ligue 2, dont le statut est devenu amateur et gérée par la LNFA, reprendra ses droits le week-end prochain avec un nouveau système de compétition à trois groupes de douze clubs chacun.

LIGUE 1 (RÉSERVES) 12E JOURNÉE La JSS reprend les commandes

La JS Saoura, vainqueur dimanche à domicile du CA Bordj Bou Arréridj (2-0), a repris sa position en tête du classement du championnat de Ligue 1 de football (réserves), à l'occasion de la 12e journée. Tout s'est joué en première période, avec deux buts signés Moussaoui (1re) et El-Nahari (21e). A l'issue de cette victoire, la JSS compte deux points d'avance sur son dauphin l'ES Sétif, qui s'est imposé samedi à la maison face au MC Oran (1-0). Dans l'autre match disputé dimanche, l'Olympique Médéa a réalisé une belle opération en allant s'imposer chez la JSM Skikda (2-0). Pour rappel, le derby de la capitale USM Alger - MC Alger et le match ASO Chlef - CR Belouizdad ont été reportés à une date ultérieure.

Dimanche :

JSM Skikda - O. Médéa 0-2
JS Saoura - CA Bordj Bou Arréridj 2-0

Samedi :

AS Aïn M'lila - USM Bel-Abbès 2-0
NA Hussein-Dey - JS Kabylie 0-1
ES Sétif - MC Oran 1-0
NC Magra - RC Relizane 3-0
WA Tlemcen - Paradou AC 0-3
US Biskra - CS Constantine 1-1

Reportés :

USM Alger - MC Alger
ASO Chlef - CR Belouizdad

Classement :	Pts	J
1. JS Saoura	27	12
2. ES Sétif	25	12
3. JS Kabylie	22	12
4. CR Belouizdad	21	10
--. CS Constantine	21	11
--. MC Oran	21	12
7. US Biskra	19	12
--. Paradou AC	19	12
9. USM Alger	17	11
--. WA Tlemcen	17	12
11. NC Magra	16	12
--. O. Médéa	16	12
13. MC Alger	15	11
14. NA Hussein-Dey	14	12
--. ASO Chlef	14	11
16. CABB Arréridj	11	12
--. AS Aïn M'lila	11	12
18. JSM Skikda	8	12
19. RC Relizane	5	12
20. USM Bel-Abbès	4	12.

CAN-2021 (U17) PRÉPARATION La Côte d'Ivoire au menu de l'Algérie en amical

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) devrait affronter son homologue ivoirienne, en match amical prévu à Alger à une date qui reste à arrêter, en vue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2021) prévue au Maroc du 13 au 31 mars, a-t-on appris lundi du directeur technique national (DTN) Ameur Chafik.

"Nous avons commencé à ratisser large et contacter les éventuels sparring-partners en vue de la CAN. Nous avons eu un retour favorable de la part de la Fédération ivoirienne, qui a donné son accord pour un match amical à Alger. Notre objectif est de disputer quatre tests amicaux", a indiqué à l'APS le DTN de la Fédération algérienne de football (FAF). La sélection algérienne des U17 a validé son billet pour la phase finale de la CAN-2021 en terminant en tête du classement du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) disputé à Alger du 18 au 24 janvier. Les "Verts" se sont imposés face à la Libye (3-2), avant de faire match nul contre la Tunisie (1-1).

L'unique participation de l'Algérie à la CAN des U17 date de 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélec-



tionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1).

"L'intégralité de la préparation va se dérouler en Algérie. La DTN, en concertation avec le staff technique, est en train de tracer le programme de préparation. On en saura un peu plus, une fois les derniers qualifiés connus et le tirage au sort effec-

tué", a-t-il conclu. Sous la houlette du sélectionneur national Mohamed Lacete, l'équipe nationale des U17 a entamé vendredi un stage au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en présence de 24 joueurs locaux. Ce premier rassemblement de l'équipe nationale depuis sa qualification pour la phase finale

de la CAN-2021 s'étalera jusqu'au 13 février. Outre l'Algérie et le Maroc (pays hôte), six autres nations ont validé leur billet pour la CAN-2021 : le Nigeria, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Afrique du Sud et la Zambie, en attendant de connaître les quatre derniers qualifiés à l'issue des qualifications zonales.

FEU VERT À LA CANDIDATURE D'AHMAD AHMAD À LA PRÉSIDENTIE DE LA CAF Une décision "inoportune" (Comité exécutif)

La décision de la Commission de gouvernance de la Confédération africaine de football (CAF) de permettre à Ahmad Ahmad de se porter candidat à la présidence de la CAF est "inoportune", a indiqué le Comité exécutif de l'instance continentale. "Le contrôle d'éligibilité pour les candidats au poste de président de la CAF est exclusivement du ressort de la Commission de contrôle de la FIFA", a estimé le Comité exécutif dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion tenue samedi à Yaoundé (Cameroun).

Suite à la décision prise par le Tribunal arbitral du sport (TAS) d'examiner, le 2 mars prochain, le recours introduit par Ahmad Ahmad contre la décision de le suspendre par la FIFA, la Commission de gouvernance a annoncé que le Malgache pouvait se présenter à la présidence de l'organisation sportive lors des élections prévues le 12 mars.

Le Comité exécutif de la CAF a indiqué également qu'il a pris acte

de la décision rendue par le TAS, le 29 janvier dernier, suspendant les sanctions prises par la Chambre de jugement de la Commission d'éthique de la FIFA à l'encontre d'Ahmad Ahmad. Par ailleurs, le



Comité exécutif a demandé à la Commission de gouvernance de procéder, sous sept jours, à l'audition des candidats pour un poste au Comité exécutif, Seidou Mbombo Njoya (Cameroun) et Mamadou Antonio Souare (Guinée), dont les dossiers avaient été recalés. En novembre dernier, la Commission d'éthique de la FIFA avait prononcé à l'encontre d'Ahmad Ahmad une interdiction de toute activité relative au football

(administrative, sportive et autre) aux niveaux national et international pour une durée de cinq ans, pour manquement à son devoir de loyauté, détournements de fonds, acceptation et distribution de cadeaux ou autres avantages et abus de pouvoir. La CAF éliminera pour un mandat de quatre ans le successeur du président sortant Ahmad Ahmad lors de la 43e Assemblée générale électorale prévue le 12 mars à Rabat.

LIGUE 1

Le RC Relizane victime d'un accident de la route à son retour de Magra

La délégation du RC Relizane a été victime d'un accident de la route sur le chemin de son retour de Magra (wilaya de M'sila), samedi soir, et ses membres s'en sont sortis indemnes, a appris l'APS auprès de ce club de Ligue 1 de football. L'accident est survenu au niveau de la wilaya de Blida, endommageant sérieusement le

bus de l'équipe qui revenait de son match remporté sur le terrain du NC Magra (1-0) dans le cadre de la 12e journée de championnat, a assuré cette même source. Les joueurs et leurs accompagnateurs ont dû par la suite prendre des taxis pour rejoindre Relizane qu'ils ont ralliée vers 4h00, précise-t-on encore. Le "Rapid", qui re-

trouve l'élite cette saison, a réalisé sa troisième victoire de la saison, la deuxième en déplacement. Elle lui a permis de se hisser à la 12e place avec 14 points. C'est aussi le premier succès des protégés de l'entraîneur Si Tahar Cherif El Ouezani, depuis la 7e journée, soit depuis la réception de l'US Biskra (2-0). Après cette rencon-

tre, l'équipe a enchaîné les contre-performances, aussi bien à domicile qu'à l'extérieur. Cette situation a poussé Cherif El Ouezani à songer sérieusement à son départ. Il devra d'ailleurs trancher son avenir avec le club dans les prochains jours, a-t-on appris de son entourage.

Un club de D4 brésilienne propose une étrange revanche au Real !

Le club brésilien Atlético Portuguesa, qui joue en quatrième division, a demandé un match amical au Real Madrid pour célébrer son centenaire. L'Atlético Portuguesa aura 100 ans en 2024 et aura à son actif un exploit que personne n'a pu répéter en plus de 50 ans. C'est la seule équipe brésilienne à avoir gagné au Santiago Bernabeu. C'était en 1969 et l'équipe brésilienne s'était alors imposée 1-2. Aujourd'hui, le club propose une revanche au Real Madrid en lui demandant ce match amical !



LE CAS DYBALA BIENTÔT RÉGLÉ

Le board de la Juventus s'apprête à réouvrir les négociations avec Paulo Dybala en vue d'une prolongation de contrat.

Alors qu'on croyait le lien définitivement rompu, il semblerait que la Juventus de Turin et Paulo Dybala se sont de nouveau rapprochés.

D'après le site Calciomercato, il est de nouveau question d'une prolongation de contrat pour « La Joya ». Ce dernier peut de nouveau espérer bénéficier d'un nouveau bail, et avec des conditions salariales conformes à ses demandes.

Les premières discussions entre les deux parties datent de l'année dernière. Mais, elles n'ont pas été concluantes, et la crise sanitaire n'a rien fait pour arranger la situation. On pensait même Dybala parti pour quitter le Piémont. La tendance s'est donc inversée dernièrement et une issue favorable est fortement pressentie désormais. Cette saison, l'international albicéste a marqué 2 buts en 11 matches avec la Vieille Dame. Son bail actuel avec les Bianconeri expire en 2022.

KLOPP REFUSE D'ACCABLER ALISSON

Si Jürgen Klopp a admis qu'Alisson Becker a desservi les siens, dimanche après-midi, contre Manchester City (4-1), il n'a pas voulu accabler le Brésilien.

En quelques minutes seulement, le gardien de but de Liverpool a offert la victoire sur un plateau aux coéquipiers d'Ilkay Gundogan sur deux mauvais dégagements. Présent en conférence de presse d'après match, Jürgen Klopp a évoqué ce tournant face au rival manucien. « Oui, c'est vrai, ce sont deux erreurs, a confié l'ancien entraîneur du Borussia Dortmund. Mais on ne lui a pas spécialement offert beaucoup d'options, surtout sur la première relance. Quant à la seconde, il a simplement mal senti la balle, peut-être qu'il avait froid aux pieds... Ça peut paraître marrant ou improbable mais je n'en sais rien. » Si Alisson Becker a, bel et bien, pénalisé son équipe dans la course au titre sur cette rencontre capitale, le Brésilien est tout de même l'un des hommes forts de Liverpool cette saison comme l'a rappelé son entraîneur. « Ali nous a sauvé la vie tellement de fois, a-t-il enchaîné. Ce soir, il a simplement fait des erreurs... On n'était pas vraiment sous pression... Au pire, on peut dégager le ballon dans les gradins, là on leur a juste donné. Sans ça, le match se termine à 1-1. »

LE REAL FAIT UNE DEMANDE À MBAPPÉ

Kylian Mbappé est au cœur de l'actualité en Espagne et de la presse ibérique. En Une de Marca, le quotidien assure que le Real Madrid « attend un signe » de la part de la star du PSG. La Casa Blanca, qui a fait du prodige parisien sa priorité du prochain mercato estival, espère que le champion du monde 2018 ne prolongera pas dans la capitale. Sous contrat en 2022 avec Paris-Saint Germain, l'avenir de Kylian Mbappé est encore très flou. A l'heure actuelle, le principal intéressé n'a toujours pas pris de décision concernant la suite de sa carrière. « Je suis en réflexion parce que je pense que si je signe, c'est pour m'investir sur le long terme avec le Paris Saint-Germain. Je suis très heureux ici, j'ai toujours été très heureux ici [...] Mais je veux réfléchir sur ce que je veux faire dans ces prochaines années, où je veux être. Oui, il faudra bientôt faire un choix, mais je suis en pleine réflexion. » avait-il déclaré en conférence de presse après la leçon distribuée contre Montpellier (4-0).

Le PSG aimerait conserver le champion du monde 2018 tout comme l'autre star de l'effectif, Neymar, dont le bail expire aussi en juin 2022. Si le scénario d'un départ venait à se produire, Leonardo et ses lieutenants seraient dans l'obligation de le vendre cet été pour blinder leur portefeuille et ainsi éviter de le voir s'engager avec un autre club gratuitement en janvier 2022.



LA JUVENTUS POSE SES CONDITIONS POUR MORATA !

La Juventus aurait bel et bien décidé de conserver Alvaro Morata prêt par l'Atlético de Madrid, mais pas à n'importe quel prix... Prêt à la Juventus pour l'intégralité de la saison, Alvaro Morata semble avoir pleinement donné satisfaction aux dirigeants de la Vieille-Dame : le club turinois envisage sérieusement de le conserver l'année prochaine. Pour autant, les Bianconeri ne comptent pas activer l'option d'achat estimée à 45ME pour s'offrir de manière définitive les services de l'attaquant espagnol. À la place, la Juventus aurait l'intention de rallonger le prêt d'Alvaro Morata d'un an, selon AS. Le prêt pour la saison actuelle avait coûté 10ME à l'équipe italienne, qui devra donc verser la même somme à l'Atlético de Madrid si elle veut garder le joueur de 28 ans une saison supplémentaire.

CHELSEA : ACCORD AVEC JÉRÔME BOATENG ?

Une recrue défensive en approche pour les Blues ? Arrivé il y a quelques semaines, Thomas Tuchel se penche déjà sur le prochain mercato estival. Le coach allemand aurait demandé à sa direction la venue d'un défenseur central pour cet été. Alors que plusieurs profils seraient étudiés, c'est finalement Jérôme Boateng (32 ans) qui pourrait débarquer chez les Blues. En fin de contrat avec le Bayern Munich, l'international allemand (76 sélections, 1 but) serait déjà en discussions avec le club londonien. Selon les dernières informations de Todofichajes, un accord aurait même été trouvé concernant les conditions salariales du Bavarois. Il plusieurs détails à régler notamment concernant la durée du contrat.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

POLITIQUE NATIONALE

Belhimer : "le Hirak populaire, une référence et un rempart impénétrable à toute tentative d'infiltration"

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé que le Hirak populaire est devenu «une référence» pour les peuples et «un rempart» impénétrable aux tentatives d'infiltration multiples, rappelant que le Gouvernement a élaboré des lois pour «battre en brèche les prétextes et barrer la route» aux actions hostiles des ennemis qui exploitent l'espace cybernétique pour répandre leur venin.

Dans un entretien au quotidien «El Massa», M. Belhimer a souligné que le peuple algérien «a donné au monde entier une leçon de pacifisme et de civisme, à travers le Hirak du 22 février 2019, qui avait atteint le summum de la liberté, de la maturité et de la conscience pour remettre le processus d'édification nationale sur les rails, barrer la route aux fauteurs de trouble et de discorde et faire tomber les fortes-resses de la corruption qui ont failli compromettre l'avenir des générations».

Le Hirak populaire dont nous nous apprêtons à célébrer la deuxième année est devenu «une référence pour les peuples et les élites, et un rempart impénétrable aux tentatives d'infiltration multiples sur les réseaux sociaux et les sites d'information douteux érigés en tribunes».

Le ministre a ajouté que le Gouvernement «a élaboré une série de lois pour battre en brèche les prétextes et barrer la route aux actions hostiles des ennemis qui exploitent l'espace cybernétique pour répandre leur venin», soulignant que les textes de lois relatifs à l'information électronique «nous permettent de lever toute ambiguïté sur l'activité de la presse électronique et de faire la distinction entre les professionnels et les intrus à la profession qui sont à la solde d'agendas malveillants».

lants qui ne réussissent jamais à nous faire revenir en arrière. En réponse à une question sur le rôle attendu des médias nationaux pour faire face aux campagnes ciblant l'Algérie, M. Belhimer s'est dit convaincu que ces médias "qui ne manquent jamais à leur devoir, n'ont pas hésité un instant à contrer toutes les campagnes, de même qu'ils n'ont pas besoin de tutelle administrative, ni de leçons de patriotisme".

"Les médias font partie intégrante de la cohésion nationale et la presse nationale fait montre d'un haut niveau de professionnalisme et ce depuis la première semaine du hirak béni mais également lors des occasions nationales et des événements régionaux, notamment la crise sanitaire actuelle", a-t-il rappelé.

Pour M. Belhimer, "les mines dues aux accumulations du passé ou celles qui viennent d'autres rives ne trouveront dorénavant plus de place parmi nous, grâce aux braves enfants de cette patrie", car le temps de l'achat des consciences "est révolu et l'avenir est tourné vers la clarté et la loyauté envers ce pays".

Lors de cet entretien, le porte-parole du gouvernement a tenu à préciser que le régime marocain "a recruté des centaines d'agents dans le monde virtuel pour attaquer l'Algérie". "Nous connaissons bien leurs localisations



grâce à la technologie moderne", a-t-il fait observer. Il est également "évident" que ce régime procède de manière "méthodique et coordonnée", a-t-il rappelé, relevant que le travail des médias nationaux qui "fournissent des informations fiables" est "une source d'agacement pour le régime marocain. Aussi, ces médias influencent de plus en plus l'opinion publique au Maroc, ce que je crois étant la meilleure riposte, d'autant plus que des journalistes marocains connus avaient reconnu la faiblesse de la machine de propagande marocaine face aux médias algériens", a affirmé M. Belhimer.

Évoquant les engagements du Président de la République contenus dans son programme électoral, le ministre a

affirmé que les contours de l'Algérie nouvelle «commencent à se dessiner, en changeant de nombreuses pratiques et en se débarrassant de plusieurs méthodes de manipulation des esprits à travers la diffusion de fake-news ou en s'adressant, par procuration, aux citoyens ou par le biais de tribunes médiatiques».

M. Belhimer a également souligné l'importance des instructions données par M. Tebboune au gouvernement de passer "immédiatement" à la "vitesse supérieure" et de "la nécessité" de donner "le meilleur" au citoyen algérien, considérant que des secteurs "ont accompli leur devoir", alors que certains départements ministériels rencontrent «de grandes difficultés» dans l'accom-

plissement de leurs missions, d'où l'impératif d'une intervention urgente de l'exécutif pour redresser la barre et remédier aux carences enregistrées».

Le ministre a mis en avant la nécessité de tenir une rencontre avec les walis et les autres responsables pour s'enquérir des réalisations et définir les mesures à prendre pour gagner du temps et améliorer la qualité du service, estimant que ces réunions constituent un "message" aux responsables qu'ils ont la même mission, celle de servir le pays et le citoyen.

Au volet international, le Ministre de la Communication a réitéré les positions "indéfectibles" de l'Algérie vis-à-vis de certaines causes et questions, affirmant que l'Algérie "plaide toujours pour le Maghreb des peuples". «Les relations entre les peuples algérien et marocain sont fraternelles et solides, c'est pourquoi nous n'imputons pas au peuple marocain la responsabilité des déviations de son régime et de son agression brutale contre le peuple sahraoui», a-t-il déclaré.

Il a également réaffirmé la position "immuable" de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne qui demeure, poursuit-il, une cause "axiale", exprimée du plus haut sommet de l'Etat, représenté par le Président, M. Abdelmadjid Tebboune, jusqu'aux simples citoyen et écolier.

JUSTICE

Le parquet général ordonne l'ouverture d'une enquête préliminaire

Le parquet général près la Cour d'Alger a ordonné dimanche au procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais d'instruire une enquête préliminaire sur les faits avancés par le citoyen Walid Nekkiche et chargé la police judiciaire compétente de cette mission. "Conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet général près la Cour d'Alger, après avoir pris connaissance d'un exposé des faits présentés par Monsieur le procureur de la République adjoint, représentant du parquet général à l'audience du tribunal criminel dans le procès du nommé Nekkiche Walid, tenue au siège du tribunal de Dar El Beida (Alger) en

date du 2 février 2021, et après avoir compulsé l'attestation dressée par le greffier de l'audience concernant le déroulement du procès. Attendu qu'il ressort des deux documents suscités que l'accusé Nekkiche a déclaré lors de son procès, en réponse à une question qui lui a été adressée par sa défense, avoir été victime durant sa garde à vue de violences et d'agressions sexuelles de la part des éléments de la police judiciaire en charge de l'enquête préliminaire", lit-on dans le communiqué du parquet. Ainsi, "au vu des réactions et commentaires relayés par les différents titres de presse et provoqués par ces déclarations, ainsi que la remise en doute et les interrogations sus-

citées auprès des parties qui s'intéressent à l'action judiciaire, notamment concernant le respect de la liberté et de la dignité des citoyens suspects placés en garde à vue, et dans le but d'établir la vérité sur ce qui serait passé dans l'affaire du citoyen Walid Nekkiche, le parquet général près la cour d'Alger a ordonné en date du 07-02-2021, sur la base des informations en sa possession et des pièces en rapport avec l'affaire du concerné, à Monsieur le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais de diligenter une instruction préliminaire sur les faits avancés par le concerné et chargé la police judiciaire compétente de cette mission".

PROCÈS EN APPEL DE L'EX-WALI D'ALGER ZOUKH Verdicts le 15 février (Cour de Tipasa)

La cour de justice de Tipasa rendra le 15 février en cours, les verdicts concernant l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, condamné en première instance dans trois affaires de corruption en relation avec les hommes d'affaires Ali Haddad et Mahieddine Tahkout et l'ex-directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel. La chambre correctionnelle de la cour de Tipasa, a confirmé, à l'issue du procès, qui s'est poursuivi tard dans la soirée de samedi à dimanche, le réquisitoire du tribunal de première instance, soit des peines entre 10 et 15 ans de prison ferme, avec une amende d'un million de dinars requis pour chaque affaire, avec la confiscation de tous ses biens, outre l'interdiction, faite à l'accusé, d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'Etat et de se porter candidat pour des postes politiques, pendant 5 ans après l'expiration de sa peine. Ce procès en appel était similaire à celui du procès en première instance, vu que l'ex-wali d'Alger a nié, durant son interrogatoire par le tribunal, toutes les accusations portées contre lui, en endossant toute la responsabilité aux membres de la commission d'investissement de la wilaya, formée de huit directions sectorielles et en assurant que toutes les décisions étaient prises à l'unanimité et après concertation. Une majorité de témoins présents, dont les ex-directeurs généraux de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de l'agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine, qui ont affirmé qu'ils recevaient des ordres et des instructions orales de la part du wali, en vue d'octroyer des privilèges tant aux

membres de la famille de l'ex-DGSN, que celles d'Ali Haddad ou Mahieddine Tahkout.

L'ex wali d'Alger est actuellement en détention après sa condamnation, en première instance, en décembre dernier, dans trois affaires de corruption, à des peines de 4, 5 et 5 ans de prison ferme, avec confiscation de tous ses biens et une amende d'un million de dinars pour chaque affaire, outre le versement de 10 millions de DA de dédommagement pour les pertes subies par le Trésor public et l'interdiction d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'Etat et de se porter candidat pour des postes politiques pendant 5 ans après l'expiration de sa peine.

Abdelkader Zoukh, est poursuivi dans l'affaire relative à la famille de l'ex DGSN (sa femme, son fils Chafik et sa fille Chahinez) pour "dilatation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire", "utilisation illégale de biens et de deniers publics qui lui ont été confiés en vertu de sa fonction", "abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtention d'avantages pour un tiers". Il est, également, poursuivi pour "abus de fonction et octroi d'indus privilégiés" dans l'affaire en relation avec l'ex-patron du Forum des chefs d'entreprises, Ali Haddad.

Quant à l'affaire Tahkout, dont des membres ont comparu en tant que témoins, Zoukh y est poursuivi pour "octroi délibéré de privilèges non justifiés à un tiers lors de la conclusion d'un marché et d'accords illégaux, corruption dans l'attribution de marchés publics et de contrats, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts,

agrément d'exonérations fiscales et de réductions sans justificatif légal".

Concernant l'affaire de l'ex-DGSN, elle remonte 2014. Elle est relative à l'offre d'indus privilégiés à la famille de l'ex-DGSN, Abdelghani Hamel, dont notamment un bien foncier de 7128 m2, dans la zone de Bab Ezzouar (Alger), au profit de sa fille Chahinez, pour la réalisation d'un centre commercial et d'un hôtel, sans la concrétisation du projet, ni le versement des taxes aux Domaines de l'Etat et des frais dus à l'agence foncière pour les aménagements.

A cela s'ajoute l'octroi de neuf locaux commerciaux d'une surface de 824 m2, à Ouled fait, au profit de sa femme, à un prix dérisoire, soit 22.000 DA le m2, au moment où le cours des locaux dans le même quartier était de 120.000 DA le m2.

Sachant que ledit quartier relevait de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Zoukh a, également, fait bénéficier le fils de Hamel, Chafik, d'un logement social de type public locatif, à la cite Zerhoumi Mokhtar de Mohammadia (Alger), sans fournir de dossier ni réunion des conditions fixées pour y ouvrir droit, au moment où sa sœur Chahinez a bénéficié d'un logement social participatif à Ouled Fayet, sans y ouvrir droit, également.

S'agissant de l'affaire Ali Haddad, les faits reprochés à l'ex-wali d'Alger ont causé d'énormes pertes en termes de foncier agricole, industriel et touristique ainsi qu'au Trésor public, en témoignent les enquêtes menées par l'Inspection générale des finances, qui font état d'infractions flagrantes à

la Loi et aux dispositions légales règlementant les domaines de l'Etat, dans neuf dossiers d'investissement dans des projets "fictifs" non réalisés par Ali Haddad.

Il s'agit, entre autres, d'une assiette de plus de 39.300 m2 (équivalent à 174ha) dans la zone de Oued Semar, pour la création d'un complexe industriel, dans une région initialement destinée à abriter un jardin public, ce qui est en infraction totale avec la loi sur l'affectation des assiettes foncières. En fin de compte, le projet en question a été transformé en une usine de production de bitume avec un parking pour engins de travaux publics. Cette affectation a causé une perte de 1,33 milliards de DA à la commune d'El Harrach.

D'autres assiettes foncières ont été, également, indûment octroyées à Ali Haddad au niveau des communes de Hussein Dey, Ain Benian, et Dar El Beida, notamment, une assiette de plus de 16.000 m2 à Hussein Dey et l'accapement par Ali Haddad de plusieurs terrains agricoles d'une superficie totale de 30.000 m2 pour la réalisation d'un complexe sportif au profit du club de football USMA. Dans l'affaire d'octroi d'indus privilégiés à Tahkout et des membres de sa famille, il s'agit de la délivrance de décisions d'affectation concernant 15 arrêtés de droit de concession pour investissement dans des fonciers sis à Alger, d'une surface entre 2.025 et 93.000 M2, en infraction des lois en vigueur et en dépit des oppositions des services techniques concernés, outre le non versement des droits dus aux domaines de l'Etat et à l'Agence foncière en charge des travaux d'aménagement.